

Les inconnues des "milliards d'hommes"

Quand Jules Romains publia, en 1938, son *Verdun*,¹ il fit grand usage du "million d'hommes", cette matière que les Etats-majors avaient coagulée au long des divers fronts de la guerre de 1914-18. Des années de "guerre d'usure" en arrachèrent des "copeaux" humains par milliers, avant que les pilonnages de Verdun hissent les dégats jusqu'à la dizaine de milliers de tués par mois, si ce n'est par semaine – et parfois par journée...

En ce temps-là, le "milliard d'hommes" échappait à l'entendement des humains, car le monde en son entier en comptait à peine deux, y compris la très vaste Asie, presque ignorée du "vrai" monde qui était européen (et devenait américain). Un demi-siècle plus tard, l'explosion démographique préoccupait les gouvernants aux populations déjà riches. Le monde se remplissait un peu partout, il apprenait à compter par "milliards d'hommes", les deux milliards et demi de 1950 faisaient place aux six milliards de la fin du siècle. Le gros demi-milliard qui s'est ajouté à ce total entre 2000 et 2007 sera vraisemblablement suivi de trois nouveaux milliards d'ici le milieu du 21^e siècle. Cette année-ci, il mourra environ 60 millions d'humains, mais il en naîtra 135 millions, soit un gain net de 75 millions : une grosse France pour une seule année. Mais sur la lancée actuelle l'écart annuel entre les naissances et les décès va continuer de se réduire, jusqu'à s'annuler ou davantage encore. Les démographes dont l'art s'est affiné tout au long du 20^e siècle s'attendent maintenant à ce que la population mondiale atteigne un plafond de neuf à dix milliards d'ici quelques décennies, sans doute peu après 2050, après un quadruplement en un siècle.

Faisant usage des meilleures estimations prévisionnelles, *l'Inventaire du 21^e siècle* qui est disponible sur le présent site, a consacré un dossier² à ces dernières décennies de l'explosion démographique et à la répartition de leurs résultats entre les diverses régions du système mondial. J'invite le lecteur à s'y reporter, car ces données forment la toile de fond des réflexions qui vont suivre. En effet, les "milliards d'hommes" déjà dénombrés ou prochainement attendus forment des chaînes d'interdépendance d'une longueur et d'un volume tels que d'immenses problèmes parfois insoupçonnés vont se poser dans toutes les sociétés. Les peuples et les gouvernements tarderont et peineront à s'y ouvrir l'esprit. On peut se représenter ce qu'est un Etat – comme la Chine ou l'Inde - dépassant le "milliard d'hommes" à son échelle propre, mais il faut un réel effort pour s'imaginer ce que deviendra la pauvre et parfois famélique Afrique qui, elle aussi, dépassera bientôt le "milliard d'hommes", sans disposer d'une expérience étatique aisément adaptable à cette échelle. La réflexion doit redoubler pour qui considère la densité de peuplement des diverses régions mondiales. Sans trop de surprise, l'Asie bat presque partout les records, sauf dans sa partie occidentale, c'est-à-dire dans le tumultueux Proche et Moyen-Orient où elle ne dépasse que d'un gros tiers la densité européenne. La surprise devient manifeste lorsque l'on constate que l'Afrique est d'une densité comparable à celle de l'Europe et de 10 % supérieure à celle de l'Amérique latine – où l'Europe a déversé tant des siens et a transplanté tant d'Africains. Mais c'est à propos de l'Amérique du nord que l'étonnement atteint son maximum, car cette région sept à huit fois

¹ Seizième volume de son roman-fleuve sur *Les Hommes de Bonne Volonté* (1932-46).

² Voir le dossier n° 1 du tome 2, *Les transformations prévisibles durant le 21^e siècle*.

moins dense que les diverses Asies et presque moitié moins chargée que l'Afrique, est de loin la moins dense. Son rang change peu quand on défalque le grand nord canadien et les immenses Montagnes Rocheuses (ainsi que les zones semi-désertiques des autres régions du monde), si bien qu'il faut presque ranger cette riche Amérique du nord aux côtés de l'Australie, parmi les Etats "où il y a beaucoup de place" et qui sont "assez riches" pour accueillir sans trop d'efforts financiers de multiples nouveaux "millions d'hommes". La surprise redouble lorsqu'on cherche où se trouvent les quartiers urbains à très forte densité qui soient organisés et administrés de façon "vivable" : pour le moment quelques villes hollandaises partagent cet honneur avec Singapour, mais non avec Hong-Kong ni avec le Bronx new-yorkais, zones où la densité du peuplement est du même ordre, car la riche Amérique et la Chine encore pauvre y maîtrisent mal le devenir urbain. Sans compter l'épouvantable spectacle qu'offre presque partout la longue litanie des mégalo-poles. Au reste, le problème n'est pas à juger principalement à l'échelle des bidonvilles ou des quartiers urbains un peu plus avenants, car à ce stade, on atteint presque le terminus d'une longue liste de malheurs dont la sururbanisation est l'un des aboutissements. En effet, le cœur du problème concerne l'aptitude des divers types de société à faire en sorte que le contrôle des naissances, l'éducation des enfants, la socialisation des jeunes adultes; le fonctionnement des principaux autres rouages sociaux et l'évolution des mentalités dont les "milliards d'hommes" de tous âges sont porteurs, deviennent compatibles avec un ordre social qui ne se dégrade pas, et qui, même, continue de progresser cahin caha vers un certain supplément de bien-être pour la majeure partie de la population mondiale.³ Bref, il faudrait analyser toutes les sociétés en tous leurs aspects économiques, politiques et culturels, pour se représenter clairement ce à quoi notre monde doit s'attendre du fait de l'inversion démographique annoncée. Je vais effleurer cette tâche immense, en passant en revue, une vaste liste de problèmes qui se rapportent tous au devenir démographique de la planète. Les principales omissions de ce parcours, nullement exhaustif, concerneront les problèmes de la guerre auxquels j'ai déjà consacré trois investigations dont les résultats sont disponibles sur le présent site.⁴

Une multitude de chocs majeurs

Une question sera longuement débattue au cours des prochaines années : celle du ou des "milliards d'hommes" qui viendraient s'ajouter aux 9 à 10 milliards annoncés par les démographes. Le fait est que l'on compte aujourd'hui 35 pays, presque tous situés en Afrique sub-saharienne où les femmes donnent encore naissance à 5 enfants, en moyenne. En se prolongeant, une telle procréation entraînera encore une forte natalité quand ces filles aujourd'hui plus nombreuses que leurs mères seront devenues nubiles, même si toutes appliquent un plus strict contrôle des naissances. De tels exemples se répéteront sans doute pendant quelque temps, Mais ceci ne dément pas l'hypothèse retenue par les démographes, car

³ On ne comprendrait rien à la novation du système mondial capitaliste qui s'opère présentement si l'on oubliait que, nonobstant les inégalités qui continuent de se creuser, le niveau de vie moyen de la population mondiale – qui a nettement augmenté au cours du 20^e siècle – augmentera plus encore au cours du 21^e siècle. *L'Inventaire* précité justifie cette affirmation (dossier n° 3 du tome 2) sur la portée politique de laquelle, je reviendrai dans une note ultérieure.

⁴ Deux essais sont consacrés aux zones les plus menacées (*Comment éviter le suicide d'Israël ?* et *Comment solder un siècle de guerres inabouties dans le nord-est asiatique*), cependant qu'une recherche plus enveloppante a porté sur *Les grandes guerres du 21^e siècle* et a mis en lumière la responsabilité centrale des Etats-Unis, puissance prépondérante du système mondial actuel qui n'aura pas trop du 21^e siècle tout entier pour apprendre à partager pacifiquement la prééminence avec quelques autres puissances dont l'ascension se poursuivra inéluctablement.

ils ont en vue une réduction mondiale moyenne des naissances, laquelle continue de s'accélérer. Des baisses massives de la fécondité s'enregistrent dans des pays tels que l'Iran, l'Algérie ou la Turquie où on ne les attendait pas de sitôt. Le Maghreb et une partie du Proche et Moyen-Orient rejoint ainsi les vastes régions d'Amérique latine et d'Asie orientale où la stabilisation démographique est en bonne voie, tandis que les pays d'Europe et d'Amérique du nord où une décreue de la population se dessine parfois, sauf à être masquée par une forte immigration. Ainsi les débats se centreront de plus en plus sur le poids relatif, dans la population mondiale, de certaines régions "retardataires" (africaines notamment). Ces régions souffriront plus longtemps des surcharges liées à leur population exubérante, feront éventuellement peser des menaces plus graves sur leur voisinage et des demandes plus vives sur les ONG et les agences internationales qui leur porteront secours. Bref, le surcroît de difficultés pourra être durable, mais il sera localisé. A l'échelle mondiale, le retournement sera acquis, l'explosion démographique fera place dans un nombre croissant de pays à une stabilisation, voire à une régression démographique, comme il en est déjà maints exemples, du Japon à l'Allemagne.

Peut-être le choc principal tiendra-t-il à l'inégale expansion des classes d'âges différents. Les graphiques qui illustrent les divers types de population se présentent toujours comme des empilements de tranches d'âge, les dernières nées tout en bas et, de proche en proche, les plus âgées jusqu'au sommet. Quand la population se stabilise, les tranches d'âge tendent à devenir égales et, donc, leur graphique devient rectangulaire, mais si le déficit des naissances perdure, les classes les plus jeunes sont moins nombreuses que celles de leurs parents et grands parents, si bien que le graphique prend peu à peu la forme d'un triangle inversé, c'est-à-dire porté par sa pointe. Tel est le mouvement que l'on peut observer au Japon et qui est déjà bien amorcé en Allemagne ou en Italie, etc.

En 2000, les plus de 60 ans comptaient pour 10 % de la population mondiale, mais leur pourcentage aura plus que doublé en 2050. Dans ce total, l'Inde suivra presque la moyenne mondiale, tandis que le Japon, premier champion du contrôle démographique, qui comptait déjà 23 % de plus de 60 ans en 2000, dépassera les 42 % en 2050. Le mouvement se généralisera peu à peu, la population vieillira en chaque pays, mais avec d'énormes décalages d'une région à l'autre. Ainsi, par exemple extrême, l'Europe qui compte aujourd'hui 16 % de "vieux" (plus de 65 ans) ne sera rejointe par l'Afrique – qui compte, aujourd'hui 3 % de tels "vieux" – que durant le 22^e siècle. En attendant, l'Afrique déborde de "jeunes", c'est-à-dire de moins de 15 ans : d'est en ouest, ils forment presque la majorité de la population (42 à 46 %), tandis qu'au nord et au sud de ce continent leur part est déjà voisine du tiers. Que de massacres sont à craindre, dûs aux tourments de ce monde ultra-juvénile, sous-scolarisé et exposé au désœuvrement ! Que d'enfants-soldats seront levés dans cette masse entraînable vers toutes sortes d'aventures. L'un des périls majeurs du 21^e siècle est là, j'y reviendrai;

Le danger devient plus manifeste encore si l'on regarde les principaux agrégats humains, c'est-à-dire les villes, bidonvilles et autres mégapoles où les hommes sont souvent entassés. En effet, nous vivons actuellement une période où la moitié de la population mondiale devient urbaine, après quoi le déclin relatif des populations rurales va se poursuivre, et sans doute s'accélérer. Le changement est déjà très sensible. Les villes qui assemblaient 29 % de la population mondiale en 1950 et 37 % en 1975, atteignaient les 47 % en 2000; elles dépasseront les 60 % avant 2030. A cette dernière date, l'Europe et les Amériques en leur entier dépasseront les 80 % d'urbains, tandis que l'Asie et l'Afrique auront atteint les 54-55 %, non sans des inégalités régionales encore persistantes. *Stadluft macht frei*⁵ disait-on des communes d'Europe occidentale qui s'émancipèrent des seigneuries rurales aux 10^e-12^e siècles et amorcèrent ainsi une chaîne de transformations politiques dont les

⁵ L'air de la ville rend libre.

républiques bourgeoises*⁶ sont aujourd'hui la lointaine conséquence. Mais rien ne garantit que le difficile affaiblissement des seigneuries latifonduaires du Brésil et d'autres "républiques" latino-américaines, comme des émirats et sultanats asiatiques et des chefferies africaines faiblement agrégées conduira un peu partout à une semblable évolution.⁷ L'avenir politique des masses urbaines densément juvéniles devra s'inventer.

L'une de ses inventions s'affiche déjà sous la forme d'un exil aventureux et parfois héroïque vers des eldorados lointains. Le temps n'est plus aux grandes migrations de hordes, chassées par des coalitions rivales ou par des empires en formation qui déclenchèrent ce que les médiévistes français appellent "les grandes invasions" alors que leurs collègues allemands, mieux inspirés, désignent ces mêmes poussées comme des *Völkerwanderungen*, des errances de peuples à la recherche de nouveaux sites. Il se pourrait néanmoins qu'on découvre des mouvements de même nature, à regarder de plus près les dernières coulées de peuples qui sont parties des régions soudanaises et sont parfois venues mourir, au 19^e siècle, devant les mitrailleuses d'une armée britannique affermissant son Afrique du sud ou qui résultent, aujourd'hui encore, des turbulences guerrières de toute l'écharpe africaine qui s'étale du Soudan aux Grands Lacs et à la République du Congo (ex-Zaire) pour atteindre le Liberia ou la Guinée. Toujours est-il que la mise en place des peuples dans un réseau étatique assez stable est loin d'être achevée en Afrique, si bien que – jointe à l'énormité des générations juvéniles – elle laisse présager de rudes tempêtes sur la majeure partie de ce continent; Les Amériques ont connu d'autres variantes de ces brassages de peuples dans les vastes plaines peu densément peuplées et non contrôlées par les empires qui ont cristallisé jusqu'au 15^e siècle, à l'abri des montagnes du Mexique et des Andes. Leur peuplement s'est profondément modifié, par l'apport des colonies espagnoles, anglaises et autres et surtout par les brassages que ces colons d'abord peu nombreux ont organisé pour peupler d'esclaves africains les plantations des Caraïbes et du sud, puis pour susciter la grande ruée migratoire des 19^e et 20^e siècles qui a déversé des millions de familles venues de toute l'Europe, ruée qui s'enrichit de nouveaux flux d'origine asiatique. Encore faut-il prendre en compte les migrations de voisinage qui drainent beaucoup de latino-américains vers la frontière mexicaine ou les îles caraïbes, portes d'entrée malcommodes vers les Etats-Unis. De même les archipels atlantiques de l'Espagne et diverses îles méditerranéennes sont assaillies par des apports croissants d'Africains venus d'un peu partout et cherchant à entrer en Europe, tandis que d'autres flux venant d'Asie s'efforcent de transiter par les Balkans ou la Turquie, etc. A vrai dire, les migrations clandestines qui remplacent désormais les transferts esclavagistes et coloniaux de jadis dessinent des itinéraires complexes et changeants selon les obstacles rencontrés et les espérances très inégales offertes par les pays pris pour cibles. Leur géographie est sensible, en outre, aux commodités éventuelles des transports internationaux, qu'ils soient routiers ou ferroviaires, mais aussi maritimes et aériens. D'autant que l'activité marchande des passeurs de clandestins est inventive, sinon scrupuleuse : ses méthodes relèvent souvent plus du banditisme que de la fraude.

D'une intervention de Michel-Louis Lévy à l'*Université de tous les savoirs* que dirige le philosophe Yves Michaux⁸, j'extrai quelques remarques judicieuses : "Le fonctionnement migratoire de la planète est aujourd'hui organisé en vastes systèmes autour des pôles de la mondialisation (Amérique du nord, Europe occidentale, Japon) et de certains Etats du Moyen-Orient, détenteurs de la rente pétrolière, avec des sous-systèmes de drainage des flux à l'échelle régionale, autour des nouvelles puissances économiques en Asie du sud-est ou vers la République d'Afrique du sud...(Ces) migrations sont aujourd'hui majoritairement motivées

⁶ Rappel: un astérisque marque les concepts qui sont analysés dans *La Société*.

⁷ Sans compter les immenses empires de tradition chinoise, anglo-hindoue ou post-soviétique qui incluent une large partie de l'Asie.

⁸ Intervention sur *Les populations du monde : de l'explosion à la gestion* présentée en décembre 2006.

par la recherche du travail et l'attrait d'activités moins pesantes et plus rémunératrices." A quoi Lévy n'oublie pas d'ajouter que "les migrants sont aussi sollicités...(par) les mondes des universités et de la formation, des affaires, de l'informatique, de la médecine, du sport,...(etc.). Pour n'oublier aucune des turbulences massives qui agitent les populations, il évoque également l'exode rural,⁹ les "retours au pays" des retraités ou les mouvements pendulaires entre le domicile et le lieu de travail.

Pendant de longues décennies, la politique de l'immigration restera des plus délicates. L'accueil et le rejet illimités sont également intenables. La Suède et le Canada qui tiennent quasiment portes ouvertes sont protégées par un froid dissuasif pour beaucoup, à quoi le Canada ajoute un accès souvent commode vers les Etats-Unis. Ces derniers qui sont la cible la plus visée sont équipés d'une législation permissive-répressive gérée par une armée de garde-côtes, une police de l'immigration et une administration locale qui oscille entre la férocité et la complaisance, au gré d'intérêts variables. Sur terre, ils gendarmement leur longue frontière avec le Mexique où ils allongent et rehaussent de temps à autre les "murs" de barbelés ou de gadgets électroniques qui complètent les barrages naturels, il est vrai peu efficaces. Au total, l'accueil légal et l'entrée clandestine donnent chaque année à ce pays un renfort substantiel, abondé de temps à autre par des régularisations d'étrangers en situation irrégulière si bien qu'au total, il demeure le plus gros utilisateurs d'immigrés, en quoi ils prolongent l'histoire de leur peuplement aux 19^e et 20^e siècles. L'Union Européenne qui devient, elle aussi, une destination très prisée serait dans une situation analogue à celle des Etats-Unis, si elle était suffisamment unie. En fait, il lui faut tenir compte d'héritages coloniaux que les ex-métropoles gèrent différemment, de turbulences que ses agrandissements saccadés ont plusieurs fois renouvelées¹⁰ et de refus tels celui de l'Angleterre retranchée dans son île.¹¹ En 1990, un traité signé à Schengen avait certes prévu d'unifier l'espace européen pour ce qui est de la libre circulation des travailleurs et de la gestion des candidats à l'immigration. Visa unique, contrôle par le pays de première arrivée, normes bien établies pour les passages ultérieurs vers d'autres pays de l'Union : tout cela était précisé. Huit ans plus tard, un traité d'Amsterdam complétait celui de Schengen en transférant des Etats nationaux aux institutions communautaires le soin de réglementer l'immigration. Mais les Etats, nouveaux venus dans l'Union, les réticences non résorbées des autres Etats et surtout l'absence d'une administration et d'une police européennes font qu'une réglementation qui se voulait commune s'applique mal.

De ce fait, l'Europe pratique plus que les Etats-Unis la recherche de freins à l'immigration. Après les hausses de prix pétroliers de 1973-75, elle avait tenté, notamment en Allemagne et en France, d'offrir une "aide au retour" aux immigrés, mais les candidats ont été rares et les fraudeurs ont réduit leur effectif réel. Le bâti d'écluses par accord avec des Etats d'approche, tel le Maroc ou la Libye, a provoqué maints incidents, parfois mortels et a finalement créé de nouveaux détours : ainsi les barques qui traversaient le détroit de Gibraltar ont été remplacées par des pirogues naviguant vers les Canaries avec des risques aggravés. Et ainsi de suite : les Africains venus du Nigeria ou du Ghana qui tentent de s'installer en Turquie où ils rejoignent des Pakistanais et des Asiatiques venus de plus loin encore subissent un sort comparable, tout comme les Afghans qui se replient vers les républiques d'Asie centrale ou les confins indiens. Etc.

Avec des cibles qui varient peu à peu, mais où la Chine et l'Inde ne figureront pas de sitôt, des marées humaines affluent "vers un avenir meilleur", y atteignent finalement, non

⁹ Lequel est aussi très intense au sein des pays - comme la Chine ou l'Inde - qui prennent leur essor industriel.

¹⁰ Non sans pressions américaines, l'Europe Unie a sauté de 6 membres en 1954 à 27 aujourd'hui, ce qui n'a pas peu compliqué son organisation et inhibé ses velléités d'affranchissement vis-à-vis de l'OTAN américain. Voir *L'Europe ou les Europes* sur le présent site.

¹¹ Le tunnel sous la Manche a été converti de ce fait en un "mur" au pied duquel des clandestins piétinent...

sans perdre beaucoup des leurs en chemin, puis en refluent parfois, chassés par la répression ou la nostalgie de leurs origines et finissent, néanmoins, par déposer de nouvelles couches d'arrivants dans les communautés de même provenance, déjà installées dans les pays cibles où s'étoffent, de la sorte, des chapelets diasporiques dont certains fournissent, une ou deux générations plus tard, de nouveaux contingents d'assimilés ou d'intégrés aux peuples établis de longue date dans les pays "d'accueil". Ainsi se poursuit le mouvement brownien des migrants dans un système mondial en effervescence démographique. Il se poursuivra longtemps encore, à la recherche d'un travail, d'une vie meilleurs, d'une société plus pacifique, mais beaucoup moins souvent à la recherche d'une terre nourricière.

En effet, la famine et la sous-alimentation qui provoquent, certes, des mouvements de population parfois massifs, ne sont néanmoins pas une cause majeure d'émigration lointaine et durable, car les familles et les communautés qui en souffrent, fuient un péril saisonnier ou temporaire, mais gardent une "faim de terre" à satisfaire dans leur région d'origine. L'émigration vers les Europes et les Amériques ne vise pas à de telles satisfactions. L'Afrique subsaharienne est la région du monde où la sous-alimentation se prolonge le plus, car les progrès de la production agricole y sont partiellement effacés par l'énorme surcroît de population. C'est aussi la région où les aléas climatiques provoquent d'occasionnelles famines, rapportées par les télévisions du monde entier. L'émotion populaire incite alors à raviver les programmes onusiens ou nationaux d'aide alimentaire, mais n'encourage guère les actions d'effet plus lent, mais de portée plus durable qui stimuleraient le contrôle des naissances. Cette myopie de l'assistance internationale, jointe aux ravages de guerres tenaces en cette Afrique¹² aboutit à la persistance de famines et d'une sous-alimentation qui ne peuvent être imputées à une insuffisance intrinsèque des capacités productives mondiales et régionales. Le monde en voie de "surpeuplement" ne périra pas faute de production agricole, comme on le craignait encore au milieu du 20^e siècle. Mais des millions d'hommes périssent et périront faute d'un ordre public stabilisant les populations rurales et favorisant leur productivité. Bref, la famine, c'est le prix du non-Etat.¹³

En effet, les travaux de la FAO¹⁴ ont régulièrement mesuré le recul des effectifs sous-alimentés dans toutes les régions "sous-développées" du monde, en veillant à en apprécier la proportion, laquelle rapporte les disponibilités alimentaires à l'effectif des populations. Leur conclusion, régulièrement renouvelée est qu'"au niveau mondial, on dispose du potentiel de production nécessaire pour satisfaire la demande", affirmation que la FAO projette, sans hésitation jusqu'à l'horizon 2015 / 2030. Les craintes principales se transportent vers la qualité et la quantité des régimes alimentaires. Les troubles sanitaires dûs aux excès affecteront bientôt plus d'individus que les insuffisances non encore résorbées par suite d'incapacités étatiques. La même sérénité se dessine pour ce qui est des stocks mondiaux, lesquels semblent de nature à éviter les carêmes et autres ramadans, sacralisés depuis des millénaires par des églises. La seule production qui devient défaillante est d'ordre piscicole, car la haute mer est labourée par des navires-usines qui raclent jusqu'aux bas fonds, tandis qu'en toutes régions l'artisanat des pêcheurs locaux se laisse mal discipliner, si bien que les captures annuelles excèdent le croît naturel et mettent en péril la survie de nombreuses espèces. Le développement d'une aquaculture en sites protégés tarde à pallier cette déficience. En sa majeure partie, l'espace marin n'est soumis à aucun pouvoir autre que celui de traités internationaux, mal obéis par maints Etats et très mal gardiennés par leurs "polices". Le grand large n'est pas seulement une métaphore applicable aux firmes capitalistes qui s'ébrouent en

¹² La capture de l'aide alimentaire et son détournement vers un trafic marchand est une "arme" fréquemment utilisée dans l'écharpe africaine déjà évoquée.

¹³ J'ai développé ce point de vue dans *l'Inventaire du 21^e siècle*, à propos de l'Afrique(tome 1, chapitre 4).

¹⁴ *Food and Alimentation Organization*, cette FAO est une agence spécialisée de l'ONU.

activités ultra-libérales, c'est aussi le site matériel bien défini d'activités où la propriété des moyens de production n'a pas, en face d'elle, de pouvoirs politiques aptes à la contenir.

Dans certaines régions du monde, notamment en Afrique, en Asie du sud-est, la déforestation prend des proportions qui sont jugées dangereuses soit pour des raisons écologiques (espèces ravagées, climats affectés), soit pour des raisons proprement culturelles et politiques (habitat ruiné de certaines micro-sociétés forestières, expansion d'une agriculture industrielle aux dépens de petites paysanneries, etc). Cas par cas, la cause est débattue sans que des conclusions bien généralisables puissent être tirées. Les exemples d'exploitation méthodique et pérenne des richesses forestières donnés par la Suède et le Canada ne semblent pas avoir fait l'objet de transpositions nombreuses et pertinentes en d'autres régions, pour d'autres espèces utilisées à des fins plus diverses. Mais, en revanche, les exemples de surexploitation sauvage et mercantile abondent d'autant plus qu'ils concernent des pays pauvres, mal organisés, vulnérables à toutes les corruptions. Il est donc probable qu'en cette matière, comme dans la plupart des cas précédents, le problème tient à l'inexistence ou à la tiédeur du pouvoir politique et à sa fréquente inaptitude à harnacher les firmes géantes.

Avant de quitter les ressources naturelles, une réflexion générale doit être soulignée. Pour qui observe la part des régions dans le commerce mondial de ces ressources, force est de noter que l'Amérique du nord, le Japon et surtout l'Europe s'y taillent la part du lion. C'est dire que les protections et les subventions dont jouissent les productions agricoles et agro-industrielles des pays concernés faussent le commerce mondial sans que les conférences de l'OMC aient pu y porter remède jusqu'ici. Elles ont aussi pour effet d'infléchir ou d'abîmer, voire de tarir diverses productions d'autres continents, au détriment des paysanneries locales et des balances commerciales des Etats concernés. L'affaire déborde d'ailleurs des productions alimentaires, comme le montre l'exemple du coton où les subventions nord-américaines écrasent les chances de maints pays dont, pourtant, le climat est particulièrement favorable à cette riche plante.

Une autre ressource naturelle, tout à fait vitale est à considérer enfin : c'est l'eau qui sert à tout, la vie des humains, comme la marche de leurs industries et l'irrigation des agricultures comme le fonctionnement des villes et le confort des habitats (du moins quand il sont bien équipés). Si les taux de consommation par tête, aujourd'hui observés en Amérique du nord et en Europe se généralisaient à toute la population mondiale, l'industrie d'adduction et de purification des eaux devrait devenir l'une des toutes premières branches d'activité à l'échelle planétaire. En fait, elle le deviendra à mesure que la Chine et l'Inde rejoindront les standards occidentaux et seront suivis par un nombre croissant de pays "sous-développés". Encore faudra-t-il savoir dégager en temps utile de judicieuses priorités en faveur d'une hygiène qui résorbe les risques sanitaires, plus que pour l'usage dispendieux de cette ressource, par exemple dans des applications hautement consommatrices sous certaines latitudes : les terrains de golf de Californie gaspillent la ressource autant que les irrigations mal conçues de terres tropicales arides. A quoi s'ajoutera probablement un tout autre problème qui résultera du réchauffement climatique que la "communauté internationale" n'a pas su enrayer jusqu'ici, guidée qu'elle était par l'égoïsme des puissances les plus riches. Un progressif relèvement du "niveau de la mer" rendra inondables de longs rivages côtiers, souvent très peuplés, notamment au Japon, en Chine, en Inde, comme dans les péninsules et les îles asiatiques et du Pacifique, et les rivieras de la Méditerranée et de la Mer Noire, sans compter les basses eaux de la Mer du Nord et de la Baltique et la majeure partie des rivages côtiers et insulaires des Caraïbes et des basses côtes de Nouvelle Angleterre ou du Brésil. Ce tour du monde des inondations n'est pas encore une certitude, mais il présente déjà une haute probabilité, laquelle sera actualisée par les habituels typhons ravageurs du Bengale et leurs cousins ouragans, si féroces dans le Golfe du Mexique, tandis qu'en maints endroits, des villes submergeables, moins exposées que la Nouvelle-Orléans risquent de connaître le sort de cette

dernière. Tout l'art des Hollandais bâtisseurs de hautes digues ne suffira pas à maîtriser cette calamité mondiale, si sa probabilité se convertit en certitude, d'autant que maintes terres intérieures, exposées aux fontes de glaciers et aux dérèglements des crues fluviales souffriraient également. Je n'évoque pas cette perspective pour surdramatiser les périls menaçant des "milliards d'hommes". Même si elles adviennent avec une "faible intensité", les calamités climatiques doivent être envisagées en sachant bien que la population est particulièrement dense en bordure des fleuves et des mers. Au total, il se pourrait que la grande industrie des eaux ne soit pas au siècle prochain, celle des approvisionnements et des épurations, mais bien celle des protections.

Toutes les activités économiques vont être profondément affectées par l'arrivée, en quelques décennies, de trois ou quatre "milliards d'hommes" supplémentaires, puis par une stagnation démographique suivie par un lent recul de la population mondiale qui pourrait être de l'ordre d'un ou deux "milliards d'hommes" durant les siècles suivants. Mais cette dernière poussée de l'explosion démographique, suivie par une inversion plus ou moins durable ne frappera pas les sociétés actuelles de façon homogène. Les chocs et contre-chocs produiront des impacts locaux parfois très contrastés. C'est pourquoi, il importe d'observer de façon ouverte, mais critique, les politiques démographiques déjà connues – telles celles de l'immigration.

Lorsque Poutine envisage de créer des sortes d'allocations familiales et d'autres aides aux familles en vue d'accroître le nombre de leurs enfants, pour enrayer le déclin démographique que subit une Russie démoralisée par les secousses de l'après-stalinisme, il renouvelle une politique initiée par la France après les massacres guerriers de 1914-18. Ce faisant, il commet une erreur grave, car la Russie est certes un espace apte à porter un supplément de population, mais la poursuite de son rétablissement économique gagnerait à se doubler d'un rétablissement politico-culturel qui l'ouvrirait à une large immigration de populations d'Asie centrale et du Caucase, partiellement russifiées au temps de l'URSS. On pourrait, à cet égard, prolonger le parallèle avec la France d'après 1918 qui eut été bien inspirée d'appliquer alors, de bonne foi et à grande échelle, un "Algérie, c'est la France", au lieu de s'épuiser quelques décennies plus tard à imposer ce même projet, mais à contre temps du devenir mondial. Or le système mondial actuel est riche de situations non point identiques à celles que je viens d'évoquer, mais où le flux ou le reflux démographiques s'inscriront dans des conjonctures politiques régionales parfois lourdes de tensions belligènes et d'autres fois riches d'opportunités bénéfiques à tous égards. Bref, une saine gestion des péripéties démographiques à venir exigera des gouvernements beaucoup d'audacieuse inventivité et un prudent freinage des excitations nationalistes.

Sous un tout autre angle, on observe depuis quelques décennies l'importance croissante des envois de fonds effectués par les émigrés à destination de leurs familles restées au pays. Ce mouvement, préfiguré par de rares "oncles d'Amérique" dont le décès arrosait des héritiers européens est devenu un flux continu, par exemple des Etats-Unis vers plusieurs pays d'Amérique latine ou encore de la France vers ses ex-colonies, en particulier du Maghreb. Plus récemment, tandis que perduraient les flux en provenance des Etats-Unis et d'Europe occidentale ou centrale¹⁵, l'Europe orientale et l'Asie centrale sont à leur tour devenues d'importants producteurs d'émigrés et, donc, des récepteurs de fonds transmis par ces derniers aux familles. A l'échelle mondiale, le phénomène est d'une ampleur telle que la Banque Mondiale consacre de réels efforts à l'évaluation des sommes ainsi transférées, car leur ampleur rejoint ou dépasse celle des capitaux affectés aux mêmes destinations par les donateurs "d'aide internationale". Malgré leurs efforts, les banques commerciales captent mal

¹⁵ Ces derniers ont irrigué à la fois les pays méditerranéens d'Europe avant qu'ils entrent dans le Marché Commun (devenu Union Européenne) et les pays balkaniques qui ont récemment commencé d'y entrer.

ces flux qui transitent souvent par des filières amicales ou parentales, voire frauduleuses, et qui ne se concrétisent pas à leur terminus par des crédits bancaires d'investissement, car les familles destinataires en consomment une bonne part et n'en investissent qu'une petite fraction en habitats modernisés pour la retraite des émigrés, et en petits commerces. C'est seulement à partir du moment où le micro-crédit familial ou de voisinage, dûment stimulé par de très modestes banques spécialisées se répand (à partir de l'exemple indien) tandis que de très modestes coopératives se chargent de bâtir des habitations, équipées d'eau courante et du minimum d'électricité que fournissent des pompes alimentées par des cellules voltaïques qu'une chance de développement s'étend aux communautés dépourvues d'émigrés les "approvisionnant". J'insiste sur ces très fragmentaires exemples, car il est évident que les prochains "milliards d'hommes" comprendront une large fraction de miséreux dans des régions encore peu entraînant, si bien qu'une confiance aveugle dans les capacités d'action et de développement mises en œuvre par les firmes multinationales, les entreprises d'initiative locale et les investissements même les mieux orientés des agences étatiques ne suffiront pas, avant longtemps, à rendre tous les "milliards d'hommes" bénéficiaires d'un progrès, fût-il très inégal.

Chocs multiples ? La puissance relative des économies nationales se modifie à vive allure, tant par l'effet du décollage des vastes Etats asiatiques que par l'expansion ultra-rapide des firmes multinationales qui, sans perdre leurs racines nationales étendent partout leurs prolongements. Employées ou non, les capacités militaires des Etats changent si vite que leur hiérarchie en sera bouleversée. Dans ce contexte turbulent, la croissance démographique, de plus en plus inégale, demeure galopante en Afrique et au Proche-Orient, comme en Inde et en Asie du sud-est, alors que des freinages, puis des reculs de population se dessinent dans un nombre croissant de pays, à commencer par l'Europe et les Amériques qui rejoignent la trajectoire esquissée par le Japon, dès le milieu du 20^e siècle. Dynamisme et anémie démographiques s'entremêlent en combinaisons variées, cependant qu'un peu partout l'âge moyen des populations s'allonge, tandis que les proportions respectives des plus jeunes et des plus âgés diaprent diversement ces variantes et que les lignées familiales, diversement tordues, s'entre croisent en figures plus complexes et moins serrées. Souvent même, les repères générationnels imposés par l'histoire globale des sociétés l'emportent sur les liens familiaux.¹⁶ En outre, une émigration déjà énorme se traduit par la formation dans tous les pays de communautés d'étrangers diversement répartis et organisés. Ce monde marbré de minorités, de diasporas et même de touristes peine à comprendre ce qui lui advient, car ses langages usuels, forgés dans le cercle étroit d'entreprises, dans le superficiel des voyages ou dans le brouhaha des medias ne porte pas une culture commune, enrichissable par des savoirs de plus en plus élaborés et irriguée par des appareils étatiques et idéologiques eux-mêmes éclairés par ces savoirs. Là est le problème majeur du 21^e siècle : le monde des sociétés change de plus en plus vite, mais la connaissance qu'il a de lui-même prend un retard croissant.

Les abîmes du savoir social

Le système mondial capitaliste s'est transformé au début du 20^e siècle, quand les empires européens se sont vainement entrechoqués. Il a subi une deuxième mue au milieu de ce siècle, quand le duel entre les Etats-Unis et l'URSS s'est bloqué en un match nul où les puissances européennes et leurs colonies ont souvent fait de la figuration. A la fin du siècle, le

¹⁶ L. Chauvel a raison de noter que "les hasards de l'année de naissance marquent le destin des générations", tant leur vie est scandée par les pérépéties et les rythmes de la vie sociale. Voir *Le destin des générations : structure sociale et coortes en France au XX^e siècle*, PUF, 1998

match nul s'est dénoué, comme au sumo, par l'effondrement de l'un des lutteurs, si bien qu'un nouvel avatar du monde capitaliste prend forme, sous un gardiennage américain qui peine à endiguer des mutations économiques, politiques et culturelles partout sensibles. A s'en tenir aux actions des Etats, aux reviviscences des religions et surtout aux effervescences de l'économie et de la finance, on voit se dessiner des tendances contradictoires, des transformations complexes, des novations et des effondrements dont il est difficile de supputer la résultante à l'échelle du 21^e siècle. L'empilement de nouveaux "milliards d'hommes" qui va se prolonger pendant encore un demi-siècle, alimente de diverses façons ces mouvements profonds des structures sociales, sans qu'on puisse le comparer à cette lave qui fermente au noyau de notre planète et produit d'occasionnelles éruptions volcaniques. Comparaison n'est pas raison, les interactions de "milliards d'hommes" ne ressortissent à aucune géologie, mais relèvent de sciences sociales qui les hiérarchisent d'ailleurs fort mal.

Les réflexions précédentes pourraient être enrichies d'aperçus multiples, tant la gamme des interactions semble inépuisable. Ainsi, après avoir observé à très grands traits les migrations qui sillonnent le système mondial, j'aurais pu évaluer le poids des hommes vivant loin de leur terre natale et supputer sa probable amplification pour constater qu'en France – par exemple – 24 % des enfants d'aujourd'hui ont au moins un grand-parent qui naquit loin de ce pays, proportion qui va croître tout au long du siècle et en bien d'autres pays que la France. Ou bien, faisant droit à une phobie parfois excitée à des fins politiques déraisonnables, j'aurais pu comparer les graphiques démographiques des pays européens (qui prennent la forme rectangulaire des populations quasi-stationnaires) avec les graphiques des 25 pays établis du Proche et Moyen-Orient aux rivages atlantiques de la Mauritanie¹⁷ dont la silhouette est un triangle isocèle couronné d'une mince flèche, comme autant de Mont Saint-Michel, ce qui correspond à une surcharge de classes juvéniles. Ou encore, j'aurais pu noter que dans des pays aussi calmes que la Suède ou la Hollande, la présence, ici, de deux secrétaires d'Etat "issus de l'immigration" et, là, d'une ministre "noire", perturbe l'ordre public, si l'on en croit une minorité des citoyens de ces contrées fermement démocratiques. Mais il est inutile de s'appesantir sur de telles considérations qui jugent de la "démographie politique" du "milliard d'hommes" par des aspects, certes révélateurs, mais néanmoins marginaux.

Mieux vaut concentrer l'attention sur ce qui transforme la vie quotidienne d'à peu près toute la population mondiale. Certes, ce mouvement n'a pas commencé partout en même temps et progresse de façon inégale. Il gagne à peine les peuples encore écrasés de misère et d'exubérance démographique. Mais les novations déjà accomplies en de multiples domaines, dans un nombre sans cesse croissant de pays et les aspirations qui pointent partout ailleurs soumettent la culture commune*,¹⁸ en toutes régions, à des novations et à des torsions dont la relative variété régionale ne peut cacher la fréquence partout répandue, à un décalage générationnel près : jamais la quotidienneté ne s'est aussi vite modifiée, jamais les habitudes ancestrales n'ont été soumises à d'aussi rudes épreuves, jamais la sagesse des nations (ou des anciens) n'a subi autant de démentis.

Pour que le lecteur en juge convenablement, je l'invite à se souvenir de ce qu'était le monde "normal" aux yeux de ses grand-parents et arrière-grands parents, y compris les écarts à la norme qui, sans être ouvertement approuvés, étaient néanmoins connus et tenus pour des exceptions regrettables ou tolérables. En prenant un tel repère, il est facile de percevoir que le monde d'aujourd'hui et de demain est en plein bouleversement pour tous les individus. Je vais négliger maints domaines évidents, tels l'alimentation, l'habillement, l'habitat, l'équipement domestique et multimédiatique, l'automobile et l'avion, les loisirs et les voyages, etc. pour

¹⁷ Pays que la phobie précitée rangerait sous la rubrique "musulmans", bien qu'ils soient très divers, y compris du point de vue de leurs pratiques religieuses.

¹⁸ C'est-à-dire le discours social commun*, concept élaboré au tome 6 de *La Société*.

centrer le regard sur ce qui concerne les lignages de la parenté et de l'alliance, autrement dit sur cette partie des chaînes d'interdépendance entre humains à laquelle Lévy Strauss accorde une importance primordiale.

Le mariage ordinaire fait place à tout une gamme de familles monoparentales, homoparentales, "pacsées" ou "classiques" dont la formalisation (coutumière, civique, religieuse ou autre) n'est plus de règle. Sa durée moyenne est souvent inférieure aux durées de vie normales de couples dont la longévité biologique s'allonge considérablement. De ce fait, les enfants sont pris dans un entrelacs de lignages où la parenté des frères ou sœurs (ou "demis") mêle plus de deux lignes et où les liens de l'alliance, les cousinages de tous degrés, peuvent foisonner en diverses directions. Tandis que les juristes de l'état-civil, de la propriété et de l'héritage s'emploient à démêler ces écheveaux – dont la complexité redouble d'une génération à la suivante, dans des sociétés où quatre, voire cinq générations biologiques pourront survivre "ensemble" – les magistrats et les législateurs sont obligés de dire le droit au regard de situations imprévues. La complexité n'est pas moindre quand on quitte le "nid familial" ou ce qui en tient lieu pour accompagner les enfants dans les premières étapes de leur vie sociale, à commencer par l'école, le village ou le quartier, avant d'aborder les moments ultérieurs de leur socialisation où la parentèle, les loisirs, l'argent, le sexe, les voyages, la poursuite des études, l'accès au travail, etc. sont eux aussi saisis par un toutbillon de nouveautés mêlées à des traditions qui perdurent vaille que vaille. Je ne listerai pas les têtes des chapitres à consacrer à chacun de ces points, pas plus que je n'explorerai les à-côtés des axes principaux, qu'il s'agisse de l'avortement, de l'eugénisme, des modes d'exercice des soins, sans compter les troubles liés – en certaines civilisations – aux mariages forcés plus ou moins juvéniles, aux polygamies, aux infanticides – des filles notamment – aux assassinats "familiaux" pour échapper aux normes de la dot et de son remboursement, aux mutilations sexuelles, etc. Je délaisserai de même les particularités du divorce, du statut des femmes divorcées ou répudiées, du sort des conjoints évincés, etc

Certes, il faut laver mes remarques de ce qu'elles ont de trop "occidental" (par leur objet ou par le regard jeté vers d'autres civilisations), pour faire place aux multiples variantes qui, du Japon à l'Inde, à la Chine et au reste de l'Asie viendront en enrichir le répertoire, comme l'Amérique latine oblige déjà à pondérer les usages "américains" tandis que les Afriques quelque peu européanisées par leurs colonisateurs imposent à ceux-ci maints effets en retour. Il serait déraisonnable de préjuger du stock de révolutions culturelles qui viendront interférer avec les mutations économiques et politiques déjà amorcées de par le monde, mais il n'est pas douteux que maints chocs seront rudes, surtout quand des contre-chocs viendront en compliquer les effets. Soit l'exemple de la France heureuse des années 1945-1975 qui convertit presque tous ses paysans en actifs de l'industrie et des villes et qui, trente ans plus tard, assiste aux effets ravageurs de délocalisations industrielles "imprévues" par presque tous ses spécialistes des "sciences sociales". Ainsi, la *France sans paysans*¹⁹ devient une "France sans ouvriers" (au sens usinier et "ouvriériste" du terme). Mais ne peut-on entrevoir, dès aujourd'hui "Une Chine sans paysans", quelque part vers la fin du 21^e siècle ou le début du suivant ? Et se soucie-t-on des autres chocs auxquels sera exposée cette Chine qui, déjà, est labourée par une révolution sans précédent de sa géographie économique ? Or, il n'y a aucune raison de s'en tenir à la Chine, fût-elle en passe de devenir la principale puissance du monde, car c'est l'ensemble du système mondial, enflé de plus de 4 "milliards d'hommes" au cours du 20^e siècle et promis à 3 ou 4 milliards supplémentaires qui est le cadre de vie de nos populations, françaises et autres, déjà promises à une durée de vie qui fera du siècle une mesure banale.

¹⁹ Remarqueable ouvrage de Gervais, Servolin et Weil publié en 1966

Vastes autant qu'urgentes, de telles questions devraient nous amener à enrichir considérablement nos moyens d'investigation du réel social. Il faudrait, en premier lieu, faire droit à une distinction essentielle pour éviter que trop de bons esprits se perdent en recherches sur le n'importe quoi. Distinction qui invite à séparer aussi nettement que possible la nature, l'homme et la société comme domaines à explorer.

Aucun de ces domaines n'est maîtrisable par une science sûre, comme si un savoir absolu pouvait jamais le saisir en son entier, chacun s'ouvre sur un abîme d'ignorance dont chaque gain de savoir révèle l'immensité. Ainsi du réel naturel auquel l'humanité a prêté les propriétés magiques et mythiques dont nos religions, nos philosophies et toutes nos autres sagesses portent trace. De savoir-faire rustiques et autres en réflexions empiriques peu à peu vérifiées, la soupe physico-chimique qu'est la nature assemblée en galaxies où notre planète est logée est devenue concevable comme siège d'une évolution où du minéral, du végétal et de l'animal prolifèrent diversement. Il ne se passe plus d'année que ce que je dis là, dans un langage aussi vieux que moi, ne soit enrichi de concepts nouveaux. Bref, il existe des sciences de la nature, idéologies foisonnantes et finement raffinées, qui néanmoins ne feront jamais taire toutes les idéologies invérifiables d'âge antérieur. Qui plus est, les fronts de recherche les plus avancés se déploient aux frontières d'un inconnu sur lequel elles projettent des lueurs incertaines, comme si "l'origine du monde", le "temps" du "big bang" et l'"espace" (élastique ou non) étaient choses quasi connues. Derechef, je parle un langage vieillissant, alors que des idiomes mathématico-physiques dûment informatisés disent de façon beaucoup plus subtile des choses beaucoup plus justes, sinon toutes vérifiables. Et ainsi de suite *ad vitam aeternam*, la vie étant elle-même une notion que l'on doit re-conceptualiser de temps à autre.

Il y a de même un réel humain dont on oublie trop aisément qu'il est d'abord et à jamais un élément du réel naturel, un pur amas de molécules assemblées en organes, eux-mêmes groupés en organismes individuels. Ce réel n'est pas fait d'hommes, mais d'une espèce animale que l'évolution naturelle a singularisée, après qu'elle eût naturellement atteint un degré de complexité supérieur à celui des autres primates. On fait grand cas, non sans raisons, des particularités dont cette espèce a tiré parti : un corps diversement employé et un cerveau complexifié des millénaires durant, un appareillage sensoriel engagé dans une infinie dialectique avec ce cerveau, un ensemble de gestes et de grognements peu à peu affinés beaucoup mieux qu'en d'autres espèces animales. On connaît la suite, du travail et du langage à l'écriture, etc. Mais on la connaît encore mal, car les hordes ou groupes de l'espèce animale-humaine ont sans doute tâtonné, des millénaires durant, pour apprendre à former des liens plus solides ou plus extensibles que ceux des troupeaux d'autres espèces. Encore quelques millénaires et loin de tout "miracle" chaldéen, perse, grec, chinois ou d'autre farine, des bâtisses, des barques, des armes-outils, des greniers, etc. ont donné un sous-bassement durable à des sociétés plus complexe. Avec Queneau, je dirais volontiers :

*...alors le singe devint homme,
lequel un peu plus tard décomposa l'atome...*

mais les sciences de l'homme doivent se garder de telles plaisanteries, tant le chemin qui a conduit des bandes de l'espèce animale-humaine jusqu'aux sociétés de plus en plus complexes, assemblées en systèmes mondiaux devenant planétaires est coupé de déserts d'ignorances et de montagnes d'incertitudes. Cependant l'abîme propre aux sciences de l'homme n'est pas là. Il tient aux vertus propres du cerveau humain, résumées par le terme vague de "conscience" qui fait que cet "animal" pensant et parlant semble avoir toujours eu réponse à tout. D'aussi loin qu'on en ait trace, des légendes et des fables lui ont permis d'"expliquer" toute chose. Toujours est-il que cette savante ignorance – éventuellement productive de savoirs – se prolongera indéfiniment. Alors que les sciences de la nature (humaine) commencent à dessiner une topographie des circonvolutions cérébrales de leurs connexions neuronale et de leurs chevelures synaptiques, d'autres savoirs poursuivent avec

des bonheurs divers leurs investigations psychologiques et en tirent des prolongements pratiques d'ordre pédagogique, psychiatrique, etc.. Divers aspects de l'activité sociale, considérés à des échelles telles que les individus singuliers soient pleinement visibles offrent également un terrain de recherches que des "sciences humaines" de plus en plus variées labourent assidument et font parfois fructifier. Mais il arrive aussi qu'en "humanisant" de la sorte les recherches sur des phénomènes où les humains sont impliqués en quantités telles que chacun d'eux devient invisible, lesdites sciences en viennent à perdre de vue la spécificité sociale de phénomènes tels que le langage, la sexualité, l'apprentissage. Plus exactement la dualité intrinsèque des pratiques d'hominisation-socialisation empêche d'en bien spécialiser l'abord, comme si, par exemple, la psychanalyse – éclairante et efficace dans le colloque singulier d'un individu et de son analyste – pouvait extrapoler ses démarches à l'échelle des politiques nationales ou des conflits internationaux. Disant cela, j'ai en vue les tentatives de rabattre l'étude à visée scientifique des choses sociales, vers des interprétations fondées sur les caractéristiques supposées de la "nature humaine", sur les contraintes réelles ou imaginaires de la "vie humaine" et sur toutes les autres considérations faisant de "l'homme" le prototype du "milliard d'hommes" – ou même du million ou du millier d'hommes.

Car il existe un autre domaine du réel qui, tout en étant totalement plongé dans le réel animal-humain, en déborde néanmoins vers d'autres niveaux d'organisation matérielle qui sont le propre de la société. Il faut une société pour vaincre la pesanteur en découvrant et en appliquant les lois naturelles jusqu'à exploiter des situations d'apesanteur. Il faut une société pour asseoir dans la durée les entrecroisements productifs d'humains en grand nombre dans toute la diversité foisonnante de leurs pratiques. Le réel social est fait, comme le dit fort bien Norbert Elias de toutes les chaînes d'interdépendance entre les hommes, des entrelacs infiniment complexes que nouent ces chaînes. J'ajoute, mais sans m'écarter d'Elias me semble-t-il, que ce réel social est fait des objets "non naturels" et "inhumains" qui se forment de la sorte, en débordant de l'évolution physique des objets du réel naturel et en dépassant la conscience des humains qui se trouvent assemblés, entrelacés, interdépendants dans des chaînes de relations sociales formant la matière sociale proprement dite. Sauf erreur grossière de ma part, il me semble qu'en considérant cette matière que constitue le "milliard d'hommes" on peut utilement transposer la célèbre remarque de Marx : "l'anatomie de l'homme donne la clé de l'anatomie du singe". Autrement dit, le plus développé aide à comprendre ce qui l'a précédé, le plus vaste des agrégats humains – une Chine ou une Inde à un "milliard d'hommes" – aide à comprendre ce que sont ou furent les agrégats de plus en plus modestes, jusqu'à descendre au voisinage des Robinson et Vendredi qui firent rêver les intellectuels du 18^e siècle européen, férus de philosophie sociale, mais en s'arrêtant nettement avant ce stade où l'homme individuel occupe presque tout le terrain, fût-ce sous les espèces d'un héros romanesque.

Laisant aux spécialistes des amas plus proches de Robinson que du "milliard d'hommes", le soin de tracer – s'il en est une – la limite qui séparerait les sociétés rendues pleinement objectives par leur taille (et la complexité corrélative) des pré- ou proto-sociétés dont la taille trop exigüe inhiérait une telle objectivation, je me contente de souligner que toutes les sociétés incluses dans les systèmes mondiaux capitalistes du 17^e siècle à nos jours, et la plupart des sociétés dont l'histoire porte trace avant cette période ont été des objets relevant pleinement du réel social. J'en viens donc à une seconde distinction qu'il faut appliquer, me semble-t-il à l'accueil fouillis des sciences sociales – et des recherches plus ou moins savantes qui n'ont pas encore clairement assis leur scientificité. En effet, il importe de discerner les sciences qui peuvent embrasser toute la matière sociale, de celles qui ne peuvent en saisir qu'un aspect particulier, aussi important soit-il.

Tout le social se situe *quelque part* et *en un certain temps*, donc l'histoire et la géographie ont vocation à le saisir en son entier, sous leur angle propre. Encore faut-il que le

géographe sache localiser la société dans la plénitude de ses attributs, ce dont il n'est pas de véritable exemple à ma connaissance, nonobstant les promesses d'une géopolitique qui sait aussi se faire géo-économie, mais tarde à s'emparer de tout ce qui ferait d'elle une pleine géo-culture (ou géo-idéologie, puisqu'à mes yeux, l'idéologie au sens où Marx, Gramsci et d'autres en ont esquissé le concept correspond en tous points et à tous égards à ce que les définitions les plus extensives de la culture s'efforcent d'envelopper). L'histoire me paraît mieux lotie à cet égard, si je considère l'exemple éminent fourni par les fresques de Braudel, par quoi j'entends non la seule *Méditerranée*, mais la totalité de ses écrits, y compris *Le modèle italien* où l'auteur embrasse quasiment toute la culture de la Renaissance européenne. Au côté de la géographie et de l'histoire, la sociologie pourrait devenir le troisième fleuron de la science apte à envelopper la totalité sociale, si elle remplissait une condition sur laquelle je vais revenir. Mais je souhaite, auparavant m'intéresser aux sciences sociales, assez évoluées, qui ne peuvent, malgré leurs prétentions occasionnelles, se saisir de tout le social en toutes ses dimensions propres : je vise ici les sciences économiques, politiques et, plus ou moins culturelles (= idéologiques).

En effet, je tiens que les objets sociaux dont peut se saisir la science économique ne constituent pas un "morceau" ou un "niveau" de la société qui serait réellement séparable d'autres morceaux ou niveaux, mais qu'elle tend seulement à analyser la totalité sociale sous un angle particulier : celui de la production et de la distribution des subsistances nécessaires pour toute la population et pour toutes ses institutions, quelles qu'elles soient. Rien ne doit lui échapper, car les églises, les stades ou les casernes ont, comme toute autre institution, besoin d'être irrigués par l'économie, mais celle-ci ne peut connaître du social en tous ses aspects. En leur plénitude, la religion, le sport ou l'armée - pour reprendre les exemples précédents - échappent aux théories économiques quelles qu'en soient les contours et les détours. La même totalité sociale peut être saisie en son entier sous l'angle du politique, car elle relève d'un ordre social, infiniment détaillable à mesure que la société s'étend et se complique, mais néanmoins partout opérant, hormis Robinson sur son île. Le fait que "les sciences politiques" n'ont pas encore été orientées et regroupées par une science qui se veut totalisante comme "la science économique", même si diverses théorisations essaient de saisir le ou les principes communs à toute organisation sociale²⁰, n'empêche que celle-ci est devenue saisissable sous l'angle de l'Etat qui a finalement émergé du semis des chefferies à courte portée, qui n'a pas fini de s'installer (ou de se consolider) partout et qui est érodé depuis quelques décennies par des tentatives d'organisation plus enveloppantes encore, mais dont aucune n'a mûri pleinement, ni au titre des assemblées d'Etats comme l'ONU, ni à l'échelle des grappes d'entreprises assemblées par les groupes internationaux de firmes (FMN). Le troisième et dernier angle d'attaque de la totalité sociale est idéologique ou culturel. Il permet d'observer toutes les activités et toutes les institutions dans et par lesquelles les hommes se représentent le monde où ils vivent. Comme les hommes ne peuvent pas ne pas penser, ils se représentent nécessairement le monde où ils vivent et la vie qu'ils y mènent. Des appareils idéologiques spécialisés travaillent à l'organisation et à la diffusion de représentations raffinées à des fins particulières; Mais ces églises, ces écoles, ces théâtres, etc. répugnent à fondre leurs dires (et les pratiques qui les accompagnent) dans une conception totalisante, si bien que les "sciences de l'idéologique ou du culturel" sont généralement obnubilées par l'ineffable singularité de leurs dires spécialisés. Les plus hardies tentent d'assembler des totalités qu'elles dénomment cultures, mais au prix de partages arbitraires auxquels n'échappent que les anthropologies attentives à toute la vie de micro-sociétés où de rares chamans ou sorciers tiennent lieu d'appareils culturels en voie de spécialisation. Néanmoins, toute société, à toute échelle est

²⁰ Ces temps-ci, la mode est à la *gouvernance*, mot vague qui habille l'anti-étatisme neo-libéral d'un voile masquant pudiquement les différences entre les agences nourries par l'impôt, des entreprises en quête de profit, etc.

productrice et porteuse d'une culture commune, sédimentée des siècles durant et travaillée quotidiennement par chaque humain, du sein de laquelle émergent des appareils spécialisés qui entretiennent leurs domaines respectifs, mais ne peuvent empêcher leur contamination par la culture commune dans laquelle ils essaient le plus souvent de déverser leurs propres dires et pratiques.

Donc, trois éclairages particuliers, - l'économique, le politique et le culturel (ou idéologique) – qui projettent leurs lumières propres sur l'ensemble social et permettent de l'éclairer pleinement. C'est, du moins, ce que tentent de faire les sciences sociales totalisantes – comme l'histoire ou la géographie – quand elles pratiquent ce triple balayage, mais il leur reste, certes, bien des progrès à accomplir pour exploiter pleinement leurs potentialités. La sociologie pourra venir à leur secours, si elle réussit à faire mûrir certaines de ses promesses. En effet, il y a chez Marx, Weber, Gramsci, Elias et quelques autres des pistes et des promesses qui, dûment exploitées, tendent à élargir considérablement la connaissance du réel social. Marx qui s'approprie Ricardo et le meilleur des historiens allemands de son temps, Weber qui range discrètement Marx aux côtés de Tönnies pour discerner les trois types fondamentaux de liaison des groupes sociaux les plus enveloppants,²¹ Gramsci qui étend l'analyse inspirée de Marx à l'ensemble des activités idéologiques (de l'Eglise italienne omniprésente, du parti fasciste naissant et du parti communiste déjà corrompu par le stalinisme), Elias qui soude l'évolution politique et idéologique d'une société, à l'enseigne de la "*civilisation des mœurs*" et d'autres tels Keynes qui feint d'ignorer Marx mais s'en inspire pleinement pour hisser l'analyse de la micro-économie marchande à la macro-économie consciente du rôle économique de l'Etat à qui je pourrais encore ajouter le Raymond Aron de *Paix et guerre entre les nations* et beaucoup d'autres : tel est le bref et très incomplet palmarès des spécialistes de diverses sciences sociales qui – nonobstant leurs inclinations politiques variées – ont joué un rôle souvent fondateur d'une sociologie véritable. C'est-à-dire d'une science sociale pleinement enveloppante, qui sache utiliser les produits des sciences plus étroites ou plus spécialisées, pour conduire vers une représentation du réel social apte à embrasser jusqu'au système mondial, à traiter du "milliard d'hommes" comme de l'objet central du monde présent;

Certes, l'énorme fatras de disciplines, rarement disciplinées, qui sont des sociologies du n'importe quoi, si ce n'est des psycho-sociologies de l'à-peu-près, ou des débordements de recherches économiques ou politiques, inconscientes des limitations propres à leurs éclairages particuliers, empêche beaucoup de chercheurs d'apercevoir les énormes potentialités de la lignée "sociologisante" que je viens d'évoquer et donc de réfléchir aux prolongements à donner à cette lignée, voire aux novations à lui adjoindre. Par exemple en incitant la démographie, à enrichir la conception de son objet en passant de la population là-présente à la population-qui-bouge, c'est-à-dire en s'interrogeant sur le peuplement (sans se limiter aux seules migrations qui l'intéressent déjà), puis en poussant ses investigations du peuplement vers le ou les peuple(s) qui se façonne(nt) de la sorte : elle prendrait ainsi une plus large visée historique et culturelle qui serait des plus utiles.

Mais à l'époque où la société mondiale est soumise à l'irruption ultra-rapide de quelques "milliards d'hommes" supplémentaires et où elle est travaillée par la gestation d'un nouveau système international dans lequel la prééminence omnipotente des Etats-Unis ne pourra pas se maintenir, je pense qu'il conviendrait que les gouvernants (plus éveillés que la moyenne), les institutions scientifiques, universitaires ou non (un tant soit peu créatives), et

²¹ A savoir, la *Gemeinschaft* (communauté) et la *Gesellschaft* (société) à quoi Weber adjoint un *Kampf* (lutte) qui est, en réalité le *Klassenkampf* (lutte des classes).

les centres de réflexion épars dans les partis, les syndicats, les associations, les sociétés de pensée et les rares medias aptes à regarder l'avenir débroussaillent leurs priorités pour les toutes prochaines années, en se formant une idée claire (quoique forcément approximative) de ce qui adviendra au cours des toutes prochaines décennies, en partant d'un horizon mondial et en descendant le moins possible vers l'horizon étroit (*parochial*) de leurs visées quotidiennes. Quelques "milliards d'hommes" valent bien un peu de réflexion.

Quels souhaits devraient naître de leurs réflexions ? quelles actions devraient-ils aider à impulser ? pour m'en tenir ici aux orientations les plus générales, sans en dégager toutes les implications politiques, je dirai

- que les risques majeurs sont à analyser par priorité pour en différer la concrétisation jusqu'à ce qu'ils s'effacent ou pour en organiser la correction et la compensation;
- que la plupart des sociétés auront à opérer d'énormes reconversions, à prévoir et à hiérarchiser, faute de pouvoir les prévenir, afin d'en préparer de longue date les remèdes progressifs;
- qu'avec un dosage de doigté et de fermeté qui sera difficile à concevoir et plus difficile encore à gérer, il faudra heurter de plein front la culture commune de maints pays;
- et qu'enfin ces orientations ne pourront être explorées correctement sans une mobilisation bien finalisée des sciences sociales les plus prometteuses.

Je vais reprendre ces quatre séries de questions, en les effleurant à peine, car leur élaboration ne peut être attendue d'un essayiste isolé qui n'est ni prophète, ni omniscient.

Première série : les risques majeurs. Le principal est celui des convulsions guerrières qui pourraient scander l'inéluctable transformation du système mondial : j'ai avancé une hypothèse générale dans *Les grandes guerres du 21^e siècle*²² que j'ai quelque peu détaillée pour les deux zones les plus périlleuses à court et moyen terme, en cherchant *Comment bloquer la politique suicidaire d'Israël* et *Comment solder un siècle de guerres inabouties en Asie du Nord-Est*.

Deuxième série : tout aussi graves, mais plus diffus seront sans doute les risques afférents aux reconversions qui raréfieront le travail paysan, déplaceront plusieurs fois peut être la géographie mondiale de l'industrie et ne créeront pas partout et en temps utile de nouvelles activités gagne-pain. La circulation mondiale des ressources naturelles et des capitaux investissables ne s'adaptera à ces énormes mouvements qu'au prix de réformes dont la plus essentielle me paraît être de *Domestiquer le capital financier*.²³

Troisième série : les bouleversements mondiaux déjà enregistrés depuis deux ou trois décennies ont provoqué plusieurs chocs culturels majeurs et des bouleversements plus profonds encore sont à attendre pour les toutes prochaines décennies; partout les cultures communes sont secouées, souvent les idéologies nationales sont exacerbées, la reviviscence de ce qu'il y a de plus archaïque et de plus conservateur dans la plupart des religions est la fréquente conséquence de ces séismes idéologiques; faute d'avoir su poser, en ce domaine, un diagnostic plus précis, je n'ai pu jusqu'ici, esquisser aucun essai en la matière; raison de plus pour y travailler en prêtant plus d'attention aux "milliards d'hommes" d'aujourd'hui qu'aux "sagesses millénaires".

Quatrième et dernière série : il n'est pas douteux qu'au cours des 22^e ou 23^e siècles les futures péripéties du 21^e siècle étant devenues des "phénomènes historiques" bien refroidis, feront l'objet d'œuvres nombreuses et parfois pertinentes; on saura, alors, ce qu'on aurait dû et pu faire pour éviter telle ou telle énorme catastrophe; mais l'art de la prévision et de la prévention

²² Cet essai et les deux suivants sont disponibles sur le présent site.

²³ Essai, également sur le présent site.

est beaucoup plus délicat, si bien qu'il faut souhaiter qu'une part suffisante des autorités évoquées plus haut sachent faire en sorte que :

- les principaux appareils d'Etat de tous les grands pays du monde actuel soient attentivement examinés et classés, en leurs apparences comme en leurs actions cachées, afin que leurs menaces actuelles ou potentielles soient bien reconnues et constamment divulguées : ceci vaut notamment pour les armées en toutes leurs branches;
- les grands appareils idéologiques d'activité internationale, coordonnée ou non, et notamment ceux qui fonctionnent comme appareils d'Etat (voire comme formes gouvernementales) soient observés de même, tout comme les groupes financiers et autres firmes multinationales (FMN); que cette attention s'exerce notamment sur ceux de ces appareils et de ces firmes qui pilotent une activité médiatique internationale;
- les organisations politiques ou politico-idéologiques (qu'elles aient la forme de partis, de syndicats, d'associations, d'agences de presse, etc.) soient soumises à une vigilance dépourvue de monomanie sécuritaire et d'autres phobies, afin d'adjoindre au travail policier qui peut seul en maîtriser les dangers "terroristes"²⁴ une calme connaissance de leur efficacité réelle;
- les critères, verbaux et incertains, qui servent à caractériser les Etats "démocratiques", "dictatoriaux", le "*nation building*" et les mille autres termes pseudo-savants soient remplacés par des calibrages objectifs, dûment vérifiés et publiés;
- les gouvernements des Etats bien organisés (qualité à préciser comme pour le cas précédent), mais de taille petite ou moyenne soient invités à former entre eux des "coopératives" à vocations diverses, dont la plus importante devrait être la capacité à participer à des délibérations internationales pluri-annuelles préparant les traités destinés à canaliser et à rythmer les grandes transformations économico-politiques mondiales (géographie industrielle, équilibrage des échanges, gestion des monnaies, etc.) pour les rendre prévisibles et gérables dans les pays les plus concernés;
- les Etats mal appareillés, faibles ou quasiment fictifs soient publiquement diagnostiqués afin que les aides et contraintes à leur appliquer (et les puissances chargées de gérer contradictoirement celles-ci) fassent l'objet de programmes internationaux dûment vérifiés.

Il est temps, en ce début de 21^e siècle, que les sciences sociales s'emploient par priorité à l'étude des "milliards d'hommes" d'aujourd'hui. Qu'elles façonnent à cette fin autant d'inventaires et de théories qu'il sera besoin (fût-ce en refaçonnant des recherches prometteuses, mais gâtées par une confusion du réel social avec le réel humain). Qu'elles se libèrent des traditions et des routines des disciplines qui se disent "sociales" ou "humaines" en ne mordant guère sur le "milliard d'hommes" (ou ses fractions point minuscules).

Bref, il est temps que les sciences sociales deviennent "milliardaires" et "indisciplinées" pour devenir véritablement sociales et plus assurément scientifiques.

²⁴ Ou autrement qualifiés, mais dûment dénoncés par l'ONU ou d'autres instances internationales respectables et non par quelque Etat isolé

Masses, classes et poussières

La civilisation des loisirs, la société de consommation, le clash des civilisations, le Nord contre le Sud (successeur de l'Est contre l'Ouest) et vingt autres petits moteurs à deux ou trois temps ont été utilisés, de mon vivant, pour "expliquer" le monde tel qu'il va ou, à tout le moins, pour en expliquer un aspect essentiel. Noyées dans cette brume de notions molles, quelques formules tout à fait pertinentes ont dé péri. Ainsi, la révolution industrielle, cette transformation radicale et substantielle des outils et des machines, a été gonflée jusqu'à s'émanciper de l'industrie qu'elle révolutionnait, pour devenir le noyau imaginaire d'une société industrielle, modernisée en tous ses aspects, hormis quelques séquelles d'une société précédente, supposée traditionnelle. Après quoi, la société industrielle moderne a dû céder la place à une société post-moderne plus ravageuse encore, mais dépourvue comme la précédente de repères précis dans l'espace géographique et le temps historique. Au bénéfice de cet escamotage, les médiations essentielles liant l'histoire des moyens de travail au devenir des sociétés réelles, fragmentées par leurs Etats respectifs et assemblées dans un système mondial riche de conflits inter-étatiques ont été déformées ou totalement gommées, selon les goûts et les intérêts des savants idéologues, bâtisseurs des formules à la mode. Ainsi, le mode de production capitaliste auquel la révolution industrielle a donné un élan décisif a été estompé, la transformation des classes (laborieuses ou propriétaires) suscitée par les diverses formes de ce mode de production a été perdue de vue, d'autant que le foisonnement des transformations politiques et culturelles induites par cet élan capitaliste a bouleversé toutes les classes sociales, a transformé l'appareillage des Etats, a modifié les propensions et les capacités belliqueuses de ceux-ci, jusqu'à les porter à l'échelle planétaire et a produit, de proche en proche, des spasmes mondiaux d'ampleur telle qu'un sociologue inattentif peut aisément n'y rien comprendre.

J'évoque ce triste précédent, pour examiner ce qu'est le véritable successeur de la révolution industrielle – à savoir : la révolution informatique qui débute – et pour entrevoir la chaîne des bouleversements qui va en résulter quant à la structure des sociétés, de leurs Etats et du système mondial tout entier, sans aventurer de pseudo-conclusions sur les conséquences possibles de cette déferlante qui va changer la vie des "milliards d'hommes" au cours des prochaines décennies, voire des prochains siècles. Pour progresser dans cet énorme labyrinthe, un fil d'Ariane est indispensable. Je ne sais si celui qui m'a servi jusqu'ici²⁵ est le plus efficace à cet égard, encore que je ne lui connaisse aucun substitut aujourd'hui disponible, mais je lui reconnais, en tout cas, un mérite vérifiable : c'est qu'il permet de progresser méthodiquement, sans délaiss er aucun des problèmes majeurs qui se posent dans notre monde en devenir. Il permet, en partant des aspects économiques des classes sociales dont les luttes sont dorénavant sous-tendues par la révolution informatique, d'examiner ensuite les aspects politico-culturels de ces mêmes luttes et de leurs dérivées..²⁶

²⁵ Notamment dans *La Société* et dans *L'Inventaire du 21^e siècle*, ouvrages reproduits sur le présent site.

²⁶ Ce qui permettra de reprendre, le moment venu, la discussion d'une question que les variantes scolastiques des théories inspirées de Marx a souvent présentée comme "la détermination en dernière instance".

La révolution informatique va s'amplifier

Une révolution politique coupe dans le vif d'une société, comme en 1989 ou en 1917. La révolution industrielle n'est pas datable de cette façon. L'histoire des techniques de production a été scandée par des novations occasionnelles, parfois perdues, des diffusions lentes, des réinventions diverses. La révolution technique qui a pris tournure, à partir de l'Angleterre, vers le milieu du 18^e siècle, a mis fin à cette évolution cahotique, en gagnant toute l'Europe occidentale et centrale, avant d'atteindre les Etats-Unis près d'un siècle plus tard. Elle n'a achevé son tour du monde qu'après la seconde guerre mondiale. Son caractère révolutionnaire a tenu au mariage de la machine et de l'outil, à l'utilisation de nouvelles formes d'énergie et à une novation des moyens de transport terrestre et maritime. Autrement dit, elle a pris son élan grâce à la machine à vapeur, aux métiers à filer et à tisser, aux locomotives mises sur rails et à de nouveaux navires. Mais qui porte le regard des machines et des produits, vers les inventeurs et les propriétaires de ces machines, sur les ouvriers qui les actionnent et sur les marchands qui en diffusent les produits peut observer une tout autre révolution. Les ouvriers des arts et métiers ont été noyés dans une masse croissante de travailleurs sans outils propres, la vapeur a remplacé la force humaine en maints domaines, le coût du travail par unité de produit a considérablement baissé, le profit de l'industriel et du marchand s'est enflé d'autant et ainsi de suite. Le mode de production capitaliste qui existait déjà sous des formes marchandes et semi-artisanales ou manufacturières, est devenu pleinement industriel avant de se subordonner le commerce, puis de conquérir la banque. Hormis les crises dûes à l'engorgement provisoire des marchés ou à des accidents – comme la guerre de Sécession américaine rompant l'approvisionnement en coton des filatures – cet élan s'est maintenu. De nouvelles machines, de plus en plus complexes et spécialisées, ont été mises en œuvre par de nouvelles catégories de travailleurs qualifiés. La technique s'est convertie en technologie, toujours plus savante et inventive, la main d'œuvre salariée s'est diversifiée, dans les ateliers, les bureaux et les comptoirs marchands. La vapeur a cédé du terrain à de nouvelles sources d'énergie, notamment l'électricité et le pétrole. De nouvelles industries se sont déployées, telles la chimie de synthèse, l'automobile, l'aéronautique, etc. Simultanément, le petit moteur électrique a été greffé sur les outils hérités des métiers artisanaux. Et ainsi de suite : le mode de production capitaliste a enflé ses ateliers en usines, la banque et la bourse qu'il a pénétrées l'ont aidé à surmultiplier son accumulation en grappes de sociétés, qui débordent des frontières et forment des groupes "multinationaux" (FMN). Bref la révolution industrielle s'est déployée en tant que révolution industrielle capitaliste à vocation mondiale.²⁷

Ce mouvement énorme ne s'est jamais interrompu, nonobstant les crises et les guerres qui l'ont scandé – mais rarement grippé, car ces accidents humainement dramatiques ont néanmoins entraîné des réorientations de la production et des novations technologiques. Aujourd'hui encore, la révolution industrielle se poursuit. Mais, depuis quelques décennies, elle est travaillée, en quelque sorte de l'intérieur, par une nouvelle révolution qui affecte tout à la fois les outils et les machines, les sites de la production et des activités connexes, les besoins de financement, les qualifications requises de la main d'œuvre et, bien évidemment, la gamme des produits, comme la forme et l'étendue de leurs marchés. Ainsi, une nouvelle innervation technologique et capitaliste pénètre les sociétés en leur entier et bouleverse tout le système mondial. Une révolution informatique subvertit la révolution industrielle.

²⁷ Au 20^e siècle, l'industrialisation directement impulsée par des d'Etats a compliqué ce mouvement général par des visées et selon des formules différentes de celles du capitalisme privé (capitalisme d'Etat, tentatives socialistes, formules mixtes, y compris en matière de production agricole ou minière, etc.).

Cette dernière avait été rendue possible par la domestication de formes d'énergie plus efficaces et surtout plus abondantes que le travail humain. Avec la révolution informatique, l'accent se déplace de l'énergie vers l'information qui est son complémentaire. Toute production – et même toute activité – requiert la mise en œuvre d'une action dûment guidée. Depuis un demi-siècle au moins, des guidages automatiques ont pu être installés sur des machines-outils pour régler leur production répétitive. Ainsi, au cours des années 1950, les tours qui usinaient des pièces mécaniques, après avoir été soigneusement réglés par un ouvrier de haute spécialisation (un "régleur" précisément) ont cédé la place à des tours automatiques où un programme dûment incorporé guidait le travail de l'outil de coupe, pour toute une série de pièces. Cette "automation" relevait encore de l'ère industrielle, mais un perfectionnement radical a pu être opéré sur de telles machines-outils et sur les "chaînes" qui les liaient pour usiner en plusieurs passes des pièces complexes – comme celles d'une boîte de vitesses pour automobile, par exemple – lorsque l'informatique est descendue du laboratoire vers l'usine.

L'informatique a vu le jour, à des fins scientifico-militaires, dans les laboratoires américains où furent préparées les premières bombes "atomiques". A cette fin, les machines à calculer de dernière génération "industrielle" qui fonctionnaient à l'aide de roues dentées et d'autres cliquets, si ce n'est au moyen de cartes perforées, furent remplacées par des calculatrices où toutes les données à brasser, comme les instructions à suivre et les contrôles à opérer à chaque pas furent exprimés en chiffres non pas décimaux, mais binaires.²⁸ Avec de telles calculatrices (en anglais *computers*) on peut compter n'importe quoi, sans cesse et sans limite de complexité, si des machines *ad hoc*²⁹ sont "programmées" de façon à diriger leur travail – et si des manipulateurs dûment formés savent utiliser ces engins et leurs "programmes". Ceux-ci se sont enrichis et diversifiés à mesure que l'ordinateur a pu être adapté à de nouvelles tâches. Ainsi la révolution informatique a fait naître en peu d'années toute une gamme d'ordinateurs énormes ou minuscules, une série innombrable de programmes à finalités très variées et des appareillages dérivés des installations téléphoniques pour interconnecter les ordinateurs et leurs usagers en réseaux (tel *Internet*) tandis que l'éventail des professionnels qualifiés s'est élargi, des bâtisseurs et des gestionnaires de réseaux aux concepteurs de machines et de programmes et aux différents travaux "assistés par ordinateur". Il est inutile de dresser ici un panorama des machines et des hommes ainsi concernés, tant sa composition, son économie et sa géographie se transforment incessamment. L'informatique est partout, chaque lecteur du présent texte en a l'expérience. Je souligne quand même deux points saillants : les pays producteurs de machines et de programmes sont encore minoritaires, mais leur liste ne cesse de s'allonger, si bien que les positions les mieux abritées de la concurrence se limitent à quelques domaines de haute complexité industrielle (le spatial plus que l'aéronautique, la production de téléphones multimédias plus que la création de mini-programmes à leur destination, etc.); les centres gestionnaires de "portails" et de "moteurs de recherche" polyvalents, occupent des positions de pouvoir dans l'ordre commercial, mais la concurrence peut néanmoins les déloger. En fait, le contrôle de l'ensemble des réseaux ou de vastes pans de ceux-ci, résulte de surnoises batailles où les Etats, aussi puissants soient-ils, n'ont pas toujours le dernier mot. Sous couvert d'une société privée à qui il a concédé la gestion des noms et adresses des "sites" de toute sorte, le gouvernement américain s'efforce de garder le contrôle de cet ensemble, y compris les centres de routage des flux d'information qui

²⁸ Système remplaçant tout chiffre – ou tout autre signe - par une suite de **0** et de **1** qu'une machine peut traduire en impulsion électrique (= **1**) dont l'absence = **0**.

²⁹ La société *Intelligent Business Machines* (IBM) domina d'abord le marché des *computers* (ou *ordinateurs*), mais la miniaturisation de ces appareils, jointe à l'accroissement permanent de leurs capacités "de calcul" a ouvert la voie dès avant 1980 à la prolifération des ordinateurs "de bureau" ou "portables" si bien que la recherche d'un monopole s'est déplacée des ordinateurs vers les "programmes" qui animent ces engins. *Microsoft* a ainsi relayé IBM. Une concurrence sans cesse relancée s'ensuit.

transitent par lignes téléphoniques, câbles optiques terrestres ou sous-marins, relais satellitaires et tous autres véhicules et relais. Mais des Etats de plus en plus nombreux s'arrogent tout ou partie de ces fonctions et s'efforcent de multiplier les voies d'accès aux réseaux, tout en essayant parfois d'établir un certain contrôle sur l'information qui y circule. Les plus puissants d'entre eux s'efforcent aussi, à l'instar des Etats-Unis, de garder l'exclusivité de réseaux particuliers, notamment à des fins militaires, en usant de communications "sécurisées", de satellites particuliers, de cryptographies infiniment compliquées, etc. Toutefois des *hackers*³⁰ ont pris la suite des pirates de haute mer pour s'infiltrer un peu partout (par voie informatique, évidemment) à des fins délictuelles, ludiques ou politiques, si bien que maints services de police ou d'espionnage délivrent, dans ce milieu, de modernes "lettres de course" pour convertir ces pirates en corsaires servant leur "bonne cause". Bref l'informatique dérange les pouvoirs établis, tout en étoffant leurs appareils de surveillance.

Dans le fonctionnement économique des sociétés, l'informatisation des procès de production et d'échange est déjà largement répandue. Elle est l'outil de base des bureaux d'études où la production se prépare, elle est incorporée dans une large partie des machines-outils, des chaînes d'assemblage, des dispositifs de stockage, et de distribution des produits, des services commerciaux de prospection, de vente, de facturation, de comptabilité, etc. Elle déploie à ces fins de nouvelles branches d'activité, telle la robotique qui porte les chaînes de production à un niveau supérieur de complexité ou la logistique qui organise la distribution des produits, de l'usine au client, etc. Toutefois, la conception à frais nouveaux des processus industriels déjà bien établis tarde à se généraliser. La "jeune" aéronautique est plus informatisée que la "vieille" industrie automobile, malgré de récentes novations. A l'instar de l'automobile qui mit longtemps à s'émanciper des formes menuisiers et tapissiers héritées de la carrosserie et de la charpenterie qui étaient celles des chariots et autres véhicules hippomobiles, de nombreuses productions tardent à s'émanciper des formes qui ont mûri depuis le début de l'âge industriel, si ce n'est auparavant. Des capacités nouvelles commencent à se multiplier du fait de la miniaturisation des ordinateurs "embarqués" dans n'importe quelle machine – comme le moteur électrique s'est greffé sur les outils artisanaux – et des perspectives immenses sont ouvertes par les nanotechniques de toute sorte qui pointent en de multiples domaines et par la création de matériaux nouveaux parfois façonnés "à la molécule près". Les industries de la haute mode ou de la chirurgie la plus savante, premiers utilisateurs de ces nouveautés ne sont que les grossiers précurseurs d'innovations aujourd'hui insoupçonnables.³¹

Cette incubation se prolonge avec des bonheurs divers dans le travail des bureaux où l'ordinateur est omniprésent et joue un rôle de moins en moins décoratif, encore que la bureautique tâtonne à la recherche de ses fins véritables et des utilisations les plus pertinentes pour les moyens qu'elle met en œuvre. Il en va ainsi pour les banques, les compagnies d'assurance, les sociétés de presse et d'édition, les agences de publicité et pour maints autres services où les traitements massifs sont informatisés (tel celui des chèques bancaires à présenter en compensation), mais où les tâches plus nobles sont souvent encore traitées "à l'ancienne". La maturation de la production multimédiatique semble plus avancée, tant la pénétration de l'ordinateur dans les canaux déjà ouverts par la presse, le cinéma, la radio, la télévision semble évidente. Mais il semble qu'ici quelque chose résiste à son plein épanouissement, comme si les productions purement idéologiques se laissaient moins bien discipliner que les productions à lourde matérialité. L'obstacle est aussi idéologique, pour ce qui est de la domotique, c'est-à-dire de l'informatisation des tâches domestiques : la

³⁰ Virtuoses de l'informatique.

³¹ De nouvelles branches industrielles naîtront également pour la production des successeurs des actuels matériaux composites et autres "puces" informatiques, mais aussi pour la récupération des pièces ou des matières premières gaspillées dans la production actuelle d'objets onéreux et jetables.

progression est manifeste du côté des appareillages hérités de l'ère industrielle (telles les machines à laver le linge ou la vaisselle), mais elle est superficielle pour ce qui est du reste des arts ménagers et elle semble totalement absente (à quelques utopies près) des travaux les plus rebutants, ceux de la guerre infinie contre la poussière, le désordre, les pannes et de la répétition incessante des courses, de la cuisine et des soins aux enfants, etc. Obstacle idéologique ? il est vraisemblable que le rôle subordonné des femmes et leur confinement domestique, présents dans à peu près toutes les civilisations et fermement entretenus dans la plupart d'entre elles, même les plus avancées, continue d'empêcher les urbanistes, les architectes et les "chefs de famille" de penser à la domotique, comme les industriels pensent aux autres branches de l'informatique, c'est-à-dire en termes d'économie du travail humain. En outre, le capital fixé en immeubles étant ce qu'il est – quant à son coût et à sa durée de vie – aucun bouleversement rapide ne peut être escompté des évolutions propres à ce dernier domaine.

Peut être en va-t-il de même dans les deux autres branches de la vie sociale où la révolution informatique tarde à produire des effets aussi manifestes que dans l'industrie ou dans la guerre,³² à savoir l'administration et l'éducation. Dans l'administration comme dans la banque, on a informatisé les tâches répétitives, jusqu'à débroussailler quelque peu le travail des services fiscaux. Mais l'ordinateur tarde à se hisser dans les degrés moyens et supérieurs des hiérarchies ministérielles et dans leurs antennes régionales et locales, peut être parce que les hiérarques n'osent pas laisser voir leur fréquente ignorance de ces outils par trop modernes³³, mais surtout parce que l'organisation bureaucratique, fermement cloisonnée et étroitement hiérarchisée qui est de règle dans la plupart des appareils d'Etat interdit une informatisation généralisée : il faudrait mettre bas l'organisation traditionnelle et redistribuer de nouvelle façon des tâches mieux finalisées (et souvent réduites) pour tirer le plein bénéfice de l'informatisation. Autrement dit, il faudrait redistribuer le pouvoir et ouvrir les bureaux aux contrôles "inhumains" que celle-ci autorise. Dans tous les pays où les activités éducatives sont organisées et hiérarchisées sur ce même mode administratif, une réticence identique se fait sentir, le record, en la matière, étant détenu par la France où un ministère central a vue jusqu'au fond de la dernière école de village. Mais au delà de ce cas aberrant, la plupart des établissements scolaires de tous niveaux souffrent d'une difficulté essentielle à laquelle les écoles et universités autonomes à tous égards commencent seules d'échapper, si elles veulent s'en donner la peine. En effet, l'informatisation, considérée dans la plénitude de ses potentialités requiert une réinvention radicale des fonctions d'enseignement.³⁴ Il ne s'agit pas seulement d'adjoindre à l'écriture, à la lecture et au calcul qui sont – et doivent demeurer - les piliers fondamentaux de toute formation scolaire, une certaine capacité d'utilisation d'un ordinateur banal, car cela est inessentiel. L'essentiel est que les documents, les programmes, les bases de données accessibles par internet (ou d'autres réseaux) offrent la possibilité de repenser, à frais nouveaux, les méthodes et programmes scolaires, les manuels de toute sorte, les procédures d'apprentissage et de vérification de ses acquis, les modalités du travail

³² Je n'ai pas évoqué l'informatique militaire, car il suffit de réfléchir à l'image quotidienne qu'en donnent les chaînes d'information télévisée, quant aux appareillages et à leurs performances. L'épreuve de vérité de l'informatique militaire n'a pas encore été tranchée : dépréciera-t-elle à jamais le courage des combattants ou obligera-t-elle à tenir les soldats-mercenaires des armées informatisées à l'américaine, aussi loin que possible des situations où le corps-à-corps, la grenade-roquette tueuse d'hélicoptères et les autres ressources non informatisables feront la décision ?

³³ La même réticence s'observe dans les directions générales des sociétés importantes où l'informatique est encore traitée comme la comptabilité ou le service juridique et autres activités "auxiliaires". C'est peut être dans les groupes massifs (FMN) que cette timidité disparaît, ne serait-ce que pour bénéficier pleinement des commodités d'action et de contrôle que procure Internet (ou quelque intranet plus spécialisé) lorsque les filiales sont dispersées de par le monde.

³⁴ Et des fonctions de recherche scientifique qui leur sont éventuellement associées.

individuel et, plus encore, de ses formes coopératives ou compétitives, les examens et diplômes et ce pour tous les degrés, de la plus enfantine des garderies à la plus éthérées des institutions supérieures. Autrement dit, une pleine informatisation des tâches éducatives est de nature à dévaluer une bonne part des savoirs et savoir-faire des personnels enseignants, à moins que l'énorme et long travail requis pour l'informatisation de tout l'appareil scolaire soit agencé en utilisant au maximum les enseignants eux-mêmes – et, d'autre façon, leurs élèves. En faire les façonniers de la nouvelle école ferait émerger de nouvelles générations non plus de "maîtres", mais de guides dans un espace informatique qui s'enrichit de mois en mois. Il me paraît évident qu'une telle révolution ne pourrait s'effectuer, par essais et erreurs rectifiées à temps - que par l'action d'équipes autonomes agissant sans tutelle administrative, avec le concours des élèves et de représentants de leurs parents.³⁵ Bref, j'estime que la complète réinvention de l'école sera, me semble-t-il, la principale invention du 21^e siècle. Et sans doute aussi, la plus féconde aventure de ce siècle.

De cette invention, qui sera tâtonnante et dont la qualité et la vitesse seront très inégales d'un pays à l'autre, résultera l'épanouissement variable de la révolution informatique, car en une ou deux générations, les esprits pourront s'être accoutumés de nouvelle manière à utiliser le trésor des savoirs accumulés par les diverses civilisations. Les réseaux improvisés qui se nouent de blog à blog et se gonflent de "tchats" souvent lourds de vains bavardages ont déjà commencé de s'épanouir en liaisons politiques ou en relations savantes, si bien que les formes associatives qu'ils préfigurent pourraient devenir un élément majeur de la vie politique. De ce côté, peut-être, et certainement des formes déjà substantielles de la vie économique et intellectuelle, de nouvelles élites émergeront, de nouvelles conceptions de la production et des entreprises, de nouvelles gestions de l'économie, de nouvelles capacités politiques et d'infinies novations idéologiques (= culturelles) apparaîtront. Mais, dans un premier temps qui court déjà depuis une dizaine d'années, l'informatisation des sociétés est vécue avec inquiétude par les travailleurs des pays développés qui lui imputent à tort ou à raison une grande part de responsabilité dans les "délocalisations" d'entreprises, cependant que les pays qui sont effectivement "en voie de développement"³⁶ mêlent assurément une certaine dose d'informatisation à une modernisation qui relève encore pour l'essentiel des moyens de travail et des rapports de production du capitalisme sauvage des premiers temps de la révolution industrielle capitaliste. Dans ce contexte, les rapports entre l'informatisation et l'emploi font problème, quoique de façon variable et mouvante.

La fin du travail ou la faim de travail ?

Sous un titre excessif (*The End of Work*, New-York, 1995) Rifkin a souligné que le travail informatisé de l'ère industrielle requerrait moins de travailleurs, mais en moyenne plus qualifiés. Sa principale conclusion a été qu'il fallait développer les services non-marchands destinés aux personnes, au delà du secteur tertiaire marchand qui assemble, vaille que vaille, le commerce, les prestations de services de toute sorte, les activités intellectuelles et artistiques et toutes les tâches d'enseignement, de santé et des autres soins personnels, à condition que tout ce fatras fasse l'objet d'un trafic marchand.³⁷ Quant au secteur non-

³⁵ Les familles, les collectivités locales, les entreprises et autres activités concernées par les résultats de l'apprentissage scolaire étant associées à cette lourde et lente réforme selon des modalités à inventer.

³⁶ Etiquette que les organisations internationales étendent mal à propos, des pays en plein essor à ceux où l'économie stagne et où l'Etat n'existe guère.

³⁷ Le tertiaire est un terme ramasse-tout qui assemble toutes les activités non industrielles (et minières) et non-agricoles (et forestières, piscicoles, etc). Bref tout sauf l'exploitation de la nature et le travail usinier. La

marchand, il contient déjà les fonctionnaires, les prêtres, les militaires non-mercenaires et autres actifs nourris par les budgets publics, les aumônes et libéralités. En fait, cette façon de voir amplifie jusqu'à la démesure une transformation qui se poursuit depuis les débuts de la révolution industrielle capitaliste.

Dans les sociétés les plus développées, cette évolution est, en effet, d'une grande amplitude apparente. En France, par exemple, les statistiques des années (1990 – 2005) ont enregistré les évolutions suivantes, pour une population active ayant un emploi, qui est passée, au total, de 23 à 24,7 millions :

- en baisse	l'industrie : de 20 à 14 % du total
	l'agriculture (etc.) : 7 à 4 % -
	la construction : de 8 à 7 % -
- stationnaire	le commerce, avec 13 % du total
- en hausse	les services marchands : de 27 à 34 % du total
	le tertiaire non-marchand : de 25 à 27 % -

Toutefois, la fin du 20^e siècle est marquée, en France comme dans toute l'Union Européenne, par trois tendances conjuguées qui concourent à la déformation de l'emploi pour une population totale vieillissante : certes, la révolution informatique commence de se déployer, mais ses effets se mêlent à ceux de l'unification du marché du travail européen qui commence, elle aussi, à s'accélérer – même si la France n'est pas la plus ouverte à ce changement – et, en troisième lieu, les effets mondiaux de l'essor asiatique deviennent manifestes. Mieux vaut partir d'un échantillon plus vaste qui ne peut être constitué ni par les Etats-Unis – encore protégés par leur position prééminente – ni par l'ensemble de l'Union Européenne dont les diverses régions sont d'intégration disparate, de par les incorporations successives qui l'ont portée de 6 à 27 Etats-membres. Le cœur de cette Europe est plus significatif, car le triple effet que l'on vient de noter se fait sentir de façon presque identique dans ses pays les plus industrialisés. Dans les quatre pays principaux (Allemagne, Royaume-Uni, Italie et France), le temps de travail annuel s'est réduit de 22 % depuis 1960, soit environ 450 heures par an. mais les effectifs employés ont augmenté de façon telle que le volume global de travail effectué (lequel se mesure, pays par pays, au nombre total d'heures de travail ouvrées pendant une année donnée, multiplié par lesdits effectifs) a beaucoup moins baissé.³⁸ L'écart résulte évidemment des gains réalisés par la productivité horaire du travail. La seule vraie difficulté statistique rencontrée par ces calculs tient à la montée du travail à temps partiel qu'il faut convertir, ici, en équivalents temps plein. Or la proportion du temps partiel dans l'effectif total a évolué de façon assez différenciée, de 1977 à 1997. Pour cette dernière année, elle reste faible en Italie (7 % de l'effectif total), assez forte en Allemagne et en France (16 à 17 %) et très forte au Royaume-Uni (près de 25 %). D'ailleurs, ce dernier record est égalé par la Suède, mais nettement dépassé par les Pays Bas où le temps partiel concernait plus de 38 % de la main-d'œuvre, toujours en 1997. Encore faudrait-il pouvoir distinguer entre le temps partiel choisi par les intéressés et celui qui leur est imposé par les employeurs, le fisc ou d'autres considérations.

La leçon à retenir de ces chiffres est que la révolution informatique, jointe à une compétition internationale accrue, ne se traduit pas par la fin du travail, mais déplace

principale utilité politique de ce terme est qu'il dispense d'analyser les modes de production et les rapports de classes dans un ensemble qui absorbe d'ores et déjà plus de 60 % (voire 70 %) de la population active dans les sociétés les plus développées. La confusion est encore épaissie lorsqu'on coupe ce total hautement hétérogène, pour séparer le "marchand" de ce qui ne l'est pas, comme il est montré au texte.

³⁸ Les données sont fournies par l'enquête Force de travail produite par Eurostat.

nettement les enjeux de la politique économique et de leur accompagnement social. Il n'est pas douteux que les transformations à attendre des toutes prochaines décennies vont accentuer ce déplacement dans les pays déjà développés d'Europe et d'Amérique, le faire apparaître tôt ou tard dans les pays d'Asie où le développement est déjà bien amorcé et compliquera plus encore la situation des pays africains et autres où il tarde à s'élancer. Si bien que pour entrevoir les conséquences sociales et politiques des suites probables de la révolution informatique (et des rattrapages de la révolution industrielle qu'elle stimulera le cas échéant), il faut s'émanciper des statistiques du passé et des projections qu'elles permettent d'aventurer pour analyser, autant que possible, les effets à attendre de ses ressorts sociaux les mieux supputables.

Dans cette perspective, la première question à examiner concerne évidemment le devenir de l'agriculture mondiale et des autres activités – non minières – qui s'appliquent au donné naturel. A l'avenir, l'agriculture ne mobilisera qu'une faible fraction de la population active en Europe, en Amérique du nord et au Japon, même si de nouvelles cultures subventionnées – comme celle du maïs, à convertir en ethanol, carburant de secours – viennent relayer les surprotections qui retardent encore la résorption des paysanneries excédentaires de ces régions ou si, ce qui vaudrait mieux, des efforts politiques les orientent vers la restauration des eaux polluées, la protection de la nature – tant abîmée par leurs "soins" – l'entretien de la bio-diversité et la conservation ou le regain des productions animales et végétales de haute qualité gustative, voire l'extension de la pisciculture, sans oublier de fécondes réorientations, comme celles qui ont converti des milliers de paysans alpins en professionnels du tourisme de montagne, hiver comme été. En revanche, les énormes paysanneries qui existent encore dans toute l'Asie et l'Afrique et dans une grande partie de l'Amérique latine ne vont pas être rabotées de sitôt. Evidemment, l'une des conclusions principales d'une récente étude de l'OCDE sur ce sujet ³⁹ est qu'à long terme la plupart des ménages paysans encore occupés par une agriculture de subsistance (apportant de maigres produits au marché) sont appelés à disparaître. Mais, comme il s'agit là de centaines de millions de ruraux "excédentaires", l'étude invite à bien organiser leur transfert progressif vers des emplois modernes, par une meilleure scolarisation des zones rurales, par de meilleures organisations sanitaires et même par des pensions et d'autres prestations de "sécurité sociale", autant que par un renforcement de leurs droits de propriété et un allègement de leurs taxations.⁴⁰ Toutefois, cette bénévolence ne peut avoir la même portée dans des pays où la paysannerie représente encore plus de 50 % de l'emploi total (Inde) ou près de 40 % (Chine) que dans ceux où elle approche de 25 % (Brésil) sinon déjà de 10 % (Russie proprement dite, à ne pas confondre avec l'Ukraine où les 20 % sont encore atteints). La force des mouvements paysans brésilien ou indien, leurs combats incessants pour une réforme foncière qui réduirait l'effectif des paysans sans terre et les échos encore partiels et filtrés qui donnent à penser que la Chine suivra la même pente : tout cela n'entraînera pas la fin rapide de l'agriculture de subsistance, mais ralentira la résorption massive de l'emploi rural. La "France sans paysans" est devenue un fait accompli en un quart de siècle, environ, après avoir été longuement préparée par une industrialisation qui s'est accélérée, dans un cadre juridico-politique attentif aux intérêts des paysanneries. La Chine ou l'Inde "sans paysans" dont l'élan économique semble nettement plus rapide, mais dont l'élasticité institutionnelle est assurément bien moindre - se trouveront l'une et l'autre, à plusieurs reprises, devant le

³⁹ *Agricultural Policies in Non-OECD Countries*, (mars 2007). Les pays que je vise, de la Chine au Brésil, sont tous inclus dans cette recherche.

⁴⁰ L'OCDE dirigée par Guerra, ancien ministre des Finances du Mexique, s'efforce d'humaniser le capitalisme pur et dur qui a longtemps constitué le bréviaire de cette organisation.

dangereux carrefour qui conduit soit aux révoltes rurales, soit à une transformation sociale plus encline à "l'harmonie sociale" qu'aux émeutes à répétition. En Inde et en Chine, comme dans toute l'Asie et en Afrique ou en Amérique latine, "la fin du travail" ne s'inscrira à l'horizon, que de longues décennies après que la "faim de terre" ait été satisfaite ou après que l'attrait des travaux non-ruraux – qui se renforcera sans doute – ait acquis assez de charme pour que les moins-jeunes et les moins-hardis se risquent, eux aussi, vers l'étrangeté urbaine. L'affaire ne sera pas réglée par "le marché", mais par des politiques intelligentes ou répressives, selon les choix effectués d'un carrefour à l'autre. Au reste, il n'est pas impossible que les nouvelles activités déjà apparues en Amérique du nord et en Europe occidentale sur les terres délaissées par l'agriculture, finissent par trouver place ici également, quitte à enrichir leur diversité. Les Californies, les Alpes et les Rivières auront des émules bien au delà des zones asiatiques déjà effleurées par le tourisme.

Si les scrupules écologistes et environnementalistes qui commencent à poindre en Europe et au Japon, voire même aux Etats-Unis, mûrissent assez vite, leurs effets pourront se marier avec les efforts que les pays encore traités comme de purs fournisseurs de matières premières déploieront probablement pour contrôler la transformation de celles-ci ⁴¹, si bien que la lente raréfaction des paysans pourrait être partiellement compensée par toutes les actions visant à combattre la déforestation et l'extension des déserts, la dégradation des nappes phréatiques, l'érosion des sols, etc. En outre, il se pourrait que les visées actuelles de l'agriculture intensive, à base de végétaux génétiquement transformés, de cultures sursaturées d'engrais et de terres nappées de protections phyto-sanitaires soient relayées par des façons culturales enrichies par des biologies plus sages et des techniques moins sauvages. Le dosage du travail et la nature des engins alors utilisés pourraient évoluer d'une façon qui éviterait la quasi-désertification des zones de grande agriculture. Affirmer cela n'est pas écrire un conte de fées : c'est enrichir la liste des orientations qui retiendront – ou non – l'attention de forces politiques suffisantes pour les imposer. Autrement dit, le bâti sagement étalé d'un monde (presque) sans paysans, mais enrichi d'activités rurales nouvelles, devrait être d'une très haute priorité politique.

Sans penser spécialement aux zones rurales, beaucoup d'Etats sont d'ores et déjà attentifs aux investissements qui préparent l'avenir de leurs économies en favorisant les activités créatrices de produits nouveaux, rentablement exportables et, bien sûr, protégeables par des brevets, des cartels, etc.⁴² Savoir si ces investissements sont également riches d'emplois potentiels n'est pas la préoccupation première des entreprises privées, multinationales ou non, même si elles bénéficient d'aides publiques, car leur critère premier est la rentabilité potentielle de leurs mises de fonds. Il faut que les gouvernements sachent effectivement favoriser les "investissements riches en emplois" pour que cette priorité aux profits soit correctement équilibrée. Les entreprises publiques sont plus aisément sensibilisables aux emplois potentiels, mais il arrive que certains corps électifs (notamment d'échelle locale) et beaucoup de syndicats accordent à ces derniers une priorité insuffisante, par exemple en privilégiant le maintien à tout prix des emplois existants. Le bon choix des axes revendicatifs et des investissements d'avenir ne peut être réglé par des normes simplistes. La sagesse politique est de l'éclairer autant que possible par des études prévisionnelles également attentives aux perspectives d'emploi et de rentabilité. Mais cela ne correspond pas

⁴¹ Par exemple, le sciage des bois "tropicaux" et leur façonnage en contreplaqués, etc, étant bien entendu que la même "reconquête" des richesses locales peut s'appliquer aussi aux richesses minières de toute sorte.

⁴² Les poussées de "patriotisme économique" qui se manifestent en divers Etats européens, notamment pour la pérennisation d'entreprises dont l'activité sur place est déclarée "stratégique" sont à rapprocher des arguments technico-militaires que les Etats-Unis adjoignent volontiers à leurs interprétations larges du "dumping" qu'ils combattent au nom du libre-échange – et qui, finalement, ralentissent l'industrialisation d'autres pays commerçant selon les normes de l'OMC...

aux priorités spontanées des entreprises capitalistes, si bien que les Etats doivent prudemment s'en mêler. Bref, l'avenir est, lui aussi, un enjeu de luttes, tout comme le partage des revenus tirés de la production actuelle. Ces luttes pour le futur devraient notamment se centrer sur la recherche scientifique, le repérage et le développement de leurs applications pratiques et l'établissement en temps utile de brevets détaillant bien les procédés et les produits – encore virtuels - desdites applications. Les dépenses publiques de "recherche-développement" sont très élevées dans les Etats les plus développés. En 2005, elles atteignaient, au Japon, près de 3,3 % du PIB et plus de 2,8 % aux Etats-Unis, alors que l'Europe prend du retard, avec 2,4 % du PIB en Allemagne et 2,2 % à peine en France.⁴³ La statistique des nouvelles demandes de brevets internationaux confirme l'avance de ces pays, comme de quelques sociétés plus petites, mais industrialisées de vieille date, tels les Pays Bas, la Suisse ou la Suède. Mais quelques Etats asiatiques, autres que le Japon, sont d'ores et déjà entrés dans cette compétition. Ainsi, la Corée du sud a dépassé la France en 2005 et la Chine, encore talonnée par la Suisse, ne tardera pas à surclasser cette dernière, comme bien d'autres pays.⁴⁴

Les créations de produits, voire de branches industrielles, qui résulteront d'efforts de recherche-développement s'accompagneront évidemment de nouveaux commerces et de services d'entretien, à la façon de l'automobile dont la diffusion a entraîné toute une cohorte de garagistes, mais aussi d'hôteliers-restaurateurs et de services en tout genre. Les quelques centaines de millions de véhicules automobiles qui s'adjoindront, bien avant la fin du 21^e siècle, au modeste parc automobile actuel de la Chine et de bien d'autres pays asiatiques, puis africains, ne sera pas nécessairement la source principale de créations d'emplois péri-industriels, car d'autres branches restant à créer pourraient se révéler plus fécondes. En outre, rien ne garantit que les excroissances architecturales et urbanistiques dont les Etats-Unis et l'Europe ont entouré l'essor de la voiture, au 20^e siècle, se répèteront à l'identique, dans l'Asie, puis l'Afrique du 21^e siècle. Rien n'autorise même à penser que les automobiles des lignées actuelles survivront aux péripéties de l'après-pétrole, ni que les équilibres rail-route, train-avion, transports terrestres ou maritimes, laborieusement bricolés au cours des dernières décennies ne seront pas remplacés par d'autres systèmes de transport, équilibrés différemment et, peut-être, de meilleur rendement économique, écologique ou touristique, etc. Mais en tout état de cause, les emplois qui accompagneront cette modernisation se compteront par dizaines ou centaines de millions ou plus encore, y compris les postes de travail qui vont naître d'activités aujourd'hui inexistantes ou embryonnaires. Dans quels domaines ? dans tous ceux qui se profilent déjà dans les artisanats et industries sanitaires,⁴⁵ comme dans ceux qui ressortissent à ce que l'on désigne aujourd'hui comme des activités culturelles, sportives, touristiques, péri-scolaires, etc.. Quand la France qui est encore, ces temps-ci, l'une des premières destinations touristiques du monde, se sera bien adaptée à l'énorme développement potentiel du tourisme et de tous les accueils et soins qui peuvent l'accompagner, il ne lui restera plus qu'à mettre un terme aux sottises querelles qui freinent ses exportations muséographiques et autres, pour s'attaquer au gisement d'avenir qu'est l'apprentissage de la langue française et pour comprendre que sa capacité d'offrir de longs séjours gratuits à des universitaires, des savants et des artistes étrangers sera le principal moyen d'élargir son attractivité par une francophonie qui remplacerait ses cocoricos par une acculturation plus substantielle. Naturellement, cet accent mis sur la connaissance approfondie du langage doit

⁴³ Où leur déclin se poursuit depuis 1993.

⁴⁴ Données pour 2005 de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI).

⁴⁵ Médecine et chirurgie, mais aussi prévention et soins spécialisés par tranches d'âge et plus seulement par type d'organe à traiter. Le tout en tenant compte du vieillissement des populations, des labeurs de la biologie moléculaire, des inventions promises par les nanotechnologies, etc. Toutes lignes d'évolution qui peuvent être transposées *mutadis mutandis* à bien d'autres domaines aussi éloignés du sanitaire que le sont l'éducatif, le judiciaire, le psychologique-psychanalytique, etc.

s'étendre aux œuvres littéraires, musicales, théâtrales, cinématographiques, médiatiques, etc où se manifeste ce que les passésistes appellent le "génie français" et qui est en réalité le seul vrai moyen de résister efficacement au triomphe des Hollywood et des Bollywood de toutes provenances – non pour s'isoler de ces derniers – mais pour s'imposer durablement à côté d'eux. Vers 1970, le nombre des enseignants français a dépassé celui des paysans. Il ne serait pas déraisonnable de viser à faire des enseignants, artistes et autres professionnels des professions culturelles, la plus importante – et la plus accueillante - branche d'activité de l'économie française vers la fin du 21^e siècle, ce qui suppose évidemment que les recettes commerciales, fiscales et autres procurées par ces activités soient à l'échelle des professionnels à entretenir. Car, à bien y regarder, la valorisation de la langue et de la culture françaises pourrait être durablement plus féconde, pour la France, que ne l'a été, pour l'Arabie séoudite, l'exploitation de l'énorme richesse pétrolière que les Etats-Unis auront alors pompée jusqu'à la dernière goutte.

Je viens de centrer l'attention sur une production idéologique qui peut être appelée à un immense avenir, sans craindre exagérément qu'elle soit captée par des FMN qui s'en assureraient l'exclusivité, ni submergée par des importations massives venues d'autres pays.⁴⁶ Son succès dépendra avant tout d'un profond enracinement de la langue et de la culture françaises, ce qui ne peut produire des fruits durables qu'après des décennies d'un travail obstiné. A son tour, cet enracinement ne pourra s'acquérir qu'au prix d'une poursuite obstinée des efforts de recherche fondamentale et de développement des innovations, adossé à une réinvention du système éducatif et conforté par la politique d'accueil déjà évoquée. Tous thèmes qui illustrent une transformation dont le 21^e siècle offrira beaucoup d'exemples, à savoir : le bouleversement des structures de l'emploi héritées de l'histoire.

Pour en juger, il faut quitter l'exemple centré sur la minuscule France, logée dans une Europe qui devient, démographiquement, de plus en plus petite et se hisser derechef à l'échelle des "milliards d'hommes" qui auront faim d'emplois, jusqu'à l'ère hypothétique où le travail rémunérateur perdra éventuellement de son importance vitale. A cette échelle, où le temps doit se mesurer en décennies, si ce n'est en siècles, de très grands changements transformeront les populations actives de toutes les régions du monde, à des rythmes différents, certes, et de façon peut être très surprenante pour celles des régions qui seraient le plus marquées par d'éventuelles catastrophes guerrières, par les dégâts majeurs des bouleversements climatiques ou par les épuisements et les découvertes de ressources naturelles. En faisant masse de ces énormes aléas et des perspectives qui se laissent d'ores et déjà entrevoir, on peut estimer que l'agriculture deviendra, dès le 21^e siècle, une industrie à faible main d'œuvre, bordée de toutes parts par de multiples activités neo-rurales, c'est-à-dire sportives, ludiques, touristiques, décoratives et autres. On peut parier, par exemple, qu'en fin de siècle, il y aura plus de *garden-centers* que d'artisans réparateurs de matériel agricole. L'industrie elle-même, aussi riches que soient ses excroissances à venir, n'occupera qu'une fraction minoritaire des actifs, car l'essentiel des nécessités et des opportunités d'emploi se situera dans ce qu'on appelle à tort le tertiaire. Décomposer ce magma déjà très diversifié devrait être l'une des tâches les plus urgentes des sciences sociales, car c'est là que se joueront les grands enjeux politiques qui viendront compléter les traditionnelles péripéties inter-étatiques et les récentes offensives mondialisantes des FMN ou des ONG. Savoir quelles branches du "tertiaire" pourront effectivement être exploitées par des FMN, à l'instar du cinéma post-hollywoodien, quelles autres branches (ou, pour partie, les mêmes) ne pourront

⁴⁶ Des firmes multinationales d'origine française pourraient, fort utilement, surmultiplier les efforts des lycées à l'étranger, des "alliances françaises", des faibles exportateurs de livres et de films qui existent aujourd'hui, tout en supportant vaillamment la concurrence de FMN étrangères, mises en appétit par ce "marché".

se déployer qu'au prix d'interventions étatiques prolongeant les expériences déjà engagées, tandis que d'autres branches encore mûriront grâce à des associations internationales, sinon mondiales, en matière sanitaire, scolaire, humanitaire ou tout autre : telles sont les questions centrales que l'avenir enrichira d'interrogations nouvelles peut-être plus essentielles encore. Pourquoi "centrales", voire "essentielles" ? parce que c'est sur un terrain transformé par leurs soins que se noueront les luttes de classes – ouvertes ou latentes – qui continueront de dynamiser les sociétés et leur système mondial.

L'apothéose des inégalités

D'ores et déjà, on peut juger par le cas des FMN de ce qui opacifie ces luttes.⁴⁷ Jusqu'au milieu du 20^e siècle, les luttes les plus élémentaires, celles qui régissent la répartition primaire des revenus, se livraient au sein d'Etats dont aucun n'était un champ tout à fait clos, mais où les importations de plus-value tirées d'ailleurs étaient régies dans leur grande majorité par des firmes soutenues par la puissance coloniale qu'était leur métropole et, pour partie, par l'administration dépendant de l'Etat métropolitain, le tout enveloppé dans un "monopole du pavillon" qui réglait la majeure partie des transports de colonies à métropole et retour. Les (rares) banques logées hors l'Europe étaient elles mêmes des filiales de "mères" métropolitaines. Seuls, les Etats-Unis gambadaient dans une Amérique latine où leur "doctrine de Monroe" raréfiait les incursions économiques européennes, même celles de l'Angleterre dont le "prêt-bail" de 1939-45 finira de ruiner l'ancienne influence. Donc, la répartition primaire des revenus s'effectuait dans le champ politique régi par un Etat, qu'il soit inclus dans le "camp socialiste" ou qu'il appartienne à l'élite impérialiste du "monde libre", soit une bonne douzaine d'Etats sur les quarante que comptait l'ONU naissante.

Dès 2000, les 63.000 FMN alors décomptées par la CNUCED⁴⁸ formaient, avec leurs 690.000 filiales, le morceau principal du "marché mondial" où, par leurs soins, la répartition primaire des revenus échappait pour partie au contrôle et à l'influence d'Etats indépendants dont l'effectif avait lui-même été presque quintuplé par la décolonisation et l'implosion de l'URSS et du système soviétique. L'opacité statistique et fiscale qui plait aux FMN (y compris aux banques, elles mêmes "mondialisées") empêche d'apprécier de façon un tant soit peu précise et globale l'effet de cette novation (et de tous ses appendices en formes de "paradis" fiscaux, bancaires, boursiers et autres), si bien que, par exemple, on ne peut croire que le PIB mondial soit égal à la somme planétaire des PIB par Etat, en partie en raison de l'incapacité de maints Etats de produire des données significatives, mais surtout, à cause de l'épaisse ignorance, quant à ce qui se passe réellement dans chaque FMN, nonobstant les informations qu'elles ont à fournir aux bourses qui cotent leurs titres et aux multiples Etats où chacune d'elles s'active. Les hardis mineurs de la CNUCED, peu soutenus par des instituts universitaires bâtisseurs d'excavatrices efficaces, creusent péniblement leurs galeries, dans ces mines de désinformation, parfois foudroyées par quelque scandale révélateur de filons substantiels, du moins quand les autorités boursières, judiciaires et fiscales concernées font preuve de curiosité et de méthode. Si bien que faute d'apercevoir, comme auparavant, les effets principaux de la répartition primaire des revenus, pour la partie de plus en plus importante qui n'est pas rendue visible par des statistiques à la mode d'avant les FMN, on ne

⁴⁷ Une recherche plus complète devrait également s'attacher aux effets majeurs du vieillissement des populations, quant à la nature et à l'ampleur des revenus dérivés de des prélèvements obligatoires, des revenus d'épargne préparés en phase d'activité et des aides et aumônes de toute sorte font transiter vers les éléments inactifs de la population, sans oublier d'y adjoindre les transferts occasionnés par le décalage de l'entrée en activité des jeunes générations, par l'étendue effective du chômage et par les autres infortunes qui détournent de l'activité.

⁴⁸ Commission des Nations-Unies pour le Commerce et le Développement.

peut, au mieux, en juger que de façon très indirecte, en s'intéressant aux transferts d'emplois, de pays à pays, et aux niveaux de salaires et de profits en vigueur dans les pays émergents, comme aux transferts de revenus de toute sorte qui remontent des filiales de FMN vers leurs "mères"⁴⁹ En d'autres termes, le marché mondial opacifie les luttes de classes dans leurs manifestations les plus élémentaires. Il est évident que les immenses efforts accomplis dans les années 1950 par les équipes de Kuznetz, Tinbergen, Meade, Gruson et autres qui ont créé les comptabilités économiques modernes, devraient être repris à frais nouveaux, avec un maximum de concours, étatiques ou non, pour mettre à jour ou refonder entièrement les comptabilités économiques à toutes échelles. L'OCDE, la Banque Mondiale, la BRI et quelques autres agences internationales devraient être associées à cet énorme travail, si du moins ces institutions pouvaient être libérées des préconceptions libérales et des autres automatismes qui bouchent leur horizon. Une réelle multilatéralisation du pouvoir dans les instances internationales favoriserait sans doute cette rénovation, mais il est souhaitable que ces recherches soient entreprises bien avant le centenaire des premières comptabilités nationales.

En laissant de côté, les boucles parfois complexes qui résultent des surprotections agricoles, des fiscalités diversement ajustées et des rentes foncières, minières et pétrolières que s'approprient conflictuellement les propriétaires, les exploitants et les Etats, et les boucles moins complexes, mais plus diverses en leur infini détail (du petit commerce local à la grande exportation attentive aux fluctuations des monnaies) que suscitent les divers acteurs du capitalisme marchand pour les produits agricoles, artisanaux ou autres, on peut résumer par quelques traits précis – sinon chiffrables dès à présent – les inflexions que provoquent les FMN. Elles fragmentent les collectifs de travail, en dispersant les sites de production et les agences commerciales sur un nombre varié de pays, c'est-à-dire sous des climats fiscaux et monétaires très divers, ainsi que sur des "marchés du travail" aux normes inégalement élastiques. Sauf novations dont il n'existe pas encore de prototypes prometteurs, cette situation fait obstacle à la cohérence syndicale des travailleurs, même dans les pays où, loin d'être pourchassé, le syndicalisme est bien inscrit dans la législation et la pratique locales. Rares sont, par exemple, les entreprises européennes où, d'une filiale à l'autre d'un même groupe, la coopération syndicale devient opérationnelle, sauf en cas de crise extrême, alors que les directives de l'Union Européenne tentent de généraliser les formules de syndicalisme groupal ou de cogestion inscrites dans certaines législations nationales. Entre les pays encore plus différenciés où certaines FMN installent leurs filiales – de la Corée à l'Argentine ou de l'Indonésie au Mexique, la situation est plus complexe encore, car des différentiels fiscaux s'ajoutent aux différentiels salariaux, sans compter les écarts qui séparent les coûts de fournisseurs et de sous-traitants qui opèrent dans les divers pays concernés ou dans des pays tiers. Surplombant le tout, la périodicité parfois très courte des transferts et déménagements d'ateliers ou d'agences vers de nouveaux sites jugés plus convenables, fait que les lignes zigzagantes des affrontements sont brisées et recomposées d'autre manière dans un délai parfois bref.⁵⁰ Le résultat est que la frontière entre salaires et profits prend, à l'échelle de chacune des FMN, l'allure d'un lacs de coupures, comme on en voit sur les vieux vases souvent recollés, à ceci près que les propriétaires de chaque vase-FMN n'hésitent pas à le casser pour en recoller les morceaux de façon plus rentable. Une autre frontière tout aussi sinueuse circule du côté des charges fiscales et autres prélèvements obligatoires dont chaque FMN est redevable dans les divers pays où elle opère, sans que cette seconde coupure soit parallèle à la précédente. Mieux, la stratégie de la firme tend à marier de "bons" (et bas)

⁴⁹ Elles-mêmes réparties dans une gamme de pays qui débordent de l'Europe, de l'Amérique du nord et du Japon.

⁵⁰ Il n'est pas rare que des investissements très lourds et récents n'empêchent pas la fermeture d'une usine – ou, en tout cas, sa cession à de nouveaux propriétaires : Renault en a donné un exemple célèbre à Vilvoorde (Belgique).

salaires d'un côté avec de faibles (et distraits) prélèvements d'un autre côté, si bien que, dans le choix des sites où s'établir (ou vers lesquels déménager), une sorte de tension se manifeste entre l'espoir de salaires durablement "raisonnables" et la crainte d'éventuelles réactions fiscales ou autres de l'Etat local, même si ce dernier ne semble pas animé d'intentions nationalisatrices "à la Chavez". D'où il résulte que la difficile solidarisation internationale des intérêts salariaux s'accompagne d'un déplacement actuel ou potentiel des organisations syndicales loin de l'Etat d'origine de la FMN vers chacun des sites où elle s'active. On voit, sans trop de surprise, des Etats en compétition pour attirer chez eux tel investissement d'une FMN, par exemple un Disneyland destiné aux populations d'Europe occidentale, ce qui n'intéressera que les syndicats du pays d'accueil. Mais on voit aussi des FMN prendre la fuite d'un Etat qui "ne comprend plus" leurs intérêts, tel l'Etat argentin, harcelé par une nouvelle crise monétaire, si bien que Suez l'a quitté dare dare quand la hausse des prix de "son" eau est devenue politiquement impraticable. Ou bien encore des FMN – et parfois les mêmes – renégocier généreusement le partage des rentes pétrolières avec un gouvernement bolivien tenté par une nationalisation intégrale. Les forces syndicales et politiques, peu accoutumées aux stratégies internationales, s'y retrouvent mal dans des situations aussi changeantes. La facilité d'approche les incite à faire de "leur" Etat, c'est-à-dire de celui sur le territoire duquel "leurs" travailleurs et électeurs s'activent, le protecteur "naturel" des intérêts de ceux-ci, ce qui ne va pas sans créer quelques sacs de nœuds.

Néanmoins, la grande majorité des habitants d'un pays tire ses revenus de la production qui s'effectue dans celui-ci et des échanges ordinaires qui l'accompagnent. Les apports tirés des filiales de FMN et les commodités parfois sournoises qu'elles procurent – en matière fiscale notamment – ne concernent qu'une fraction de la population nationale, même dans un pays tel que les Etats-Unis, la Grande Bretagne et autres puissances dotées d'économies dominantes. Toutefois, il faut adjoindre un codicille à cette remarque : c'est que le revenu national (ou le PIB) calculable à partir des informations disponibles et vérifiables dans un pays donné a de fortes chances d'être supérieur ou inférieur à l'ensemble des revenus distribués dans celui-ci⁵¹. Inférieur, dans les pays dont la substance est pompée par des échanges inégaux ou des surexploitations rentières, mais ceci concerne des exploitations minières, pétrolières, forestières et autres dont rien ne garantit que les comptabilisations au départ soient homogènes avec les comptabilisations à l'arrivée dans les pays dont des nationaux sont propriétaires, cadres expatriés et autres étrangers opérant dans les susdits pays. A cette autre extrémité se trouvent évidemment des pays où le revenu national réel est supérieur à ce qu'en peuvent recenser les comptabilités économiques, même si elles s'aventurent dans l'évaluation du commerce intra-FMN et des revenus qui transitent par divers paradis bancaires et / ou fiscaux.. Il faut qu'éclate de temps à autre, un scandale boursier ou un procès majeur pour que cet écart se laisse entrevoir dans les meilleures statistiques nationales ou internationales⁵². C'est pourquoi, il ne faut pas essayer de rapprocher les chiffres mirobolants, mais vrais, voire sous-estimés – ou parfois gonflés, pour des raisons de publicité ou de prestige – qui sont affichés de divers côtés, avec les données plus "mesurées" que les statistiques fiscales, les comptes nationaux et certaines enquêtes économique-financières peuvent assembler. Quand le magazine *Forbes* publie sa liste annuelle des milliardaires

⁵¹ Ceci, indépendamment des nuances que les normes de comptabilité nationale obligent à introduire pour tenir compte de la façon dont elles traitent la distinction entre *l'intérieur* et *le national* dans la conception du revenu ou les possessions d'outre mer et autres confettis d'ex-empires et autres éléments qui ne relèvent pas de *l'ordinaire* des échanges internationaux .

⁵² Même quand ces dernières sont enrichies d'enquêtes comme celles que la CNUCED ou le PNUD tentent d'effectuer ou que les grandes banques d'affaires effectuent sans leur donner une publicité "excessive". Si l'on est plus optimiste que moi, on peut imaginer que l'une des inventions vertueuses du 21^e siècle sera la création d'un pouvoir international d'audit des comptes nationaux qui disposera d'antennes bancaires, fiscales et boursières lui permettant de fouiner dans et entre les "nations" , avant de valider des comptes nationaux dûment révisés.

classés par rang de richesse patrimoniale ou quand *Merrill Lynch* et *Cap Gemini* s'associent pour "recenser le club des millionnaires" (en dollars), il ne faut pas prendre leurs dires pour argent comptant, ni se priver d'en juger. Aux dernières nouvelles, ce club comptait en 2005 près de 9 millions de membres et aurait doublé son effectif durant la décennie précédente. Ces très riches sont évidemment nombreux aux Amériques, en Europe et au Japon, ainsi qu'au Moyen-Orient, mais leur nombre augmente aussi en Corée du sud, en Inde ou en Russie. Il s'en trouverait environ 100.000 en Afrique, c'est-à-dire plus que de chefs d'Etat et de hauts fonctionnaires. Un jour viendra peut être où de bons et savants esprits sauront établir des liens explicites entre ces *clubmen* et les classes sociales – certainement assez différenciées – dont ils relèvent, mais en attendant que ces lumières s'allument, il faut bien se résigner à revenir aux données statistiques moins féériques qui peuvent s'appliquer non aux milliers de "millionnaires", mais à l'ensemble des "milliards d'hommes" qui – je le rappelle – approchent actuellement des 7 milliards. Qui plus est, ici, où je m'efforce de donner une idée globale des classes-statut - avant d'en venir aux déterminations politiques et culturelles sans lesquelles la représentation des classes est schématique, comme l'est un squelette au regard d'un homme entier et vivant⁵³, il me faut faire usage de données peu raffinées.

Donc, des formules nouvelles se répandent de par le monde, avec la multiplication et l'extension des FMN, comme il a été montré ci-avant. Mais d'autres innovations, apparues au 20^e siècle, continuent d'évoluer, de façon d'ailleurs très diverse et elles enrichissent d'autant le schéma classique que Marx a fortement souligné dès le premier siècle de la révolution industrielle. Le mode de production étatique-socialiste expérimenté par l'URSS et ses émules n'a pas totalement disparu après 1990. En certaines républiques naguère soviétiques, ainsi qu'en Corée du nord, en Chine et au Vietnam, ses fortes séquelles tendent à se fondre dans un pur capitalisme d'Etat. Ce dernier modèle qui a d'abord mûri en Europe occidentale, du fait des deux guerres mondiales du 20^e siècle, a subi les assauts répétés du capitalisme bon teint, mais est loin d'y avoir pleinement succombé. Il a reçu le renfort de diverses initiatives prises par des Etats d'inégale puissance, avant de recueillir les renforts venus du socialisme étatique. Ainsi, le traitement du nucléaire et de diverses autres productions militaires ou spatiales relèvent d'un capitalisme non orthodoxe, tout comme les nationalisations effectuées en Europe et en Amérique latine, comme dans divers pays pétroliers. Un examen détaillé, pays par pays, montrerait qu'il existe des variantes mixtes ou atténuées de ce capitalisme d'Etat dans maintes régions du monde actuel, encore que de fréquents allers-retours peuvent aussi s'observer : plus on est proche du stratégique ou de la coopération inter-étatique et plus les formules de capitalisme d'Etat (par nationalisations ou autrement) semblent durables; plus on se rapproche du capital financier et plus les retours de flamme du capitalisme pur et dur sont fréquents (sinon irréversibles).

Plus anciennes, les formations nées avant le capitalisme industriel survivent souvent, quoique transformées. La grande propriété foncière, rurale ou urbaine, vit toujours de ses rentes, tandis que la paysannerie exploitante tend à disparaître au profit de sociétés capitalistes de travaux agricoles (et connexes) ou bien de coopératives, lesquelles s'épanouissent lorsqu'elles contrôlent leurs débouchés commerciaux et sont assurées de la discipline de leurs adhérents. Les terres collectivisées avant 1990 tardent parfois à joindre l'un ou l'autre de ces modèles, l'exemple le plus manifeste étant celui de la Chine qui ne sait encore comment se départir de la propriété étatique du sol. Par ailleurs, le capital marchand persiste dans ses formules boutiquières (y compris les bazars, souks, marchés forains et même les colportages) mais subit les assauts répétés du grand magasin et de la vente en ligne, donc le salariat y gagne beaucoup de terrain. Ce gain est moins net quand, aux marges du commerce, la vente se mêle d'activités de production ou d'entretien grâce auxquelles survit une classe artisanale,

⁵³ Voir le tome 4 de *La Société*, consacré aux *Classes sociales*..

parfois tournée vers des métiers raffinés ou vers des formes artistiques (*lato sensu*). Pour compléter cette rapide revue, il faut enfin tenir compte de toutes les activités de "services" privées ou publiques où le salariat est de règle, à quelques écarts près. Mais entre les enseignants et le tout venant des fonctionnaires, comme entre les militaires et policiers et d'autres agents publics hautement spécialisés – tels les magistrats, les administrateurs de haut rang ou les corps d'officiers, etc - le salariat se nimbe de différences statutaires parfois très importantes. Si bien qu'au total, des notions telles que le salariat désignent, en fait, un faisceau de classes et couches sociales assez hétérogènes, d'autant que, dans beaucoup de sociétés, la forme juridique du salariat ne s'arrête pas aux portes de la propriété capitaliste : les cadres dirigeants des FMN sont des "salariés", aussi dorés que soient leurs "parachutes".

Des études détaillées, pays par pays, peuvent tenter d'évaluer tous les cas de figure qui viennent d'être énumérés, et même enrichir leur gamme pour tenir un compte très fin des nuances et particularités que l'histoire locale peut avoir engendrées. Mais les statistiques plus globales permettent aussi d'effectuer un premier repérage des principaux écarts mondiaux : écarts entre Etats de développement inégal et écarts internes à chaque Etat qui traduisent l'inégalité des revenus primaires et des prestations correctrices. En voici un exemple tiré du *Rapport mondial sur le développement humain* établi par le PNUD pour l'année 2005. Le coefficient de Gini qui s'établissait alors, en moyenne mondiale, à 67, ce qui veut dire que l'on vit dans un système mondial très inégalitaire ⁵⁴ y était détaillé entre :

- l'Afrique subsaharienne, située au coefficient 72, où l'Afrique du sud se distingue par un niveau proche de 58 qui la rapproche de l'Amérique latine;
- tandis que ladite Amérique latine (y compris les Caraïbes) se tenait au coefficient 57 et descendait même aux niveaux 54,6 pour le Mexique et 52,2 pour l'Argentine, ce qui atteste du poids encore énorme de la propriété latifondiaire dans beaucoup d'Etats (spécialement au Brésil. Dans ce dernier, le Gini est encore de 59,3, ce qui n'empêche pas – bien au contraire - le Brésil d'être déjà entré (comme l'Afrique du sud) dans le cercle étroit des Etats où des FMN ont pris forme et force;
- de son côté, l'Asie de l'est et du Pacifique se situe à l'étage 52, avec une Chine à 44,7 par persistance d'effets dûs à l'égalitarisme communiste de naguère;
- c'est-à-dire à un niveau globalement proche de celui du gros ensemble formé par l'Europe de l'est, l'Europe centrale et la CEI⁵⁵ qui présente un Gini de 42,8.
- alors que le reste de l'Europe se joint aux Etats-Unis, à l'Amérique du nord et au Japon dans la catégorie que l'OCDE appelle traditionnellement les pays à revenus élevés qui sont rangés au niveau 36,8;
- tandis que l'Asie du sud, formée essentiellement par les Indes se loge à 33,4, soit à un niveau voisin de celui de la France (32,7) et peu au dessus du record mondial (25) détenu par le paradis de l'égalité que serait la Suède.

On l'aura compris au vu de ce classement hétérogène, la méthodologie du PNUD n'est pas très satisfaisante. Elle dégage bien une impression d'ensemble quant à l'effet conjoint des inégalités internationales de développement économique et des inégalités internes dans la distribution des revenus, mais son tableau est brouillé à l'inverse d'une photo : celle-ci est

⁵⁴ Coefficient statistique qui mesure, pour la population d'un pays ou d'une région, l'écart entre une distribution parfaitement égalitaire du PIB (coefficient 0) et une distribution inégalitaire (:coefficient qui monte vers 1). On rend ce résultat mieux lisible en multipliant par 100 tous les coefficients à comparer.

⁵⁵ La CEI ou Communauté des Etats Indépendants est l'ex-URSS, tandis que les deux morceaux d'Europe qui lui sont adjoints l'aident à représenter l'ancien "camp socialiste" délesté de ses éléments inclus dans la rubrique précédente.

déformée si le photographe a bougé, alors que celui-là est embrumé précisément parce qu'il fixe un quasi instantané d'un film qu'il faut connaître pour juger de l'extrait qu'on en tire.

Un bref rappel historique permet d'y voir plus clair. Partons des Etats-Unis, leader du capitalisme industriel, puis financier, berceau de la révolution informatique et promoteur de la majorité des FMN. S'il s'était civilisé "à la suédoise", ce pays serait le paradis du progrès économique et social, mais le retard du syndicalisme et des "politiques sociales" en son sein, joint à sa tradition de porte soigneusement entrouverte à l'immigration (et à quelques accueils plus bienveillants) en fait un puissant aspirateur de nouvelles forces de travail, résignées aux bas salaires et aux maigres "aides sociales". Le résultat le plus significatif, mesuré par l'OCDE,⁵⁶ est qu'au cours des dernières décennies les inégalités de revenus ont continué de s'y accroître puissamment. En effet, on constate que, de 1990 à 2003, la moitié la plus pauvre de la population totale a vu sa part des revenus bruts, pour employés à plein temps, rester pratiquement stagnante, tandis que, dans la même période, la moitié la plus riche a continué d'accroître sa part du revenu total. Encore faut-il souligner que cette performance s'accuse considérablement si l'on compare les extrêmes (les 10 % les plus riches ou les plus pauvres) et plus encore si l'on prend en compte, pour ces derniers, les emplois à temps partiel, voire non déclarés, cependant que pour les premiers on devrait pouvoir percer les couches d'opacité (évoquées plus haut) dûes à l'essor des FMN, aux bienveillances fiscales et aux commodités des paradis bancaires.: là se recrute la majeure partie du "club des millionnaires", bref les champions du "rêve américain" si utile pour aspirer continuellement de nouveaux immigrants.

En passant des Etats-Unis à l'Europe – et même au Japon que les "petits dragons" d'Asie orientale ont presque rejoint – le tableau change, parce que les puissants progrès accomplis depuis 1945 dans ces zones que la guerre avait ruinées, se sont accompagnés de politiques sociales joignant au fordisme américain (qui distribue de hauts salaires aux personnels bien syndiqués des industries les plus performantes) un *welfare* plus généreux que l'américain, en matière d'éducation, de santé, de logement, de retraites et d'aides diverses. Ici, les "bénéfices du communisme" ont joué à plein, tant que la crainte de l'URSS a rendu les classes dominantes locales assez compréhensives à l'égard des besoins populaires. Partie la première, dès les années 1930 et non interrompue par la guerre, la Suède se loge en tête de ce mouvement, mais toute l'Europe occidentale l'a suivie, non sans différences d'un pays à l'autre. Ces différences se sont aiguisées depuis 1990, par enflure de l'Union européenne, dans une conjoncture économique mondiale d'autant moins porteuse que les puissances impérialistes de naguère ont perdu une grande partie des commodités que leurs colonies et leurs supériorités marchandes leur procuraient.

Dans beaucoup d'autres régions du monde actuel, les décalages hérités de l'histoire, ont commencé de se réduire, après des décolonisations (mieux réussies en Asie qu'en Afrique), des industrialisations parfois gênées par les Etats-Unis (maîtres du marché sud-américain et des banques qui sont censées l'irriguer), parfois indirectement poussées par des méthodes étatiques-socialistes (dont le meilleur héritage n'est pas une industrie lourde, parfois médiocre, mais un pilotage étatique éventuellement efficace) et parfois aussi surchargées de propriétés latifondiaires (comme aux Indes, en Asie du sud-est et en Amérique latine⁵⁷). Compte tenu de l'effet inégal de ces divers facteurs et des chocs imputables aux spasmes politiques liés aux décolonisations et aux reconversions du socialisme étatique, ces régions présentent des inégalités majeures qui ne sont pas sans rappeler celles des premières expansions capitalistes du 19^e et du premier 20^e siècle, si bien qu'elles concourent à l'actuelle apothéose des

⁵⁶ *Society at a glance*, édition 2006, tableau EQ 2- *Earnings inequality*.

⁵⁷ Bien que cette dernière ait été formellement décolonisée avant l'essor, en son sein, du capitalisme industriel. Mais le contrôle marchand et bancaire exercé par l'Angleterre, puis relayé par les Etats-Unis valait bien une colonisation en bonne et due forme...

inégalités, aux côtés des effets des FMN (aux deux extrémités de leurs transactions) et aux regains d'exploitation à l'ancienne qui se dessinent en Europe.

Savoir si cette apothéose des inégalités – c'est-à-dire du capitalisme en ce qu'il a d'essentiel – sera pour longtemps une caractéristique du 21^e siècle est une question ouverte. Elle se jouera notamment en Chine où les inégalités internes sont telles que Shanghai et Pékin atteignent déjà des niveaux de "développement humain"⁵⁸ compris entre ceux du Portugal et de l'Argentine d'aujourd'hui, alors que la province du Sichuan (qui est à peu près dans la moyenne chinoise) dépasse légèrement le niveau de l'Algérie, tandis que la province du Guizhou se situe au dessus de la Namibie (pays qui n'est d'ailleurs pas le plus mal loti de l'Afrique). Que le cheminement soit identique à celui de l'Europe où le principal réducteur d'inégalités a été le syndicalisme ou que "l'harmonie sociale" dont les autorités chinoises font grand cas se concrétise grâce à un ou plusieurs autres leviers est un choix qui résultera de décisions politiques ou, plus vraisemblablement, de tensions sociales qui pourraient devenir explosives. Mais la Chine n'est pas une singularité à cet égard, même si son système de classes (et d'inégalités) va sans doute garder certaines des particularités nées de sa très longue histoire. Il suffit, par exemple, de comparer l'actualité de la Corée du sud à celle du Brésil pour voir que l'apothéose des inégalités semble devoir conduire à des résultats différents d'un pays à l'autre, tant l'héritage politico-culturel de chacun façonne les crises et leurs dénouements.

Nouvelles masses et nouvelles poussières

Durant les années 1980 et 1990, le monde changea de texture, cependant que le système mondial se transformait en profondeur. La décennie 1980 sembla entretenir la guerre froide. Les Etats-Unis faisaient mine de s'équiper pour une "guerre des étoiles" et l'URSS tentait de les en distraire, par une conquête de l'Afghanistan, mais cette prolongation du Grand Jeu masquait mal des changements plus insidieux. Le bloc socialiste s'effritait, l'Europe affermissait quelque peu son union et pesait bon poids dans le marché mondial, l'Amérique latine vacillait de dette en dette, la turbulence africaine redoublait et l'Asie ne semblait bouger que chez les rares imitateurs du Japon, une Corée par-ci, quelques petits tigres par-là. Mais déjà des glissements massifs s'amorçaient. Les réformes initiées par Deng Xiaoping en 1978 ne tiraient l'œil que de rares spécialistes, souvent incrédules. L'Inde continuait de s'extraire laborieusement de son extrême misère. L'Europe heureuse redécouvrait peu à peu le chômage et perdait ses derniers communistes. Leurs survivants italiens se diluaient, leurs survivants français, dotés d'un peu de pouvoir avec Mitterrand, ne tardaient pas à subir le même sort. Dès le début des années 1990, le "modèle japonais" perdait de sa vigueur, tandis que l'ouverture du mur de Berlin annonçait l'effondrement politique complet de l'ex-camp socialiste, en Europe comme en Asie. Après quoi commençait une lente recomposition du système mondial, sous l'impérieuse houlette des Etats-Unis qui s'imaginaient parfois "seuls maîtres à bord".

Dans ce contexte turbulent, les institutions politiques et les appareils idéologiques étaient eux-mêmes entraînés vers des mutations souvent imprévues, des réveils d'archaïsmes, des explosions soudaines de bulles médiatiques, des crises culturelles ou politiques multiformes. Toutefois, avant de repérer à grands traits ce que devenaient, dans ce contexte, les masses et les classes composant les divers peuples et les poussières groupales ou individuelles qui semblaient s'en détacher, il faut prolonger la perspective globale. En effet, dès la première décennie du 21^e siècle, un nouveau système mondial semble déjà en

⁵⁸ Voir le rapport 2005 du PNUD

gestation, tant la suprématie américaine est menacée de divers côtés. La Chine et la majeure partie de l'Asie travaillent d'arrache pied à se moderniser pleinement. La Russie se reconstruit, l'Amérique latine semble s'émanciper. Les promesses sont rares en Afrique, tandis que l'Europe et, d'autre manière, le Japon cherchent à retrouver leur élan. Même si plusieurs décennies, riches de secousses sismiques, devront s'écouler avant que ces divers processus mûrissent en se combinant, les masses, les classes et leurs poussières seront derechef agitées, mais pas toujours, ni même souvent, de façon semblable à ce qui leur est advenu vers les années 1980.

Pour en juger, partons de la classe la mieux organisée de l'époque, celle des ouvriers de l'industrie où deux modèles principaux avaient mûri concurremment au 20^e siècle. L'un dérivait des associations professionnelles dont l'essor avait accompagné la révolution industrielle capitaliste. Sa cristallisation s'était opérée autour du syndicat ou plutôt de l'alliance assez intime entre celui-ci et un parti politique auquel le suffrage "universel" des républiques bourgeoises donnait de l'ampleur. Tout un foisonnement d'organismes welfaristes (santé, familles, jeunes et vieux, etc) et culturels (musique, sports, presse, édition, etc.) s'était ensuite opéré autour de ce noyau économique-politique. Non sans péripéties et clivages, ce modèle triomphait encore de Glasgow à Helsinki, comme de Bruxelles à Munich et à Vienne. L'autre modèle, plus tard venu, se voulait plus révolutionnaire, avant de tomber sous la coupe du parti soviétique. Tout en étant piloté par un parti plus que par un syndicat, il avait organisé à sa façon le même spectre social, mais ne survivait plus guère qu'en Italie et en France. Ailleurs, des copies fascistes ou populistes en avaient existé quelque temps dans l'Europe du 20^e siècle. Au début du 21^e siècle, ce qui demeurait, c'était, en toutes ses variantes, vives ou affadies, le premier modèle, souvent baptisé social-démocrate, mais entouré d'une pléiade d'autres groupes et groupuscules hérités des siècles précédents. Les novations principales avaient déplacé son centre de gravité de l'ouvriérisme industriel à la prise en considération de l'ensemble des travailleurs salariés – avec d'inégales difficultés pour ce qui est des employés et des cadres. D'autres formes associatives à dominante syndicale-corporative, mais n'excluant pas l'action politique, avaient pris forme hors le salariat, chez les paysans comme chez les commerçants, artisans, professions libérales, etc. Le tout survivait d'autant mieux que des organismes welfaristes, à gérer directement ou à cogérer, s'étaient multipliés à des fins très diverses, débordant du welfare, vers les sports, les loisirs, les vacances, le tourisme, les arts et spectacles, etc.

Un panorama plus complet devrait inclure les organisations politico-culturelles des classes bourgeoises européennes, y compris les mélanges, liant les bourgeoisies des propriétés usinières, foncières, commerciales ou bancaires. On peut toutefois s'en dispenser, tant cette bonne société étale partout ses cercles et ses clubs, ses académies et ses opéras, etc., sans compter ses fidèles occupant le pouvoir dans les hauts rangs des armées, des administrations, des églises et de bon nombre d'universités et d'autres appareils idéologiques. Tout au plus faut-il souligner que le bas peuple, bien scolarisé et enrichi dans les sociétés fordistes et welfaristes a commencé de s'infiltrer dans quelques hauts lieux culturels et politiques, après avoir étalé ses manifestations populaires à grand renfort de stades, de piscines, de cinémas et de théâtres, sans compter les médias omniprésents dont le contrôle est souvent affairiste et les orientations prépondérantes rarement infidèles à l'ordre établi. On peut juger des avancées populaires, sur le terrain : les plages, les sports d'hiver en sont inondés, les vrais loisirs se prennent au loin, même si l'avion y apporte de semblables envahisseurs.

Le modèle nord-américain où le syndicalisme et surtout le parti furent longtemps combattus avec toute la brutale souplesse qu'autorise le système fédéral des Etats-Unis, survit lui aussi. A tout prendre, hormis sa phobie du parti proprement dit, il ressemble assez à ce que devient le modèle social-démocrate européen du fait de son évolution récente ou prochaine

(recul des nationalisations, abandon de la cogestion, tutelle accrue des organismes welfaristes, etc.). Par contre les autres pays d'Amérique se sont souvent efforcés de suivre l'un ou l'autre des deux principaux modèles européens, y compris leurs variantes fascistes ou populistes, mais avec des décalages dûs à la conjoncture mondiale et aux fluctuations d'une répression étatsunienne rarement bénigne : plus le syndicalisme a des coudées franches en Amérique latine, par "mollesse" ou démocratisme réel des gouvernements locaux, et plus il risque d'attirer l'ire américaine, pour cause de communisme, de terrorisme, ou des autres variantes auxquelles un leader prête son nom (Castro, Chavez, etc.).

Malgré de multiples tentatives, parfois impulsées par une Internationale (la communiste en particulier) et souvent nées d'initiatives ou de copies locales, le modèle qui survit en Europe se répand difficilement en Afrique et en Asie, un demi-siècle après les décolonisations qui ont autonomisé tant d'Etats. Il a "pris", mais sous des formes atténuées, au Japon et chez les petits tigres d'Asie, s'est épanoui dans la riche Singapour, plonge de solides racines en Corée du sud plus qu'à Taïwan et semble devoir faire de même en Malaisie. Il ne s'est étalé "à l'européenne" qu'en Australie et en Nouvelle Zélande et, de façon beaucoup moins profonde, en Inde. Ailleurs, les séquelles du communisme l'entravent encore, à moins que l'hégémonie religieuse d'un islam, d'un bouddhisme ou de quelque autre confession n'occupe sa place dans le champ idéologique.

Pour bien comprendre cette dernière situation, un détour est nécessaire. A mesure que les modèles à base de syndicats et de partis se sont enracinés dans des sociétés, ils en ont modifié l'idéologie commune, en y greffant de nouvelles idées et de nouvelles valeurs. Avec le renfort de la république bourgeoise, la représentation électorale des classes populaires s'y est banalisée, nonobstant le triomphe nazi de 1940. Partout la société civile⁵⁹, déjà enrichie par la libre création de sociétés anonymes, la liberté de la presse et d'autres réformes libérales, s'est ouverte à une diversité croissante, même si les surveillances policières ou autres n'en sont jamais absentes.⁶⁰ Ainsi, la domination* politique qui focalise le pouvoir des classes dirigeantes est désormais associée à une hégémonie* libérale, laquelle caractérise l'ordre régnant dans le monde des idées. Etant bien entendu qu'à l'échelle de chaque société dotée d'un Etat point évanescent, le couple Etat-Société civile, c'est-à-dire la coexistence et la coactivité d'une domination politique et d'une hégémonie culturelle caractérisent la forme de régime* en vigueur.⁶¹

Si le regard recule de trois ou quatre siècles vers l'Europe précapitaliste ou s'il se déplace, dans le monde actuel, de quelques milliers de kilomètres, on se retrouve dans l'un des Etats - tout à fait majoritaires, aujourd'hui encore - où l'hégémonie idéologique fonctionne d'autre façon et où son mariage avec la domination politique est de toute autre nature, d'ailleurs variable d'une société à l'autre. Je m'en tiens ici à la plupart des Etats logés entre Kaboul et Tripoli comme entre Ankara et Mogadiscio, c'est-à-dire dans le Proche et Moyen-

⁵⁹ Qui embrasse toutes les institutions non ou peu dépendantes des appareils étatiques, y compris les syndicats de la "fonction publique" et des entreprises publiques. Tous les concepts marqués (*) ici évoqués sont longuement analysés dans les tomes 4 à 6 de *La Société*

⁶⁰ Ainsi par exemple, c'est seulement après 1981 que la France a autorisé les associations d'étrangers sur son territoire.

⁶¹ Cette situation peut même évoluer "à la suédoise" ou "à la canadienne", si bien qu'une part substantielle des "avancées" acquises par les basses classes du salariat devient "intouchable", c'est-à-dire difficilement réductible. Qui voudrait en juger pourrait comparer les dires du patronat, des ministères, des églises de la Suède, au début des années 1930, avec les modestes reflux que les partis "bourgeois" ont pu imposer à la fin du 20^e siècle, quand la composante social-démocrate de l'opinion a dû leur céder tout ou partie du pouvoir. Etant bien entendu que cette composante a elle-même incorporé dans sa doctrine usuelle un bon nombre d'idées que des adversaires (suédois ou étrangers) se positionnant "plus à gauche" jugent dommageables "pour les travailleurs", voire incompatible avec leur propre variante du "vrai socialisme" : on est, ici, sur le terrain des luttes de classes dans l'idéologie

Orient (PMO) – région de l'actuel système mondial suffisamment riche de caractères propres pour être considérée, dans son ensemble, comme une variante originale dans le monde actuel.⁶² Ici les syndicats sont rares et faibles ou absents, de même que les partis, sauf exceptions tenues en mains par le pouvoir établi. La floraison idéologique est presque toujours courte. Le plus souvent, le pouvoir d'Etat doit composer avec une hégémonie religieuse souvent complexe, mais puissante. Les seules exceptions véritables concernent des Etats où une laïcisation a été imposée par l'Etat, ce qui fut le cas dans la Turquie d'Ataturk, l'Egypte de Nasser, l'Irak et la Syrie dirigés par des partis Baathistes (d'ailleurs rivaux). Ces exceptions n'ont pas mûri. A quelques détails près, elles ont rejoint la situation moyenne de tous les Etats découpés dans l'ex-empire ottoman, au gré des puissances victorieuses de l'une ou l'autre des deux guerres mondiales du 20^e siècle. Ces Etats ont ainsi hérité d'un paquet de communautés, (les *millets* de l'empire turc) dont chacune était soumise à la tutelle d'autorités tribales-religieuses où survivait l'une ou l'autre des multiples confessions nées au fil des siècles dans un PMO très fécond à cet égard, à charge pour les dites autorités de procurer à la Sublime Porte les impôts, les corvées et les recrues que son gouvernement réclamait. L'ordre établi dans les esprits a donc été longuement régi par des clergés dont les rivalités sont, aujourd'hui encore, entretenues par la coexistence de communautés disparates au sein de chaque Etat. Le résultat est variable, selon qu'un clergé a pleinement conquis le pouvoir d'Etat (Iran), qu'un pacte d'origine coloniale a prolongé l'autonomie des millets (Liban) ou qu'un Etat appuyé sur une armée assez solide réussit à se subordonner plus ou moins la ou les confessions et sectes les plus remuantes de son domaine (Turquie, Egypte, etc). L'Irak avant l'invasion américaine et la Palestine qui a essayé de s'organiser relèvaient aussi de ce dernier cas, auquel la Syrie et la Jordanie d'aujourd'hui sont apparentés. Quant à l'Arabie séoudite et à la plupart des autres émirats, il n'est pas rare qu'une secte y soit utilisée comme police des mœurs et des esprits, doublant l'armée gardienne de l'ordre public. Derrière ces détails – que j'ai d'ailleurs outrageusement simplifiés - se cache une même réalité essentielle : les libertés acquises par les sociétés européennes et américaines sont ici embryonnaires ou pourchassées, la domination politique se soutient d'une hégémonie religieuse le plus souvent à coloration musulmane et le pouvoir établi est menacé d'être emporté par les émotions massives de la rue dès qu'éclate une crise exploitée par les clergés. En fait la plupart des pouvoirs établis au PMO, après avoir combattu le communisme et ses échos nationalistes, se sont employés sans relâche – c'est-à-dire sans attendre que les Etats-Unis découvrent le "péril terroriste" - à contenir les déviants, bref à enrégimenter l'hégémonie religieuse que les clergés régionaux entretiennent en ses diverses variantes compatibles avec le respect dû aux pouvoirs établis. Opposer cette hégémonie religieuse aux variantes libérales qui ont d'abord prévalu en Europe, ne signifie pas qu'une religion – comme l'islam ou plutôt les islams – serait intrinsèquement perverse, par comparaison avec d'autres religions de meilleure qualité, tel le protestantisme que Max Weber trouve bien accordé à "l'esprit du capitalisme". Je prends ce dernier exemple parce qu'une interprétation trop fréquente de son ouvrage classique⁶³ pourrait faire croire que "le calvinisme a été une cause matérielle de l'ascension du capitalisme", alors qu'il faut souligner, avec Clifford Geertz, que cette religion "était plutôt un habillage qui permettait de donner un sens (au capitalisme) à l'intérieur d'une spiritualité existante soumise à de fortes tensions"⁶⁴. Les islams du PMO sont moins foisonnants que les protestantismes européens des 16^e et 17^e siècles, mais aucun élan économique-politique comparable à celui de l'Europe

⁶² Voir le chapitre 4 de la 1^{ère} partie de *L'Inventaire du 21^e siècle*.

⁶³ *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme* (1905). Pour comparer la Hollande du 17^e siècle au PMO d'aujourd'hui, la lecture de *The Dutch Republic – Its Rise, Greatness and Fall – 1477-1806* de Jonathan I. Israel est particulièrement conseillée.

⁶⁴ Voir son intervention au colloque sur *Les sciences sociales en mutation* du Centre d'analyse et d'intervention sociologique (CADIS) Paris, mai 2007.

d'alors ne les incite à "jouer le jeu" de la modernité, malgré plusieurs tentives avortées des 19^e et 20^e siècles.

D'ores et déjà on peut pressentir certaines au moins des transformations des relations entre Etat et Société civile qui vont advenir dans les principaux segments du système mondial actuel. La plus évidente à court terme concerne l'Europe, désormais étendue à près de trente pays membres. Mais avec décalages et variantes, de semblables tendances pourraient également se manifester en Amérique du nord et au Japon, voire même en Amérique latine. D'une part les transferts internes de main d'œuvre industrielle et surtout les délocalisations de filiales de FMN qui s'envolent vers l'Asie – et demain vers l'Afrique subsaharienne ? – fragilisent, en toutes ses variantes, le modèle social-démocrate, si bien que la contagion de "l'Europe heureuse" qui s'était opérée vers l'Irlande et les pays méditerranéens peinera à gagner l'Europe centrale et balkanique. Le risque d'émiettement des Etats qui ravage l'ex-Yougoslavie et ses voisins pourrait s'étendre. La pulvérisation des classes industrielles qui sévit depuis plus d'une décennie pourrait aussi gagner plusieurs branches "tertiaires" du salariat, si bien que l'assise welfariste des sociétés en sera fragilisée. Lorsque ce mouvement atteindra son intensité maximale, d'ici deux ou trois décennies peut-être, l'Europe aura été transformée, soit par un réel durcissement des capacités politiques de l'Union européenne (éventuellement délestée de la Grande Bretagne et associée à la Russie), soit par une dilution de cette Union devenue anémique et exposée à un éparpillement régionaliste, si bien que les Etats les moins inconsistants tenteront d'imiter le modèle étasunien, si du moins la rude montée vers l'après-pétrole n'essouffle pas trop ce dernier. Le durcissement se fera sentir également aux Etats-Unis, notamment par une moindre admission (ou tolérance) vis-à-vis de l'immigration. Le Japon toujours réticent à cet égard, deviendra peut-être un exemple à suivre, y compris dans la projection vers les îles du sud – et autres zones peu défendues par leur Etat, de colonies d'un nouveau genre, pour les loisirs des adultes et les soins aux générations plus âgées. Toutefois l'éparpillement le plus problématique se produira dans l'espace mondialisé des FMN qui chevauche les zones les plus actives de la majorité des actuelles régions mondiales. Rien ne garantit que les filiales exilées feront souche dans leurs pays de destination, alors que beaucoup d'entre elles seront vraisemblablement conquises par des FMN locales qui les prendront éventuellement comme bases de départ vers les marchés du "vieux monde industriel", celui d'Europe et des Etats-Unis, voire du Japon. De la sorte, les cadres et techniciens expatriés par les FMN aujourd'hui prépondérantes ne resteront pas indéfiniment dans les pays du "vieux monde". Le vent du développement mondial pourrait balayer cette poussière de classes allogènes, d'une origine après l'autre. Je ne me risquerai pas à supputer ce que pourraient être, vers le milieu du 21^e siècle les effets politico-culturels de ces bourasques qui, après avoir frappé le "vieux monde" et, plus ou moins, l'Amérique latine pourraient commencer à secouer la jeune Asie, et peut-être aussi quelques fractions de l'Afrique. Mais je tiens pour vraisemblable que les grands flux migratoires du 21^e siècle ne ressembleront pas à ceux par lesquels l'Europe peupla les Amériques. En revanche, il serait possible qu'avant ces reflux; les tentatives "globales" de syndicalisation des filiales d'une même FMN prennent ici et là un certain essor, moins par l'action universaliste de l'*International Labour Organization (ILO)* que par une transposition des méthodes mises en œuvre par la III^e Internationale communiste avant sa glaciation stalinienne. Il faut se souvenir, en effet, que la diffusion des formes d'organisation, de propagande et d'action des jeunes partis communistes a souvent été ciblée sur les transports ferroviaires (à employés qualifiés) et maritimes (à équipages cosmopolites) qui ont pu se révéler bons conducteurs de novations. Pris dans leur ensemble, du point de vue des FMN qui les rassemblent, les cadres, ingénieurs, techniciens et autres agents à carrière internationale sont généralement considérés comme des "chiens de berger" appelés à guider et former les contingents massifs de la main-

d'œuvre locale, mais les révoltés, d'abord isolés, de ce milieu hétérogène peuvent retrouver les réflexes de leurs loups d'ancêtres. La "technostructure" analysée dans *le Nouvel Etat Industriel* de Galbraith caractérisait fort bien les régions "fordistes" du monde, mais rien ne garantit que cette analyse soit transposable dans les "multinationales" où les patriotismes latents sont pluriels et où la culture d'entreprise est à forger, pour tout ce qui déborde du strict fonctionnement technico-hiérarchique.

Au reste, les travailleurs sont aussi exportés en masses considérables, lorsqu'ils quittent la misère de leur contrée natale pour affluer vers quelques zones riches, avides de main-d'œuvre. Ceci concerne notamment les travailleurs assez bien scolarisés qui quittent leur Egypte ou leur Palestine vers les pays arabes pétroliers ou les masses moins bien formées que le Yemen, le Pakistan ou même les Philippines – et, pour un temps, les Coréens ont pu déverser vers les chantiers de toute la péninsule arabique. Ces exemples qui se prolongent ont été rendus bien visibles par les richesses pétrolières d'après 1975. Ils ont des répondants divers en Asie du sud, et pas seulement au départ des Philippines. Ainsi vit-on récemment une abondante main-d'œuvre chinoise, encadrée par des firmes nationales, s'activer en Algérie pour de vastes programmes de construction.. Ailleurs, en Asie, d'énormes bouleversements de classes s'accéléreront à mesure que l'industrialisation capitaliste y bourgeonnera de multiples façons, au lieu de rester cantonnée, comme aujourd'hui, dans les branches où la majeure partie de la main-d'œuvre est encore pauvre en techniciens avertis – ce qui ne durera, certes pas ! Néanmoins, il faudra de longues décennies (cinq ou six, peut être, si ce n'est plus) pour que les centaines de millions de travailleurs (des deux sexes et pas seulement les plus jeunes) quittent les campagnes indiennes, chinoises et autres, les plus "médiévales", pour qu'une bonne partie d'entre eux, trouve une stabilité nouvelle dans les zones en développement de leurs pays respectifs; et pour qu'ils puissent devenir le puissant ressort, non pas d'une imitation des modèles européens de libéralisation de la société civile, mais bien d'une transposition de celle-ci, par des voies parfois étranges, telles celles qui ont déjà été esquissées par le Japon, longtemps caporalisé, par la Corée transformatrice de sectes bouddhistes ou par Taïwan, inventeur d'un nationalisme puissamment rajeuni.

On doit donc s'attendre à ce que la progressive sédimentation sociale entraînée par les poussées de la révolution industrielle capitaliste, aujourd'hui renouée par la révolution informatique, poussées qui ont étalé d'Ottawa à Sao-Paulo et de Detroit à Cracovie des résultats assez analogues, pour ce qui est de la structure des classes sociales, ne se répète pas sans des variantes si diverses qu'il faudra les analyser à frais nouveaux. Là où l'Europe a pu ordonner toute ses populations en classes bien repérables, en ne produisant une poussière de déchets "hors classes" que dans les spasmes initiaux de l'industrialisation (les "vagabonds, le *Lumpenproletariat*, etc;) et en ne recommençant à produire une nouvelle poussière de "déclassés" (SDF, bandes juvéniles, etc.) que sous les atteintes actuelles de la "mondialisation", d'autres configurations vont probablement se multiplier en Asie. Ne serait-ce que par l'effet de l'énorme expansion démographique que l'on sait, les "poussières" à l'européenne ont des chances d'être ici des "masses" en transit plus ou moins durable, comme les Calcutta d'Inde, de Chine et d'ailleurs en laissent apercevoir. En outre, comme aucune relève des aspirateurs à immigrés que furent les Amériques ne semble devoir se dessiner à bonne échelle démographique, on doit s'attendre à ce que les migrations de la misère et de l'espérance prennent des proportions "massives", dont on commence de prendre la mesure autour de l'Europe. Enfin, des circonstances aggravantes d'ampleur encore inconnue vont plus ou moins surdéterminer ces transformations déjà "massives", qu'elles soient d'origine météorologique, qu'elles ravagent les ressources alimentaires et les disponibilités en eau ou qu'elles soient dûes à la multiplication des nouveaux matériaux agressifs et des nouveaux virus que les industries plus avides de profits que créatrices de vigilances ont commencé à produire de façon déjà significative.

Avant que les migrations des peuples autour des empires anciens aient été calmée, par la sédentarisation de l'Asie et de l'Amérique des steppes, ce qui n'est pas encore un processus bien achevé en Afrique subsaharienne, les empires bien assis, notamment le romain et le chinois, ont vécu dans la crainte des invasions barbares ou s'en sont protégés par des murailles, des "évangélisations" et des séductions de peuples vassalisés, ce qui n'a pas empêché d'occasionnels déferlements de Germains ou de Slaves, de Huns ou de Mongols. Il est douteux que les armées mécanisées et leurs armes de destruction massive puissent partout et durablement remplacer efficacement le *limes* ou la grande muraille de Chine. Si bien qu'aux luttes de classes internes aux Etats bien constitués qui vont se prolonger, avec une nouvelle écume de délinquance pulvérulente, et qu'aux luttes encore indécises qui se produiront sur les passerelles internationales jetées par les FMN dans leurs domaines respectifs pourraient s'adjoindre des conflits d'un nouveau genre du fait de peuples cherchant un exutoire à leur misère. En vue de telles possibilités, l'invention de véritables aides et assistances internationales, débarassées de leurs relents colonialiste et de leurs alibis humanitaires pourrait bien devenir l'une des nécessités du 21^e siècle.

Cette perspective se combinera peut-être, avec un mouvement international qui se renforce déjà, mais de façon encore élitique, celui de la compétition interuniversitaire. Des universités américaines et anglaises, suivies d'assez loin par d'autres universités européennes, mais aussi des écoles moins savantes mais plus pratiques, tournées vers le commerce, l'informatique, la banque, etc., commencent à rivaliser ouvertement pour attirer l'attention de grandes entreprises ou pour enrôler des élèves fortunés. Certains Etats les aident plus ou moins. Selon des méthodes et des styles déjà très variés, Internet est mis à contribution pour servir ces ambitions – ou pour les concurrencer. Toutefois la Chine ou l'Inde n'ont pas encore multiplié les offres de ce type, tandis que le Japon a déjà pris cette voie et que la Russie s'y engage derechef, si bien que la suprématie de la langue anglaise n'a pas encore été exposée aux "milliards d'hommes" que le 21^e siècle éduquera. Ici, plusieurs finalités se mêlent à doses qu'il est difficile de départager : efforts étatiques, entreprises commerciales, recherche de collaborateurs émérites ou simple écume informatique d'enseignements supérieurs qui cherchent des voies d'avenir. Toujours est-il que de premiers efforts s'affirment de divers côtés pour vaincre les barrières langagières, par un enseignement méthodique de langues autres que celles des puissances hier prédominantes. En particulier les langues asiatiques tentent de se faire connaître. La multiplication des machines à traduire - aussi insuffisantes soient elles encore – se mêle à ce mouvement international auquel la multiplication des émetteurs et des chaînes multimédias fournit un renfort plus ambigu encore. A ma connaissance, cette effervescence n'a pas encore débouché sur des résultats manifestes, hormis le renforcement des activités universitaires traditionnelles dans l'ordre international. Pourtant, des ambitions fragmentaires se laissent deviner : capter de nouveaux talents scientifiques et techniques, élargir l'audience et l'influence politico-culturelle des sociétés assez riches pour financer de tels efforts, conquérir une place accrue dans les institutions et services internationaux qui ont proliféré depuis les années 1950 et qui ont des chances de s'accroître considérablement à l'avenir.

De ces tendances complexes et pour partie contradictoires, les résultantes ne s'esquissent pas encore clairement. Je risquerai pourtant quelques hypothèses provisoires. L'une est que les états-majors des FMN trouveront aisément des collaborateurs qualifiés bien ouverts sur le monde en tous aspects. Mes doutes à cet égard concernent le degré d'ouverture des très hautes directions groupales à des étrangers au pays d'origine.⁶⁵ L'autre hypothèse est que les hautes administrations étatiques – et sans doute aussi bon nombre d'églises à rayonnement multinational – auront grande difficulté à s'ouvrir à des étrangers, toujours

⁶⁵ Hormis les firmes du type EADS (franco-allemande) qui, me semble-t-il, ne se multiplieront que si les Etats font retour dans la création d'entreprises contrairement aux préjugés neo-libéraux.

traîtres ou dissidents potentiels. C'est seulement dans certaines activités culturelles, telles que les universités et les médias de toute sorte que le vieil exemple hollywoodien pourra être suivi de plus en plus souvent, si les barrières corporatistes ne sont pas trop soutenues par des nationalismes étatiques. Quoi qu'il en soit, les turbulences internationales qui vont sans doute s'accroître dans tout le champ politico-culturel international rejailliront vers les FMN bien ancrées dans le champ économique-financier. Il n'est pas déraisonnable de penser que, de ce fait, ce que plusieurs des traditions marxophones ont sacralisé comme "détermination en dernière instance" par les rapports de production et d'échange ancrés dans une société donnée – qui extrapole quelques réflexions bien datées de Marx – perdra le peu de crédibilité qui lui reste, ce qui n'empêchera pas, évidemment, les zélotes de quelque nouvelle révolution, découvrant certaines pages des écrits marxophones les plus simplistes, d'entonner derechef cette antienne, avec les résultats infructueux que l'on peut en attendre.

Pour ma part, je considère que les rapports de production et d'échange qui trament l'économie d'une société deviennent d'une importance décisive à tous égards, dès que la famine, la pénurie, la rareté de matières premières "stratégiques" – comme l'est aujourd'hui encore le pétrole – et tous autres manques de portée universelle deviennent durables et profonds. Même noyés sous un épais tapis de relations sociales extra-économiques, ces rapports demeurent contraignants, car en toute société tous les hommes et toutes les institutions ne peuvent vivre et fonctionner sans les subsistances que l'économie leur procure. Si bien que pour détricoter l'énorme enchevêtrement des relations sociales de toutes sortes, afin de détailler les structures de leurs ensembles et sous-ensembles, l'analyse des rapports de production et d'échange est le meilleur des points de départ, à partir duquel on peut remonter, fil à fil, jusqu'aux sphères les plus éthérées de la société. A ma connaissance, aucun autre point de départ n'offre d'aussi riches possibilités; Mais, à partir de là, le pire des simplismes ne tarde pas à s'établir si l'on saute une maille quelconque dans le détricotage du tissu social. On peut certes établir des raccourcis légitimes et féconds entre des structures sociales bien différenciées, mais à condition que leur connectivité soit connue et que les pertes potentielles que le raccourci provoque soient précautionneusement évaluées. Ainsi par exemple, nul ne doute qu'une entreprise usinière soit un maillon significatif de l'économie capitaliste et que le syndicat qui est lié à une telle entreprise est un appareil politique et même culturel bien spécifiable. Mais, sans perdre de vue cette détermination majeure, on se doit aussi de comprendre ce qu'il advient des entreprises sans syndicat et des syndicats sans entreprises (tels ceux qui peuvent s'inscrire dans divers appareils étatiques ou idéologique). Et ainsi de suite, à l'infini, pour qui veut explorer et comprendre l'énorme objet social qu'est le système mondial des sociétés.

L'adéquation des pouvoirs aux luttes de classes

Revenant de cette incidente – qui vise à remettre à sa juste place théorique une "détermination en dernière instance" par trop schématisée et rigidifiée – vers le devenir prochain du monde actuel, je crois pouvoir saisir certaines des transformations essentielles qui sont engagées ou promises aux classes sociales, aux masses plus informées qui les accolent parfois et aux poussières groupales ou individuelles qui s'en détachent, en prêtant attention, simultanément, aux principales transformations décelables par l'instance économique, comme par les instances politique et idéologique (=culturelle) nécessairement applicables au même ensemble social, en l'occurrence l'européen qui sera, ici, ma cible principale. Mais en veillant à justifier tous les "raccourcis" évoqués et à prêter attention à tout ce qui, hors l'Europe, retentit fortement ici ou est lourdement affecté par ce qui est projeté depuis ici.

Un point de départ d'une grande portée pourrait être la "matière imposable", laquelle dépend directement de l'organisation des rapports de production en tant qu'ils donnent prise, Etat par Etat à des prélèvements. J'ai en vue non pas la notion courte de matière imposable qui s'applique seulement à ce que le fisc peut taxer pour le compte de l'Etat et des divers autres niveaux de la puissance publique (*Länder*, régions, etc. jusqu'aux plus petites collectivités locales) mais bien la notion large qui ajoute à la moisson précédente tous les autres "prélèvements obligatoires" perçus par des voies non fiscales, au profit de destinataires non ou peu étatiques, à des fins et selon des quotités régies par décision étatique (légale ou de niveau inférieur). En effet, ces "prélèvements obligatoires" fournissent la substance de toutes les redistributions opérées dans une société donnée où le modèle syndical et welfariste greffé sur la République bourgeoise – évoqué plus haut – fonctionne régulièrement. Tel est en somme un trait commun à toute l'Europe, nonobstant les différences de taux et de circuits d'un pays à l'autre. C'est cette matière imposable qui nourrit l'appareil d'Etat, civil et militaire, central et local, pour ses dépenses internes et externes : la paie des fonctionnaires de toutes sortes, l'équipement et le fonctionnement des administrations, les aides et subventions destinées à des entreprises publiques ou privées, les investissements financés par l'Etat en tous ses niveaux à toutes fins qu'il juge utiles et aussi l'ensemble des aides, allocations, et autres formes de "sécurité sociale" ou de "charité publique" qui sont dirigées par des voies très variées vers des bénéficiaires de classes diverses, salariés ou paysans⁶⁶, médecins aux clients "remboursés par la sécurité sociale", etc.⁶⁷. Lorsqu'on a en vue ce total, on comprend mieux que les transformations mondiales des toutes dernières décennies ont réduit cette matière imposable par délocalisations de firmes qui paient ailleurs des impôts, par expatriation de cadres et salariés que des FMN utilisent ailleurs, par escapades des dirigeants d'entreprises mondialisées dont les revenus circulent hors la vue du fisc national (et de ses équivalents), par déménagements des riches contribuables qui préfèrent se domicilier sous des climats fiscaux plus cléments que celui de leur "patrie" européenne, etc. Une part de ces flux peut quand même tomber sous la coupe d'un fisc européen,⁶⁸ ne serait-ce qu'à l'occasion d'un impôt de bourse ou d'une taxation d'héritiers, etc. Et à l'inverse, des flux provenant d'expatriés américains (ou chinois, etc.) vivant en Europe et plus ou moins fiscalisés sur place peuvent compenser, pour partie, les manques précédents. Mais il n'est pas douteux que, depuis une vingtaine d'années, une perte croissante de matière imposable – qui risque de se prolonger – est venue réduire le régime des moteurs welfaristes et républicains de l'Europe entière, à l'exception, peut être, d'une Irlande par ci par là, qui aurait été plus ou moins bénéficiaire nette de ces divers mouvements.

Autrement dit, la démocratie politique a été potentiellement affaiblie dans toute l'Europe, par amaigrissement des ressources prélevables dont elle se soutenait. Son affaiblissement ne s'est pas manifesté partout avec la même acuité. Les Etats les plus chanceux comme la Grande-Bretagne et la Norvège ont bénéficié d'une bonanza pétrolière.⁶⁹ La première a en outre donné l'exemple "blairiste" d'un rapide alignement "à l'américaine" sur

⁶⁶ Y compris bien évidemment les fonds qui transitent par l'Union Européenne, pour la part qui leur en revient de différentes façons.

⁶⁷ Ici pris comme prototypes des multiples circuits qui irriguent des professions commerciales, artisanales, libérales et autres.

⁶⁸ Pour simplifier, je n'évoque pas les distorsions résultant des différences fiscales (et autres) et de la concurrence fiscale qui en résulte dans l'Europe "unie".

⁶⁹ La Norvège a refusé d'adhérer à l'Union Européenne (en 1972 et 1994) pour ne pas "gaspiller" cette ressource. Elle a géré celle-ci avec prévoyance, en constituant une solide réserve financière. La Grande-Bretagne a finalement compensé les rudesses du thatchérisme par un tardif regain de welfare qu'elle aura peine à prolonger quant son après-pétrole commencera.

une politique d'immigration et de bas salaires, à demi modérée par la survie partielle du welfare. D'autres pays comme la Suède et les Pays-Bas ont privilégié une méthode transactionnelle, la stimulation du temps partiel plus ou moins volontaire. L'Allemagne a tardé à s'aligner sur l'exemple anglais, de par la vigueur des réactions syndicales, mais s'y est finalement résolue. Toutefois son avance technico-industrielle lui a permis de prolonger ses prouesses à l'exportation, donc d'atténuer ce reflux. Un petit pays comme la Finlande, qui avait développé avant 1990 une fonction d'écluse commerciale "souple" vers l'URSS (en contrepartie d'un respect formel pour la politique extérieure de celle-ci) a remplacé cette "finlandisation" par un extraordinaire élan industriel, à base étroite, certes (Nokia) mais en exploitant habilement l'essor de cette FMN d'origine locale. Et ainsi de suite.

La France est sans doute l'exemple le plus déplorable des deux dernières décennies. Elle a tenté une maladroite nationalisation des banques en 1981, mais n'a pas su s'en servir et^{2a}, de la sorte, piteusement donné naissance à quelques fleurons du capitalisme financier mondial, grands exportateurs de matière imposable. Elle a poursuivi sa politique militaire (africaine et onusienne) de "grande puissance", moins inféodée aux Etats-Unis que celle de sa semi-rivale britannique, sans retrouver la lucidité de l'époque gaulliste pour sortir totalement de l'OTAN. Enfin, elle a continué de nourrir son welfare de rallonges diverses, tout en souffrant d'un chômage croissant, aussi mal géré que ses finances publiques, pour ne pas déplaire à ses chers paysans et à plusieurs corporations du secteur public. Quelques heureuses entreprises, plus ou moins européanisées, dans les industries nucléaire, aéronautique et spatiale, ne lui ont pas apporté un renfort suffisant, si bien qu'au total, en allégeant l'impôt de ses riches contribuables, elle s'est endettée bien au delà des normes imposées par la Banque Centrale Européenne qu'elle avait aidé à promouvoir. Vu de 2007, ce pays est devenu l'homme malade d'une Europe qu'il avait trop révéree naguère et qu'il décrie par trop présentement. Sa maladie, dont on trouve aussi certains symptômes en d'autres pays européens, se manifeste par la relative décadence de maintes structures locales : anémie d'entreprises moyennes contaminant tout un "bassin d'emploi", voire une région entière; anémie aussi de communes et de départements ruraux à faible population où la survie onéreuse de médiocres "services publics" est la source de rares emplois; et surtout accumulation désordonnée de réformes pédagogiques et organisationnelles d'un système scolaire surcentralisé, produisant trop d'ignorants inaptes à l'emploi. Ce dernier facteur, joint aux effets intrinséquement bénéfiques d'une émancipation féminine qui a pris un premier élan aboutit à une multiplication des adolescents prolongés à charge de leur famille ou versés dans l'importante catégorie des SDF⁷⁰ à quoi s'ajoutent des divorces plus fréquents conduisant à l'éviction de maris détrônés de leur primauté "naturelle" et qui souvent gonflent la cohorte des SDF.

D'où une poussière de déchets "hors classes", parfois saupoudrée dans certaines banlieues où des bandes la coagulent autour de petits trafics. Cette lisière ne ressemble pas vraiment aux déclassés des spasmes initiaux de l'industrialisation (vagabonds, "chauffeurs", *Lumpenproletariat*, etc.). Elle est l'une des marques d'une "mondialisation" subie comme un choc "imprévu" par le vieux monde industriel et impérial et par son voisinage. Ceux des migrants qui affluent vers une telle Europe n'y trouvent pas, comme aux Etats-Unis, des communautés déjà établies qui parfois les accueillent et des populations bien assises, mais souvent sans compassion, car ils pénètrent (difficilement) dans un espace social que plusieurs décennies d'enrichissement et du welfare ont souvent attendries. D'où une frange de nouveaux conflits sociaux où la défense des immigrés se mêle à des poussées contre ces "voleurs d'emplois", le tout dans un climat parfois raciste ou surdéterminé par des souvenirs de guerres coloniales. L'internationalisme "prolétarien" que l'Internationale communiste tentait parfois de

⁷⁰ Sans Domicile Fixe, nouveau nom des chômeurs et des bas salaires, généralement attirés par les villes "où il se passe quelque chose".

promouvoir, en prolongeant à sa façon des formes de solidarité que les partis et syndicats influencés par la II^e Internationale⁷¹ avaient initiées dès la fin du 19^e siècle s'est pratiquement évaporé dans les tourments des années 1930 et surtout 1940, nonobstant quelques solidarités anti-nazies. Mais un nouvel internationalisme, de consistance parlementaire, s'esquisse autour du Parlement européen, sans avoir aucun écho dans les zones urbaines tourmentées, alors que les agitations "révolutionnaires" les plus radicales enregistrées avant comme après le Mai 1968 français ont apporté des soutiens occasionnels aux poussées internationalistes des Brigades rouges et de la *Rote Armée Fraktion*, comme à celle de diverses révoltes irrédentistes ou indépendantistes d'échelle régionale (Irlande, Pays basque, Corse, etc.). Il se pourrait que plusieurs de ces tendances prennent une forme plus durable si les élections au Parlement européen se pérennissent selon des normes uniformisées pour toute l'Union Européenne (U.E.), ce qui aurait chance d'affadir la connotation nationaliste des élus au bénéfice d'affiliations partisans transfrontières.

Cette éventualité est néanmoins d'échelle séculaire plus que décennale : un vrai Parlement votant la loi suprême de l'U.E. et décidant de son budget, en recettes comme en dépenses ne deviendra pas de sitôt le principal pouvoir européen, alors que, de sa pâle apparition à aujourd'hui, il n'a péniblement grimpé que les toutes premières marches du long escalier qui conduira jusqu'à ce rôle éminent depuis son apparition purement décorative dans le bas côté d'institutions européennes, bien tenues en laisse par la coopérative de gouvernements nationaux qu'est l'U.E. L'interrogation sur ce point rejoint une question tout à fait décisive pour la bonne évolution du système mondial, en son entier, au long du 21^e siècle. A savoir : le traitement des tensions et crises majeures qui déchirent ou menacent les divers quartiers du monde actuel, mais de façon très différente d'un quartier à l'autre, se dessinera et se réalisera d'autant mieux et plus vite, que, d'un quartier à l'autre, un réel pouvoir politique s'établira et s'affermira à l'échelle de tout le quartier (ou sous l'égide de sa principale puissance). L'idée qu'une telle évolution pourrait être générale, simultanée, cohérente et rapide est une pure utopie, mais l'idée qu'une telle perspective puisse servir d'horizon au "développement durable" des économies et au traitement pacifique des tensions politico-culturelles entre les divers quartiers du monde - et entre leurs puissances prédominantes ou principales - est la seule piste satisfaisante pour l'avenir d'un monde chargé de huit ou neuf "milliards d'hommes" ou plus.⁷²

Concrètement, cette perspective signifie pour l'Europe "malheureuse"⁷³ d'aujourd'hui non pas qu'il faille se replier frileusement sous un protectionnisme étatique à l'échelle nationale, car cette perspective ne déboucherait que sur un regain de difficultés, conduisant peut-être à une réactivation des nationalismes belliqueux de naguère. Elle incite plutôt à donner vigueur à l'U.E., en essayant d'avancer au mieux sur chacun des "fronts suivants"⁷⁴ : rénover les capacités créatives du pouvoir européen (réduire le champ de l'unanimité, centrer la Commission, élargir le rôle du Parlement, résorber progressivement la Politique Agricole Commune; finaliser correctement ses priorités (grands travaux, ressources ou fiscalité proprement communautaires, investissements en vue d'industries nouvelles sur pistes connues

⁷¹ Celle des socialistes ou sociaux-démocrates, dont l'existence spasmodique et fluette s'est surtout signalée, en France par la dénomination de la *Section Française de l'Internationale Ouvrière* (SFIO).

⁷² On trouvera en appendice une petite *Note pour les marxophones qui ignoreraient Marx ou l'histoire ou les deux* qui douteraient de "l'orthodoxie" de mes réflexions.

⁷³ Son malheur est dérisoire pour qui en juge d'Afrique ou même d'Asie. Mais les peuples n'évaluent leur présent qu'à l'échelle de leur passé et des espérances que ce passé leur a fait concevoir. Ainsi l'Europe "occidentale" est "malheureuse" du déraillement de l'Europe "heureuse" qui s'est accusé depuis 1975 et l'Europe "orientale" est "malheureuse" de n'avoir pas trouvé sans délai la joie de vivre qui était censée l'attendre de l'autre côté du mur de Berlin.

⁷⁴ L'étude sur *L'Europe ou les Europes* reprise sur le présent site permet d'explicitier ce que les indications suivantes auraient de trop allusif.

ou recherches nouvelles); faciliter l'harmonisation des normes nationales en matière fiscale, judiciaire et de droit du travail, avec priorité à l'élargissement de la matière imposable⁷⁵ et au resserrement des méthodes et critères du welfare. Dans l'ordre international, les fins à viser non pas au gré des opportunités, mais en essayant de créer celles-ci, devraient être de réduire les prises dont les Etats-Unis peuvent jouer pour orienter les décisions européennes; de renoncer aux coopérations militaires inutilement dispendieuses (guerres américaines "à l'irakienne", guerres africaines de type neo- (ou post-)colonial, lourdes dépenses d'assistance passant après les dégâts provoqués ou soutenus par les Etats-Unis (Afghanistan, Irak, Palestine et Liban, etc.). L'horizon, à ce titre, devrait être : faire en sorte que les Etats européens ne s'engagent dans des opérations et conséquences d'opérations que si leur Union a décidé, dès leur origine, d'y participer, dans quels buts (par quels moyens et sous quels contrôles). Une réforme radicale de l'OTAN ou, mieux, sa suppression pure et simple devrait clore cet horizon.

Mais la plus importante des orientations communes à faire mûrir dès que possible entre Etats européens dans l'enceinte de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) et via certains de ses abords directs ou lointains (FMI, CNUCED, etc.) devrait être de scander en petites étapes pluri-annuelles (de 5 à 7 ans ?) bien définies et dûment contrôlées, les normes de la libéralisation progressive des échanges internationaux, comme les limites bien sanctionnables des investissements vers les pays émergents et des "délocalisations" autorisables depuis le "vieux monde". Faute d'accord général, ces objectifs devraient être visés par des accords inter-régionaux, du genre Europe-Chine, Europe-Inde, Europe-ASEAN, etc. Les bénéfiques annexes à rechercher en marge de ces accords (ni protectionnistes, ni libre-échangistes), devraient être d'offrir à chaque région un espace et un laps de temps politiquement gérable pour calmer ses plaies éventuelles (tel le chômage européen d'aujourd'hui), préparer ses offensives et contre-offensives ultérieures en termes de modernisation et de recherche et adapter à sa convenance les transitions vers plus de démocratie et plus de welfare⁷⁶. Plus profondément, de tels accords – enrichis et précisés selon les leçons de l'expérience – aideraient aussi à créer un climat international propice au désamorçage ou au cantonnement d'autres conflits et tensions, : crises internationales, poussées belliqueuses, croisades et djihads menaçants. Ou encore, un cran plus bas, drames liés aux évolutions migratoires, météorologiques ou autres.

Evidemment, cet apprentissage empirique d'une coopération internationale libérée des automatismes aveugles du libre-échange (commercial, financier et même culturel)⁷⁷ et des raideurs vite arbitraires et souvent anti-démocratiques du protectionnisme économique, pourrait, en réussissant pas à pas, s'accompagner d'un apprentissage des différences culturelles et d'une invention d'écluses et d'initiations non-superficielles, pour écarter maints malentendus et favoriser, de génération en génération, non un lissage des esprits, des langues et des cultures, mais une reconnaissance des autres en ce qu'ils ont de plus riche. Le terreau belligène des identités trop affirmées et des altérités trop accusées s'en trouverait sérieusement réduit, mais au rythme convenable : celui des siècles.

⁷⁵ Cette matière n'a pas que les débouchés examinés ci-avant. Elle est aussi la principale source d'investissement productif sur financement étatique ou assisté par l'Etat.

⁷⁶ De même que la réduction des différentiels fiscaux (destinés à favoriser la compétitivité de tel pays), l'émondage des prestations welfaristes (ayant même finalité) devrait être encadré par un accord intra-européen.

⁷⁷ A l'usage, les bonnes façons et les bons usages internationaux en matière de "libre circulation des idées", d'ingérence "humanitaire" ou autre, de prédication et de propagande internationales, de respect des traditions et cultures les plus diverses et toutes autres manifestations internationales ou, de toute évidence, les rudesses économiques des échanges économiques et les simplismes des progrès démocratiques, ne peuvent résoudre, sans adjuvants spécifiques, les infinies variantes et nuances liées aux diversités culturelles (= idéologiques) de peuples non accoutumés à la fréquentation quasi quotidienne de peuples étrangers à leur histoire propre et à ses tracés culturels.

Il va de soi que les réflexions précédentes souffrent d'un européo-centrisme excessif. Donc, d'autres visées conduisant à d'autres priorités, d'ailleurs diverses d'un quartier du monde à l'autre, devraient se manifester. Mais la méthodologie internationale qui vient d'être suggérée peut s'adapter à des rythmes différenciés et à des exigences diversifiées.⁷⁸ Partout où une capacité décisionnelle d'échelle étatique, supra-étatique ou de forme coopérative entre Etats peut mûrir, même lentement, l'adéquation entre la masse des problèmes perceptibles dans un quartier du système mondial et la gamme des solutions mérite d'être recherchée par priorité et a des chances d'aboutir à des progrès durablement prolongeables. Le risque de désordres majeurs peut être raisonnablement minoré et les drames et rugosités de la vie sociale qui produisent localement et temporairement une poussière d'humains en voie de désocialisation peuvent être raisonnablement soignées. Une sorte de paix intérieure peut s'harmoniser plus ou moins avec une paix internationale d'honnête qualité. Une telle expérience a été vécue dans des mondes plus courts et moins denses que notre système mondial actuel, par exemple dans une Chine aux occasionnels siècles de sa splendeur ou dans une Europe devenue industrielle et impériale durant les décennies pacifiques de ses âges d'or ou de ses belles époques, c'est-à-dire entre ses guerres virtuellement suicidaires. La leçon à tirer de ces expériences historiques est qu'il faut beaucoup travailler pour tenter de contenir les peuples voisins, avec une contrainte à dosage aussi modéré que possible et de conduire les paquets de peuples voisins de chaque quartier du monde actuel à une semblable coexistence avec des voisins plus lointains et moins familiers, ce qui devrait être un objectif central du plus possible d'Etats au 21^e siècle.⁷⁹

Mais il n'est pas douteux qu'une telle évolution progressive et point trop cahotique ne sera pas d'atteinte facile. Etudiant par ailleurs les risques de guerres mondiales majeures qui pourraient advenir en ce même siècle j'ai notamment mis l'accent sur deux foyers fort inquiétants. Le plus dangereux d'entre eux est composé des Etats-Unis et de leurs alliés inconditionnels, car cette puissance éminente et émérite devra perdre sa suprématie en ce siècle : j' y reviendrai derechef.⁸⁰ Le plus poignant est celui d'un peuple juif plus ancien et beaucoup moins nombreux que l'américain, qu'une histoire riche de drames parfois épouvantables a transvasé pour partie dans un Etat logé dans le quartier le plus volcanique du monde présent, si bien qu'il m'a fallu poser la question : *Comment mettre un terme à la politique suicidaire d'Israël ?* Je l'évoque ici, parce qu'il est le prototype d'un effort auquel un monde en voie d'auto-pacification devra se résoudre : l'ingérence contraignante visant à prévenir une catastrophe d'échelle mondiale.⁸¹

Car notre monde à neuf "milliards d'hommes" ou plus ne saura pas de sitôt s'autogérer avec des contraintes aussi adoucies que possible. Le "dépérissement de l'Etat" évoqué par Marx commence à prendre une signification pratique pour ceux des Etats associés dans l'Union Européenne où la société civile* est puissamment développée et où la domination politique a commencé de se diluer entre beaucoup de collectivités régionales et locales. Mais il ne suffit pas qu'un pouvoir coopératif prenne forme à l'échelle de l'Union, tant que les Etats indépendants, fondateurs devenus coopérateurs de l'Union, gardent beaucoup d'attributs de leur souveraineté et répugnent à se convertir en une sorte de collectivité régionale de premier rang pour exercer les quelques attributions à garder quelque temps encore. On le voit par cet

⁷⁸ Acceptables par tels autres quartiers.

⁷⁹ Un "véritable révolutionnaire" de filiation léniniste ou autre pourra dénoncer ce raisonnement. Les révolutions plus ou moins inspirées par les préceptes de cette école ne me paraissent pas avoir été validées par "des lendemains qui chantent".

⁸⁰ Ce cas a déjà été évoqué dans *Les grandes guerres du 21^e siècle*, texte reproduit sur le présent site. Voir aussi *L'atterrissage en douceur des Etats-Unis* à venir prochainement;

⁸¹ Ce texte est disponible sur le présent site.

exemple, l'Etat peut commencer à dépérir s'il se dilue dans un ensemble plus vaste, doté de pouvoirs restreints, principalement tournés vers le reste du monde, et si, au sein de cette Union nouvelle, le pouvoir se redistribue, à bonne échelle, pour tout ce que la société civile tarderait à conquérir, ce qui durera sans doute longtemps, non sans rechutes populistes, souverainistes ou "plus méchantes" encore.

Annexe

Note pour qui ignorerait Marx ou l'histoire, ou les deux

Marx avait trente ans quand éclata la révolution de 1848. Il mourut à Londres en 1883, douze ans après la Commune de Paris, révolution qu'il déconseilla, mais soutint. Après l'échec de celle-ci, il confia à Sorge⁸² qui s'exilait aux Etats-Unis, le secrétariat de l'Association Internationale des Travailleurs qu'il avait aidé à fonder. Durant un siècle imprégné par la Révolution française de 1789 (et ses suites), Marx vécut en Europe occidentale dans les pays les plus marqués par la révolution industrielle. Après l'Université de Berlin, ses études se prolongèrent longuement au *British Museum* londonien.

De deux ans son cadet, Engels dirigea une usine textile, filiale créée en Angleterre par l'entreprise familiale allemande. A l'échelle des années 1850 et 1860, c'était une grande entreprise dont la succursale anglaise employa jusqu'à deux cents salariés. Engels voyagea plus que Marx, y compris aux Etats-Unis. Il mourut en 1895, après avoir été, avec Marx, le conseiller des groupes qui allaient former le Parti Social-démocrate allemand. Il fut ainsi le témoin attentif des progrès électoraux de ce parti, dans l'empire allemand unifié depuis 1871

La culture philosophique de Marx est puissante et radicale. Son matérialisme historique m'a aidé à comprendre le rôle qu'il assigne aux rapports de production et d'échange. Fort intéressé par sa dialectique, mais non-connaissseur de Hegel et hostile à l'égard du *diamat* d'époque stalinienne, je n'ai pas de religion arrêtée à son propos.

La culture historique de Marx est datée : il meurt à l'époque du *Methodenstreit*, avant l'entrée en scène de Sombart et Weber. Plus vaste, sa culture économique s'arrête néanmoins avant que Walras ait commencé, à Lausanne en 1879, les recherches que Pareto prolongera, lesquelles aboutiront à la théorie de l'équilibre économique général - pierre d'angle des écoles neo-classiques – avant de conduire, avec Leontieff et Kusnetz, aux tableaux d'échanges inter-industriels, pilier des comptabilités économiques nationales. Les écrits, supposés fondateurs de la sociologie (Weber, Durkheim, etc.) ont presque tous été publiés après sa mort.

La intérêts propres d'Engels sont axés différemment. Il s'intéresse aux sciences de la nature, ignorées par Marx. Il pratique autant ou plus que lui les écrits politiques et autres qu'inspire l'actualité. Il consacre une grande partie des douze années de sa survie à la mise au

⁸² Pour l'anecdote : le petit-fils de Sorge, journaliste allemand en poste au Japon, fut l'un des agents communistes qui firent connaître à Moscou l'imminence de l'offensive allemande contre l'URSS.

point des manuscrits, hérités de Marx, qui deviendront les tomes II et III du *Capital* et *Les théories sur la plus-value*, volume parfois présenté comme tome IV. Kautsky (1854-1938) poursuivra ce travail. Beaucoup de textes de Marx ne seront publiés qu'après 1920, voire plus tard, qu'ils soient – pour l'essentiel - assignés au "jeune Marx" ou assemblés sous le nom de *Grundrisse*.

Pour qui lit Marx et Engels sans lunettes staliniennes, ni même léninistes, il est permis de penser que leur conception de la lutte des classes comme "moteur de l'histoire" peut s'enrichir de tous les développements sociaux qui affectent la formation et la répartition du revenu, qui modifient l'appareillage étatique et les formes et méthodes de la domination politique, qui étoffent la société civile d'agencements nouveaux, qui entremêlent l'Etat et la société civile en configurations multiples dans certaines desquelles les classes tant "inférieures" que "supérieures", acquièrent de nouvelles capacités et se déploient selon de nouveaux axes de lutte. Pour analyser tout cela, le renfort de Gramsci (1891-1937) est particulièrement précieux, car il a été un acteur ou un témoin averti du fascisme, du stalinisme et du nazisme naissant, ce qui l'a conduit à consacrer tous ses soins à l'instance idéologique.

L'idée romantique révolutionnaire qui représente les luttes de classes comme un film sautant indéfiniment des barricades à la Delacroix ou des révoltes à la Guevara vers des camps à la Pinochet, si ce n'est à la Hitler ou à la Staline, me paraît relever des conceptions du monde façon Dineyland. Les tableaux de ces mêmes luttes qui les perdent de vue lorsqu'aucune "manifestation" ni aucune grève ne se profile à l'horizon me paraissent d'une ignorance plus blâmable encore, car elles empêchent de comprendre les formes latentes, déviées ou déguisées des conflits qui mettent la société "sous tension", comme on dit d'une société où l'électrification est partout répandue. Les conceptions qui nient l'existence des classes sociales et la permanence multiforme de leurs luttes me paraissent déraisonnables, car elle empêchent de comprendre pourquoi et comment les luttes de classes s'anémient parfois ou sont scandées de pauses, rarement durables et jamais profondes.

J'invite le lecteur qui voudrait se libérer de son éventuelle inculture à se servir des écrits de Marx comme d'excellents outils, mais datés, c'est-à-dire à toujours interpréter en tenant compte du réel de référence qui leur est implicite.

Calmer les idéologies nationales

("*Bon siècle, bonne santé et peu d'enfants !*")

Dans mon quartier européen, on se salue, au début de janvier, par un "*Bonne année, bonne santé !*" qui ne convient plus au monde actuel. Il y a cent ans, mes grand-parents vivaient dans une petite ville. L'année était à l'échelle de leurs espoirs et de leurs craintes. Aujourd'hui, pour apaiser les craintes de mes concitoyens et nourrir les espoirs de mes contemporains des diverses générations, il faut sacrément allonger la visée, tant leur monde s'est mis à tanguer. Pensez donc ! le 20^è siècle a vu l'Europe se suicider à coups de guerres mondiales, tandis que son Afrique s'enfonçait dans la misère et que l'Amérique se gonflait d'une orgueilleuse prééminence. D'ailleurs, je dis l'Amérique, mais je pense à "la vraie", celle du Nord, car en dessous de celle-ci, ce n'est certes pas l'Afrique malgré les millions d'esclaves importés jadis, mais c'est assurément le paradis des inégalités. En Asie, par contre, la misère a commencé de se diluer. Le 20^è siècle a été celui d'une dramatique renaissance de la Chine, d'une plus calme et plus lente envolée de l'Inde, mouvement auquel n'échappent ces temps-ci que le Proche et Moyen-Orient surpeuplé de croyants antagonistes et de pétroliers exportateurs de rentes, tandis que, plus au nord, le grand morceau sibérien de l'ex-URSS se cherche, tout comme le versant européen de cet agglomérat d'espérances, d'exploits et d'échecs. En somme, le 20^è siècle aura été un tourbillon d'empires : les colonies européennes toutes "perdues", la novation révolutionnaire de l'empire russe finalement engluée, l'empire turc en lambeaux, "l'empire des Indes", fleuron de l'Angleterre victorienne, point trop fragmenté et où mûrit un Etat à l'échelle du nouveau siècle et l'empire chinois qui n'a finalement cédé aucune des terres jadis conquises. Planant là-dessus, à grand renfort de satellites, de missiles et d'avions, l'empire américain ne se veut pas territorial, mais cherche, de façon chaotique, à semer partout des graines de liberté et de démocratie "génétiquement modifiées" par ses soins. Donc, un monde qui bouge et qui bougera, non d'année en année, mais par bonds plus ou moins décennaux.. Pour plus de détail, voir *l'Inventaire du 21^è siècle* sur le présent site, car ici, c'est *l'Invention* de ce même siècle qui est à l'ordre du jour.

D'ailleurs quand pourrait-on "mondialiser" le "*bonne année, bonne santé*" d'usage local ? Non sans quelques retards anglais, auxquels la Chine, l'Inde⁸³ ou d'autres ajouteront du leur, quand leur poids mondial se sera affirmé, le système métrique et rationnel promulgué par l'Assemblée Législative française de 1790 a conquis une audience universelle, grâce aux commodités – plus industrielles et scientifiques que financières – qu'il a fournies, au prix de multiples extensions calibrées ou bricolées de temps à autre. Le temps des pendules, partout promu par la marine au long cours des Hollandais et des Anglais a dû recevoir le renfort de transports aériens surmultipliés pour gagner une audience si universelle que les fabricants de logiciels pour ordinateurs ont pu gonfler leur chiffre d'affaires en faisant craindre un "bug de

⁸³ L'Inde, par exemple, préfère utiliser couramment le *lakh* (qui vaut 10.000) et le *crore* (qui compte pour dix millions).

l'an 2000"⁸⁴ qu'ils déclaraient catastrophique pour les utilisateurs de "vieux" ordinateurs. Mais comment faire pénétrer dans la vie quotidienne de centaines de peuples qui utilisent depuis des millénaires des calendriers distincts, réglés sur la course du soleil, sur les mouvements moins réguliers de la lune ou sur d'autres repères encore ? Marier le *Têt* chinois ou vietnamien, le *Rosh Hashana* hébraïque, l'*Awal muharram* des temps mesurés depuis l'Hégire, le Nouvel An (laborieusement) réglé par la Papauté chrétienne et toutes les autres descriptions calendaires du temps qui passe, alors que, d'un pays à l'autre, les fêtes légales ou religieuses se marient différemment avec les fêtes coutumières qui ont survécu ? et qu'en tous ces pays aucune bulle papale ne peut imposer une mesure commune ? La souveraineté langagière de Babel a beau être diversement grignotée, on est en droit de douter que le 21^e siècle soit celui du calendrier effectivement unifié. J'en reste, donc, à mon "*Bon siècle ! bonne santé !*" auquel je crois universellement utile d'ajouter un "*et peu d'enfants*" car ce siècle sera celui du tournant démographique, c'est-à-dire du remplacement de la vieille sagesse du "*croissez et multipliez*" par l'inéluctable sagesse du "*ne peuplez pas vos sociétés plus que la planète ne le permet et adaptez vos sociétés à cette limite commune*".⁸⁵

Le mythe de Babel évoque le brouhaha des langages qui s'enrichit sans cesse par l'afflux de sons et de signes que des médias foisonnants ne cessent de déverser. Il nous fait entrer, par une voie bruyante et éblouissante, dans un domaine des plus secrets : le discours social commun⁸⁶, lequel est, en somme, le trésor des mots, des gestes, des usages, des coutumes et de toutes les autres pratiques communément répandues dans les groupes et chez les individus qui composent une société. Ce discours social commun se laisse entrevoir par l'une ou l'autre de ses milles facettes. Il est l'art de vivre dans cette société, l'ensemble de son vocabulaire usuel, le répertoire des bonnes (ou mauvaises) manières qui s'y pratiquent, le stock des savoirs communs, le recueil des légendes partout répandues en son sein. Et ainsi de suite à l'infini : dans l'ordre du langage, des gestuelles, des traditions et de mille autres approches, il est l'encyclopédie de tout ce à quoi les Français se reconnaissent, leur discours social commun, lequel "discours" est, par nature, agi autant que parlé. J'ai dit : "les Français", mais il va de soi qu'en toute autre société, un autre discours social, riche et complexe, est le tuf culturel commun d'un autre peuple, pour qui les Français sont des étrangers. Bien évidemment, aucune muraille de Chine ne sépare les cultures communes de peuples que l'histoire a rendus voisins ou a entremêlés de quelque autre façon, mais les différences se multiplient et deviennent de ce fait plus sensible, quand l'autre peuple n'est plus le voisin ou le cousin, mais devient le lointain, si lointain qu'il semble tout-à-fait étrange. Pour redire ceci en termes convenant aux débuts du 21^e siècle vus d'Europe occidentale, le fait que plusieurs Etats européens aient conquis de vastes empires coloniaux, du 18^e au 20^e siècles, puis soient devenus à l'heure des décolonisations le réceptacle de courants d'immigration, a évidemment élargi le cercle des voisinages donnant aux peuples européens quelque expérience et beaucoup d'illusions sur ces autres peuples qui furent colonisés, ledit acquis ayant ensuite été transformé par les nouveaux contacts avec des éléments immigrés, issus de peuples colonisés. A l'échelle mondiale et en première approximation, ces brèves notations se laissent généraliser ainsi : beaucoup de peuples ont débordé du voisinage vers des formes variées de coexistence, souvent marginale, avec d'autres peuples jadis très lointains. Sur cette lancée, se pose un problème multiforme et très difficile que le 21^e siècle devra traiter partout : celui de la

⁸⁴ Dû aux calendriers automatiques incorporés dans les ordinateurs qui n'auraient pas été aptes à sauter de 1999 à 2000...

⁸⁵ Les conditions du mariage forcé de l'économie et de l'écologie seront examinées dans un autre chapitre.

⁸⁶ Pour qui voudrait comprendre ce qu'est, en chaque société, ce discours social si commun qu'il est invisible par ceux qui y sont plongés leur vie durant, je recommande l'étude attentive de *La Société – tome 6 – Les structures idéologiques.*, texte disponible sur le présent site.

coexistence de nationaux et d'immigrés sur le territoire d'un même Etat (ou d'une union d'Etats), coexistence qui est toujours une dynamique, une dialectique de transformations réciproques, lesquelles peuvent être d'une diversité parfois dramatique, souvent conflictuelle, mais aussi finalement intégrative dans les meilleurs cas, diversité que l'on retrouvera dans un autre chapitre. Ici, en effet, j'entends mettre l'accent sur un autre aspect de la coexistence de discours sociaux communs totalement ou partiellement contrastés.

Toujours, les Etats s'emploient à valoriser leur population vis-à-vis de celles des autres Etats. Ils concourent ainsi à l'entretien d'une "identité nationale" qu'ils valorisent comme patrie et qu'ils exaltent à grand renfort de gloires passées, de légendes héroïques, d'intérêts vitaux pour toute la nation. En négligeant les nuances auxquelles les diverses sciences sociales attachent grand prix, ces Etats font de leur population une communauté idéalement homogène qu'ils appellent nation, si bien que leur assemblée mondiale devient, évidemment, celle des Nations Unies. Très généralement, l'exaltation des "identités nationales" est l'aliment le plus commun des patriotismes antagonistes, des altérités ensauvagées jusqu'à convertir l'autre en "ennemi héréditaire". Même dans les régions du monde actuel où les guerres sont raréfiées et où les peuples voisins se connaissent de mieux en mieux, les racines nationalistes les plus dangereuses se réactivent aisément. Ainsi, l'Europe qui s'est délivrée des guerres depuis 1945 a redécouvert, avec surprise, à l'occasion des guerres balkaniques d'après 1990, que les haines nationalistes pouvaient être facilement ravivées quand les Etats concernés se disloquaient ou reprenaient leurs disputes territoriales. Des peuples aux cultures fortement apparentées, notamment sous l'empire austro-hongrois, puis dans la Yougoslavie⁸⁷ ont ainsi été mêlés, en configurations diverses, aux affrontements d'ethnies albanaises, macédoniennes et autres dont la maturation, au cours des siècles précédents avait été plus fruste, au sein d'un empire turc en déclin. De façon souvent plus grave qu'en Europe, le monde actuel est un conservatoire d'identités nationales (ou infra-nationales, notamment ethniques ou tribales) que les Etats bien établis et leurs compétiteurs potentiels⁸⁸ peuvent raviver. La raréfaction des guerres ne peut résulter que de pressions internationales dûment combinées pour inhiber les tentations guerrières des Etats bien assis et les velléités belligères d'aspirants à de nouveaux Etats.⁸⁹

Dans ce climat, activement ou potentiellement menaçant, quelques lignes d'action politique propres à calmer les idéologies nationales sont hautement recommandables.⁹⁰ Elles concernent, en premier lieu les liturgies étatiques et les usages banals qui les prolongent. Les fêtes commémoratives de "grandes victoires", les monuments et bâtiments publics baptisés du nom de ces "hauts faits", les rues et places célébrant de "grands hommes" que d'autres pays considèrent comme des boue-feux de sinistre mémoire, les défilés militaires, etc. peuvent-ils servir à autre chose qu'à "entretenir le flamme" de conflits éventuellement ravivables ? Ou ne faut-il pas considérer les quelques gestes symboliques comme le pèlerinage conjoint des chefs d'Etat allemand et français à l'ossuaire de Douaumont – cruel souvenir des étripages qui firent plusieurs centaines de milliers de morts autour de Verdun durant la "première guerre mondiale" – comme la promesse d'un nettoyage méthodique des idéologies nationales, de version allemande ou française ? Promesse que confirme la très laborieuse rédaction d'un

⁸⁷ Par exemple ceux qui parlent le "serbo-croate", pratiquent des religions souvent proches et portent des espoirs économiques nourris par de semblables migrations vers des emplois étrangers plus rémunérateurs, en Allemagne notamment.

⁸⁸ Partis sécessionnistes et autres forces tentant d'autonomiser un nouvel Etat.

⁸⁹ Deux textes publiés ici ont examiné les deux cas principaux du monde actuel : *Comment éviter le suicide d'Israël ?* et *Les grandes guerres du 21^e siècle*.

⁹⁰ Recommandables à qui ? est une question que l'on abordera dans un autre chapitre, consacré aux appareils politiques et autres forces sociales organisées.

manuel d'histoire commun à ces deux pays pour les classes terminales de leurs lycées respectifs ? Promesses dont il faut souhaiter – ou mieux : imposer – la propagation mondiale, au prix d'efforts sans cesse renouvelés pour dévaloriser les exploits jugés, hier, "patriotiques" et pour pacifier les vétérans qui entretiennent le culte des guerres auxquelles ils ont survécu ? Ne faut-il pas espérer qu'entre "anciens ennemis" aujourd'hui liés par des liens vivants qui débordent du commerce des seules marchandises, on puisse agir utilement, ne serait-ce qu'en débaptisant les noms de rue par trop agressifs, en remplaçant les stèles "aux morts pour la patrie" par des monuments prometteurs d'avenirs plus heureux – et ainsi de suite à l'infini. Qu'on puisse en somme arracher d'empoisonnantes mauvaises herbes qui persistent dans le si cher jardin des idéologies nationales ? Une autre occasion de ce faire pourrait être offerte, en tout pays, par les anniversaires à contre-célébrer. Si j'étais américain et néanmoins conscient de l'erreur historique commise par la bande-à-Bush déclenchant, en 2003, l'invasion de l'Irak⁹¹, j'essaierai d'entraîner mes concitoyens à fêter, peut être de dix en dix ans, l'anniversaire de cette ânerie stratégique, en consacrant cette fête à la prévention des regains de cet errement majeur.⁹² Mais, comme je suis français, c'est-à-dire citoyen d'un pays jamais avare de cocoricos, je commencerai par balayer devant ma porte, par exemple en réfléchissant à ce que pourrait être, en 2030, pour le bicentenaire de l'invasion de l'Algérie, le grand traité de coopération algéro-français dont les dirigeants parisiens rêvent depuis 1962, mais qu'ils oublient trop souvent de préparer. Non par des repentances dérivées de la croyance catholique en une absolution qui se mérite par une confession sincère, mais bien par des travaux pratiques pour traiter de bonne façon toutes les catégories d'Algériens vivant en France, pour cautériser toutes les plaies infligées à la jeunesse française du temps des "événements d'Algérie", pour éliminer les rancoeurs héritées de cette époque. Et surtout pour faire vivre d'année en année une coopération pratique avec l'Algérie elle-même, en répondant aux besoins qu'elle exprime et en offrant aux originaires d'Algérie, en France même, tous les atouts d'une citoyenneté dûment acquise ou d'un statut temporaire bien agencé, par exemple celui d'étudiant, sans négliger l'enseignement de l'arabe dans les lycées français et le recrutement d'une large partie des professeurs d'arabe parmi les citoyens algériens. L'exemple de 1830 pourrait aisément être étendu à bien des épisodes historiques de plus vaste portée, par leur portée durable et souvent mondiale. Je pense notamment aux centaines des grandes révolutions du 20^e siècle, celle du Mexique (1910), comme celle de Chine (1912) et de Russie (1917) et à tous leurs rebonds. Mais j'étendrai volontiers ce choix de carrefours historiques mondiaux au massacre de Nankin (1931), à la *Kristallnacht* (1938), au massacre de Katyn (1940) et aux autres méfaits guerriers dont maints États (européens ou non) se sont rendus coupables après 1945. Certes, dresser la liste de ces tristes hauts faits ne sera pas facile et leur consacrer un large écho critique, dûment médiatisé, ne se réalisera pas aisément. Mais un seul exemple suffira pour souligner ce que je vise : quand le Japon et la Chine pourront – en 2031, par exemple – débattre loyalement, publiquement et calmement, de la prise de Nankin, les rancoeurs récurrentes de bien des pays d'Asie devant la difficulté japonaise d'auto-critiquer ces méfaits s'évanouiront enfin, permettant du même coup aux opinions publiques d'envisager sereinement l'idée de coopérations plus intimes entre des pays qui pourraient jouer un rôle majeur dans l'inhibition des grandes guerres du 21^e siècle.⁹³ Pour généraliser clairement ma proposition, je soulignerai ceci : ce pourrait être une grande invention du 21^e siècle que de multiplier les manifestations coopératives internationales visant à filtrer les idéologies nationales, pour en éliminer autant que possible les légendes et les oublis néfastes, plutôt que de les laisser fermenter longtemps encore; ce serait une invention de plus vaste portée que la

⁹¹ Voir notamment *Civiliser les Etats-Unis* que j'ai affiché sur le présent site cette année-là.

⁹² Dont j'ai décrit l'immense portée dans *Les grandes guerres du 21^e siècle*, toujours sur le présent site.

⁹³ Voir l'essai déjà cité à la note 5 ci-avant.

Croix Rouge du 19^e siècle ou la SDN et l'ONU du 20^e siècle, ou plus exactement un moyen de rénover et d'affiner ces dernières inventions.

Comme il n'est pas de petits moyens au service des grandes causes, l'Union Européenne pourrait fort bien entreprendre une cure de nettoyage idéologique originale, qui serait d'autant plus exemplaire pour le reste du monde, qu'elle durerait longtemps et susciterait d'immenses débats entre ses 27 Etats membres de 2007⁹⁴ Il s'agirait, en somme, d'inviter tous les échelons des pouvoirs d'Etat, de la commune à l'Etat lui-même, à concourir pour le plus rapide nettoyage de leur site propre, dans une gamme d'objectifs périodiquement élargie, visant tous à l'assainissement des idéologies nationales. Cet immense exercice de toponymie critique devrait sans doute être limité, en premier lieu, à une période historique définie et point trop proche, pour n'avoir pas à couper dans le vif. Le 19^e siècle serait un bon terrain d'entraînement, car il offrirait, déjà, l'occasion de beaux débats, pour solder la révolution française et les guerres napoléoniennes, avant d'aborder les révolutions ouvrières ou nationalistes, les péripéties de l'unité italienne ou allemande, etc. Jugerait-on légitime de consacrer une grande gare au souvenir de Waterloo ou à celui d'Austerlitz, d'afficher toutes les gloires militaires de Napoléon sur un Arc de Triomphe, de garder mémoire de tant de rois, d'évêques ou de ministres à l'angle de tant de boulevards, bref de chanter, ici, comme une victoire ou un héros, ce que l'on tient là pour une défaite ou un malandrin ? Et ainsi de suite à l'infini. Nul doute que les cercles rivaux de toponymie se multiplieraient comme des clubs de football ou de cyclisme, mais leurs débats les plus animés aboutiraient, j'en jurerais, à des sortes de traités internationaux – ou à des arbitrages rendus par une Académie Pan-européenne constituée afin d'épurer les nomenclatures des villes. Car, à tout prendre, n'est-ce pas dans cet esprit que le Conseil de l'Europe a finalement orienté ses délibérations, comme évaluateur du respect des droits de l'homme en tel ou tel pays ? Peu à peu de nouvelles périodes historiques viendraient aussi en examen, tandis que les protestations des victimes du colonialisme européen ne manqueraient pas d'inciter à la critique des fieffés colonisateurs : Jules Ferry, père de l'Ecole laïque ou colonisateur de l'Indochine ? etc.

En s'élargissant, de tels débats politico-idéologiques ne tarderaient pas à mettre en discussion quelques "valeurs universelles" d'une universalité douteuse. Tel serait notamment le cas des Droits de l'Homme, dont la Déclaration adoptée à l'unanimité par l'ONU de 1948 ne peut pas lier les quelques 150 Etats qui sont entrés dans ce temple de la (future) sagesse politique bien après 1948. Un citoyen d'un pays européen peut considérer que cette Déclaration et les divers additifs que le Conseil de l'Europe a produits depuis lors forment un ensemble raisonnable, même s'il faut encore, de-ci, de-là, gourmander un Etat polonais ou balkanique pour qu'il finisse de mettre sa législation – et sa jurisprudence – en harmonie avec les principes ainsi sacralisés. Aux marges des lois et des mœurs, on verbalise encore dans tel pays – ou dans telle commune estivale – contre le nudisme ou les seins nus – mais ces écarts se règlent plus aisément que les conflits entre époux relevant de législations différentes, conflits qui deviennent presque inextinguibles lorsque deux civilisations bien différenciées sont concernées, les exemples classiques étant ceux de couples euroéo-africains (y compris leurs variantes maghrébines). De proche en proche, on découvre que des émeutes éclatent au Nigéria, à l'occasion de l'élection de Miss Monde 2002 et que les plages tunisiennes ou égyptiennes fréquentées par de nombreux touristes européens fonctionnent sous protection de polices vigilantes ayant à gérer des mœurs plus libres que celles du pays environnant, même si elles sont moins tolérantes qu'il ne devient d'usage au nord de la Méditerranée. Le glissement des "droits de l'homme" à l'évolution des mœurs opéré par les exemples précédents ne doit pas tromper : il mesure par un grand écart d'allure non-politique, la véritable question posée

⁹⁴ Leurs voisins balkaniques immédiats gagneraient en crédibilité européenne, en participant eux aussi à ces exercices.

par l'universalité attribuée aux "droits de l'homme". L'écart eut été tout aussi grand si les exemples considérés avaient concerné le sort des femmes exposées aux périls de la polygamie, aux méfaits de l'excision, voire à la vente esclavagiste aux maisons de prostitution dont la Thaïlande ne détient pas l'exclusivité. Si l'on veut s'éloigner vraiment des mœurs pour entrer dans le champ manifestement politique, il n'est que de voir combien la peine de mort est difficile à abroger, jusqu'aux Etats-Unis, et combien la pratique judiciaire peut laisser à désirer en ce riche pays qui est pourtant l'un des plus légalistes de notre monde. Pour qui veut prendre au sérieux l'objectif d'une propagation raisonnable des "droits de l'homme – et de la femme", il importe de faire reconnaître l'ordre probable de leur progression : l'émancipation de la faim, de la surmortalité, du travail s'imposant quasiment à tous; puis la propagation du contrôle des naissances, la scolarisation des filles, la réduction des travaux ruraux; après quoi peut s'ouvrir l'espace d'une humanité se libérant, par ses cheminements à elle, des contraintes sociales, enkystées en traditions, qui ne font que redoubler les contraintes nées de la plus brutale nécessité. C'est à ce stade que les pays déjà libérés du plus massif de ces contraintes peuvent essayer avec prudence et philanthropie de mêler à leurs commerces et à leurs autres relations internationales de précautionneuses aides à la propagation de droits objectivement applicables dans ceux des pays moins développés qu'ils ciblent. Ils y arriveront mieux s'ils offrent des médecins plutôt que d'imposer des missionnaires, s'ils domestiquent les appétits de leurs hommes d'affaires plutôt que de recourir à ces canonnières modernes que sont les "prêts sous conditions" dont la Banque mondiale et ses émules ne se sont pas encore départis. Et ainsi de suite.

Les Etats et leurs appareils propres ne sont pas les seuls laboureurs des idéologies nationales. De façon ouverte ou indirecte toutes les autres organisations sociales concourent à la conservation et aux transformations de celles-ci qu'il s'agisse des églises, des partis, des syndicats et de tous autres groupements ou associations quels qu'en soient la dénomination et le but.⁹⁵ Les partis politiques sont souvent des plus actifs à cet égard, surtout quand leur déploiement est autorisé ou toléré et quand la société considérée traverse une phase d'exaltation nationaliste – dont la coloration et la portée peuvent être des plus variables. Mais ici, je vais surtout insister sur l'exemple des religions car il se manifeste en toutes époques et en tout type de société ayant débordé du stade tribal. Cette omniprésence tient au fait que dans tous ces sociétés, comme l'a montré Max Weber, une religion portée par une église particulière s'est dégagée de diverses formules primitives, à mesure que l'Etat s'y est affermi et a duré. Longtemps, la diversité religieuse ne s'est maintenue que dans les vastes empires de longue durée, avant de s'établir, d'autre manière, dans les sociétés modernisées par la filière Réforme - Lumières – Capitalisme – Bureaucratie gouvernementale. D'immenses bibliothèques détaillent les multiples cheminements parcourus jusqu'aux sociétés d'aujourd'hui et il n'est évidemment pas question que je m'y arrête, sauf à souligner un point essentiel. En tout pays, une religion (parfois flanquée de rivales) a été durant des siècles, voire des millénaires, le référentiel principal de l'idéologie en vigueur. Aujourd'hui encore, elle est la toile de fond du discours social commun*, même si ses manifestations les plus élaborées se rencontrent en dégradés variables jusqu'aux noyaux de ses fidèles et de ses desservants. En somme, une religion ou un certain éventail de religions est le marqueur propre de chaque société.

L'appareil ecclésiastique, diversement agencé, qui entretient cette (ou ces) religion(s) n'est pas toujours la principale source d'influence religieuse. En effet, les catéchismes et les sermons – ou les équivalents de ces productions catholiques en toutes autres religions – sont moins efficaces que les prises directes exercées par un clergé fonctionnant comme appareil

⁹⁵ J'ai détaillé ce point dans *La société – tome 3 – Les Appareils.*, ainsi qu'au tome 6 – *Les structures idéologiques.*

d'Etat et gérant l'état-civil, le droit des familles, les cérémonies qui magnifient les rites de passage, de la naissance au décès, attributions banales auxquelles des interventions plus élitiques adjoignent la direction des âmes, le conseil aux puissants et diverses fonctions que l'on dit, aujourd'hui, gouvernementales ou régaliennes. A la limite, le clergé peut être, comme dans l'Iran actuel, le pourvoyeur constitutionnel des plus hautes fonctions de l'Etat. Dans les sociétés où aucun clergé n'est hissé à d'aussi hautes fonctions, ses officiants – aux statuts et aux titres variés – s'accrochent autant qu'il se peut aux missions d'enseignement et à d'autres tâches qui sont, ailleurs, traitées par des services publics. Cette dernière variante prend une grande ampleur dans les pays où – comme au Liban – les multiples communautés ethno-religieuses sont encadrées par leurs prêtres respectifs qui exercent tant de missions de service public, que l'appareil de l'Etat central en est comme mité : ni l'armée, bordée de milices communautaires, ni la justice à partager avec le droit religieux des affaires familiales ne lui appartiennent pleinement. A l'échelle mondiale, la liste des variantes est longue. Rares sont les sociétés où les églises sont évincées de tout service public. Plus rares encore, celles où la prohibition de toute activité religieuse est entrée en vigueur. Le Mexique et l'Espagne se sont engagées dans cette voie pendant une ou deux décennies au cours de crises où l'église catholique locale était le principal bastion réactionnaire; la Russie soviétique a tenté, après 1917, une éradication plus complète encore, mais elle en a rabattu dès 1941, pour les besoins de sa "grande guerre patriotique" contre l'assaillant allemand. Les deux sociétés les plus durablement engagées, par approximations successives, dans un cantonnement des appareils ecclésiastiques hors les fonctions étatiques sont, d'une part, la France dont la séparation entre Eglise et Etat a si bien fonctionné qu'après quelques décennies d'accoutumance, l'Eglise catholique en est devenue un ferme soutien (comme le furent, dès 1905, les cultes protestant et hébraïque) et, d'autre part, l'Inde, héritière après 1947 de peuples si variés que leur coexistence pacifique n'a pu être maintenue qu'au prix d'une "sécularisation" de l'Etat fédéral, interdisant à ses Etats fédérés de se doter d'une religion d'Etat, mais leur laissant le soin de régler à leur guise les conditions d'exercice, en leur sein, de la liberté religieuse.

Outre ces diverses adaptations, le 20^è siècle a enregistré deux évolutions assez générales pour qu'on puisse en tirer leçon. D'une part, le reflux de "l'espérance communiste" a révélé la facilité avec laquelle les religions chrétiennes et islamiques ont repris vigueur dans toutes les républiques de l'ex-URSS, comme en Europe orientale. D'autre part, les régions où cette "espérance" s'était plus ou moins mêlée avec les aspirations nationalistes libérées par les diverses étapes de la décolonisation ont été recouvertes par de puissantes résurgences des religions musulmanes et bouddhistes. Du Maroc à l'Egypte et de la Turquie à l'ensemble du Proche-Orient et à l'Asie centrale, les poussées islamistes n'ont été contenues qu'au prix de pressions policières ou militaires redoublées. Du Pakistan à l'Indonésie, zone où vit plus de la moitié des populations islamisées, le rebond religieux a été moins puissant, car l'élan d'économies devenant plus expansives a mieux complété l'usage de la force contre les dérives terroristes de certains courants musulmans. Autrement dit, la religion a fonctionné comme un gaz idéologique qui remplit tout l'espace redevenu disponible, ce qui laisse à deviner la force latente qu'elle possède dans les pays où d'autres forces politico-idéologiques et d'autres élans économiques en distraient une grande part de la population.

Plus profondément, deux traits majeurs du monde actuel continuent d'être mis en lumière dans le Proche et Moyen-Orient où la reviviscence religieuse est la plus vive et où elle débouche plus souvent qu'ailleurs sur une agitation terroriste dont les particularités concrètes sont trop souvent masquées par référence à un "islamisme" passe-partout. Le premier de ces traits, brutalement souligné par Ataturk ou Nasser et plus finement analysé par Mahathir (Malaisie) et par Lee Yuan Kew (Singapour) revient à noter que les prescriptions coraniques, couvées dans une Arabie médiévale et véhiculées dans leur sens le plus littéral par des prêcheurs souvent formés de bric et de broc, n'ont pas connu les réinterprétations par

lesquelles d'autres religions se sont intrinsèquement adaptées au monde moderne, si bien que le prêt à intérêt ou l'émancipation des femmes – pour prendre deux exemples extrêmes – y demeurent impies. Evidemment, les persistances claniques et tribales enrobées par un communautarisme bien clos se mêlent dans cette vaste zone aux limites intrinsèques de la propriété foncière pour inhiber la plupart des novations industrielles, cependant que les souplesses du capital marchand et des professions libérales permettent de masquer ce retard économique majeur sous un vernis de modernité,⁹⁶ si bien que l'arriération religieuse et le retard économique se soutiennent réciproquement. Ces traits sont bien visibles dans un Liban qui aurait pu prendre un essor comparable à celui du sud-est asiatique, n'était l'institutionnalisation de ses dix-sept communautés ethno-religieuses distinctes, dans un Etat lui même enserré dans le Pacte national résultant des interventions européennes des 19^e et 20^e siècles.⁹⁷ D'autant que ce même Liban, détaché d'une Syrie qui ne s'y est jamais résignée est bordé par l'ancienne Palestine mandataire où Israël ne se résoud pas à appliquer les résolutions de l'ONU qui ont décidé de la partager entre deux Etats dotés "de frontières sûres et reconnues", si bien qu'Israël est la cible de toutes les haines régionales. A son tour, Israël s'est transformé, de fait, en un faisceau de communautés où les enclaves juives sont plus souvent sépharades qu'ashkénazes,⁹⁸ auxquelles s'est ensuite mêlé un fort contingent russo-ukrainien plus ou moins hébraïsé. On est ici dans la région du monde actuel où le risque de guerres à prolongements mondiaux ne cesse de s'envenimer, où les idéologies nationales sont fortement belliqueuses et où les multiples religions de cette région dérivent souvent vers un désir de djihad ou de croisade, diversement justifié et ciblé.

Cette crise multiforme et rebondissante pousse jusqu'à la caricature ce que peut être le retentissement des religions dans les idéologies collectives exacerbées des sociétés profondément perturbés. Au reste, il faut clarifier le vocabulaire. Les alinéas précédents ont utilisés comme de quasi synonymes les termes : religion, clergé, église, culte, etc. Mais ce que j'avais en vue, ce n'étaient pas les dires religieux, compilations souvent anciennes de récits et de prescriptions, ni les rites et liturgies par lesquels les divers cultes se singularisent, ni même les troupes de fidèles (inégalement pratiquants) que ce formalisme concerne. L'objet social auquel j'invite à prêter attention, ce sont les églises, en tant qu'appareils idéologiques,⁹⁹ y compris les formes embryonnaires ou groupusculaires qu'il peut prendre quand les églises bien établies sont bordées ou envahies par la prolifération de sectes et de noyaux divers.¹⁰⁰ L'action sociale qui me paraît, ici, centrale est le travail des appareils religieux pour imposer leurs vérités¹⁰¹ à toute la société ambiante, pour y soumettre toutes les autorités étatiques, pour les faire appliquer par toute la population, bref pour les incruster dans le discours social commun. De telles prétentions sont nécessairement affadées quand la pluralité religieuse est bien établie. Elles sont éventuellement réprimées par les Etats qui ont la force de contenir

⁹⁶ Voir l'essai consacré au *Proche et Moyen-Orient*, repris sur le présent site.

⁹⁷ Ce Pacte partage le pouvoir central entre trois agrégats de ces communautés où perdue une vaste collection de religions héritée de tout ce que la région a pu produire en la matière.

⁹⁸ Ces dernières ont été formées dans un espace polono-russe, alors que les premières ont pris forme, au fil des siècles, dans tout le Proche et Moyen-orientet sur le littoral sud de la Méditerranée.

⁹⁹ Voir *La Société* – tome 3 – *Les Appareils*

¹⁰⁰ Les analyses de Max Weber sur le prophète, la communauté émotionnelle que celui-ci agrège et les transformations qui convertissent éventuellement cet embryon en une église bien établie éclairent fort bien le fait que toute religion superbement étalée est le produit d'une secte qui a réussi, fût-ce en s'agglutinant à certaines de ses rivales; le fait aussi que les poussées sectaires continuent d'accompagner l'histoire de chaque église en se cristallisant éventuellement en églises "hérétiques", en confessions dissidentes, en "ordres religieux" à vocations diversifiées, etc.

¹⁰¹ C'est-à-dire les "vérités révélées" par le prophète, au nom du ou des dieux dont il s'est fait l'interprète.

leurs églises, dès lors que de nouvelles dérives sectaires se dessinent à des fins belliqueuses contre un "ennemi étranger" (rôle souvent dévolu à Israël par le Proche et Moyen-Orient); contre une ou plusieurs églises intruses, comme on peut en juger dans divers Etats ex-soviétiques où l'islam ou l'orthodoxie de rite russe essaie de reconstruire son ancienne primauté; contre un gouvernement "athée" ou "infidèle", comme il s'en est trouvé beaucoup, du Maroc au Pakistan ou à l'Indonésie, au dire des sectes plus ou moins terroristes dérivées des appareils musulmans locaux; et ainsi de suite. Même dans les sociétés moins exposées à des conflits majeurs, les appareils ecclésiastiques doivent éveiller des prudences, voire des vigilances, lorsqu'ils tentent de garder ou de reconquérir des rôles que d'autres forces sociales leur contestent, par exemple en matière scolaire, judiciaire ou autre. Les prescriptions religieuses de toute sorte insérées de longue date dans l'idéologie commune à toute une société sont respectables si elles prétendent seulement s'appliquer à ceux qui les acceptent; elles deviennent dangereuses, voire nocives, si elles prétendent s'imposer à d'autres que les fidèles de la religion considérée ou si elles comportent des conséquences pratiques débordant sur la vie propre des "infidèles", que ce soit en matière de mœurs ou de mode, etc.

Les Eglises et les Etats – qui n'ont pas fini de se disputer "le contrôle des âmes" ou "des esprits" – sont loin d'être les seuls laboratoires obstinés du discours social commun. On a déjà entrevu les rôles plus spécialisés que remplissent, à ce titre, la plupart des appareils politiques, à commencer par les partis, syndicats et autres associations. Il en va de même pour les grands appareils idéologiques que sont l'hôpital et l'école, étant bien entendu que chacun de ces mots vise une branche de l'activité sociale dont l'ampleur s'accroît immensément dans les sociétés qui s'enrichissent. A cheval sur le politique et l'idéologique, l'appareil judiciaire pourrait, lui aussi, faire l'objet d'investigations très poussées, car il tend à s'enfler dans les sociétés qui s'enrichissent, moins pour défendre leurs richesses (et leurs riches) que pour démêler les effets inattendus et parfois dolosifs de la complexité croissante des relations sociales qui accompagne cet enrichissement. Et ainsi de suite, tant il est probable que les sociétés du 21^e siècle s'étoffent d'activités multiples et d'appareils nouveaux qui, tous, marqueront de leur empreinte particulière les idéologies nationales. Sans entreprendre, ici, les multiples investigations qui seraient nécessaires ne serait-ce que pour prendre une vue d'ensemble de la forêt de questions dont les sociétés du 21^e siècle auront à connaître à ces divers titres, il est, me semble-t-il, deux propositions de portée générale qui mériteraient d'être prises en considération pour favoriser une évolution heureuse des idéologies nationales aux prises avec des agencements sociaux de plus en plus complexes.

L'une serait d'éveiller tous les citoyens à cette complexité, en instaurant pour les jeunes adultes des deux sexes un service civique encadré par divers corps spécialisés. Ce serait à la fois un excellent moyen d'exposer chaque génération aux risques et périls de la vie sociale et, plus spécialement de l'initier aux inéluctables misères de l'existence – c'est-à-dire aux situations où il faut agir dans la merde, la saïe et toutes autres ordures. Cette démarche tendrait à incorporer dans chaque idéologie nationale un sens précis des *devoirs* du citoyen alors que le développement social continuera de multiplier les *droits* en vigueur. Les formes, la durée, la périodicité d'un tel service civique seraient évidemment à régler, Etat par Etat ou à quelque échelon inférieur des Etats les plus vastes. Mais il serait de la plus haute importance que - hormis les grabataires dûment vérifiés – personne ne puisse échapper à ce devoir civique pour quelque raison que ce soit : le fraude et les autres faux-fuyants devraient donc être sanctionnés de façon symboliquement très lourde, par exemple, par un retrait de la nationalité (et du droit au passeport) d'une durée non négligeable, assorti d'une publicité indélébile, façon Internet.

L'autre proposition tendrait à établir une sorte de passerelle entre tous les citoyens qui ne connaissent pas ou peu les rouages infinis des appareils publics ou privés auxquels ils ont

affaire et qui ne comprennent pas ou mal les langages juridiques, techniques et autres dont ces appareils font usage. Ladite passerelle pourrait prendre la forme de bureaux d'accueil, de médiateurs, de centres d'information¹⁰² donnant accès aux "saints des saints" bureaucratiques, aidant à remplir les dossiers requis, veillant à ce qu'ils reçoivent réponse dans un délai précis le tout doublé de moyens de contrôle permettant de déceler les ruses et les ignorances des agents desdits appareils. Des bataillons spécialisés du service civique pourraient aider à remplir ces tâches. Bref, une superbe invention du 21^e siècle serait de rendre l'utilisation des services publics ou des lieux privés d'assistance et de vente au public, aussi aisé que l'achat d'un pain au boulanger du coin.

La plupart des conflits potentiels et des autres drames politiques que notre monde va déployer se joueront autour du rattrapage, par les miséreux d'hier, des niveaux de vie qui sont, aujourd'hui, ceux des Américains et des Européens. Pour une part que nous tardons à évaluer leur misère a été l'une des causes de notre relative (et inégale) aisance, mais aucune fatalité n'impose d'inverser cette balance inégalitaire. Rien n'oblige à raboter le niveau de vie des Américains – sauf aux extrêmes du gaspillage – pour en finir avec les famines, les épidémies incontrôlables, les Bangla Desh chaque année inondables, et autres drames renforçant l'effectif des damnés de la terre. Tout se jouera, tout se joue déjà, dans les capacités de lutte de chaque peuple, dans les tâtonnantes habiletés de la gestion politique, dans les audacieuses explorations idéologiques, bien au delà de ce dont les sciences aujourd'hui bien calibrées peuvent connaître et dans les initiatives économiques où la réflexion précédera l'appétit de profit, c'est-à-dire où le pilotage politique responsable et les vigilances idoines¹⁰³ borderont, autant que de besoin les ruées aveugles de "l'esprit d'entreprise".

Soupçonner ces réflexions de naïveté ou d'irénisme, c'est ne rien savoir des énormes et inlassables luttes sociales qui sous-tendent l'histoire de toutes les sociétés. Au fil des siècles, les faiseurs de royaumes et d'empires ont inventé des arts de guerroyer et de gouverner dont quelques sous-produits honorent l'humanité, comme ces villes coloniales d'Amérique latine et ces châteaux européens, pour ne rien dire des splendeurs asiatiques que je n'ai pu apprécier directement. Soit, au total, des millénaires et des millions de miséreux pour quelques milliers de kilomètres carrés d'excellence architecturale et artistique. Les révoltes de ces temps-là ont déposé quelques sédiments ambigus, des sociétés "secrètes" teintées de banditisme, des sectes, des guildes, des confréries aux vertus souvent incertaines, etc. Et des espérances fréquemment répétées ou rénovées dont les religions ont fait leur pain bénit. Venu le temps de la navigation lointaine et des colonies, puis de l'industrie, cette dernière a mêlé ses produits sans cesse multipliés aux savoir faire des arts antérieurs et aux savoir-vivre des puissants de toujours. Les trésors offerts, ici et là, à la vue de tous, les commodités acquises par une fraction élargie des populations industrielles et les services publics étalés par les Etats riches ont gagné les vastes étendues où le rail et le steamer, suivis par le télégraphe et l'automobile ont pu s'étaler, tandis qu'équipés et portés par leurs soins, les ravages guerriers et les appétits impériaux se sont étendus à la planète entière. Les révoltes de ce nouveau temps ont produit une riche moisson d'espoirs et d'illusions. On a rêvé de sociétés au service de tous, on a esquissé des socialismes, on a seulement réussi à imposer, à doses variées, des coopératives, des mutuelles, des syndicats, des partis populaires qui, d'essai en échec et de relance en semi-succès ont permis l'établissement et l'affermissement d'un droit du travail, d'un *welfare state* et d'une gamme confuse d'initiatives plus ou moins "sociales".

¹⁰² Dépourvus de standards automatiques, donc offrant à tout appelant un répondant humain.

¹⁰³ Que ces vigilances soient d'ordre écologique, syndical ou autre, étant bien entendu que les luttes sociales du 21^e siècle donneront à cet "autre" la forme de nouveaux appareils spécialisés dont il est hautement souhaitable qu'ils sachent se coordonner entre eux. Voir *Le Contrat socialiste* (1969) qui est repris sur le présent site.

C'est à partir de ces acquis – négatifs et positifs – qu'il faut envisager le 21^e siècle, en ne se laissant pas obnubiler par la routinisation des syndicats, par l'affadissement des partis, par l'écho profond de l'échec soviétique, car les tremplins qui ont déjà fonctionné serviront de nouveau, par et pour d'autres, dans de nouvelles conjonctures, cependant que des novations inouïes se feront sentir. En Asie, après la poussée japonaise des années 1950 et 1960, c'est aujourd'hui en Corée du sud que le syndicalisme manifeste ses vertus novatrices, jusqu'à bouleverser un régime politique, qui naquit comme dictature militaire sous tutelle américaine. Quand l'Inde, l'Indonésie ou la Chine connaîtront à leur tour d'inévitables luttes sociales de grande intensité, je ne sais quels échos s'y feront entendre de la "grande révolution culturelle prolétarienne" et des autres drames des dernières décennies, mais je suis persuadé qu'on n'aura plus à craindre les matraquages policiers inhibant la vente de la bonne presse et les distributions de tracts aux portes des usines, car Internet et ses blogs auront rénové cette approche. Je parierai même que les chaînes de blogs, les jeux de sites-écran et les ruses des publicités clandestines inspireront de nouvelles formes de révolte politique ou de réformisme obstiné, de nouveaux types de partis, en même temps que de nouveaux objectifs économiques politiques et idéologiques (= culturels). Si bien que la principale invention du 21^e siècle pourrait bien être non pas les novations dont les prémices viennent d'être évoquées, mais bien la chaîne inouïe des conséquences que déploieront, de proche en proche, les novations évoquées, en se nouant avec bien d'autres créations aujourd'hui insoupçonnables.

Aider de nouvelles nations à mûrir pour les peuples aujourd'hui encore livrés à de médiocres organisations tribales ou claniques, encore prisonnières de religions archaïques. Aider les nations fraîchement formées ou établies de longue date à se déprendre de l'égoïsme collectif, enrobé d'idéologie nationale, dont leurs pouvoirs tirent parti au service d'intérêts particuliers, à s'associer à leurs voisins (et ex-rivales) non pas en alliances agressives, ni en ligues peureuses, mais bien en pouvoirs de niveau supérieur s'adaptant aux tâches d'un système mondial en devenir. Aider la plupart des grandes régions du système mondial à coordonner leurs moyens et leurs besoins, en coalisant leurs unions d'Etats et leurs très vastes puissances dans un réseau d'agences coopératives. Tisser patiemment entre les régions mondiales ainsi responsabilisées tous les agencements multilatéraux qui seront nécessaires pour juguler les poussées belliqueuses et pour équilibrer dynamiquement les transformations et les novations régionales; Et, par dessus tout, veiller à ce que les maturations culturelles (= idéologiques) qui se dessineront à chaque niveau aident à valoriser les acquis culturels des niveaux inférieurs, tout en favorisant l'incessant tri des scories d'âges antérieurs qui continueraient d'être charriées par les consensus régionaux, les idéologies nationales, les séquelles tribales et autres. Chacune de ces propositions est dérangeante, choquante même et le restera sans doute longtemps encore car l'ordre et le désordre établis dans l'esprit des humains d'aujourd'hui sont le fruit de quelques dizaines de millénaires de luttes à l'aveuglette dans une nature sauvage, menées par une humanité éparpillée, de quelques dizaines de siècles qui ont produit plus de savoir-faire que d'aménités communes et, dans une partie minoritaire de notre monde actuel, de réflexions et de tentatives un peu plus riches d'espérances. Mais il faut être sourd et aveugle pour ne pas percevoir les promesses novatrices qui fermentent en plusieurs régions de notre monde. D'où cette règle minimale de sagesse : méfions nous de tous les automatismes venus de notre passé, soumettons à réexamen toutes nos certitudes, hâtons nous de réfléchir avant d'agir collectivement, donnons priorité aux prudentes explorations collectives. Faisons en sorte que "mourir pour la patrie" ne soit plus "le plus beau des sorts".

Toute politique a besoin de véritables sciences sociales...

...lesquelles se jugent à leurs applications

Les sciences de la société font encore triste mine aux côtés des sciences de la nature. Ces dernières se sont épanouies depuis que l'industrie a joint ses curiosités à celles du commerce et aux demandes des armées. Moins dotées d'équipements lourds, d'autres sciences qui concentrent leur attention sur le fonctionnement propre des hommes ont néanmoins amorcé un premier essor, depuis que l'éducation et la santé de tous sont devenus des objectifs largement poursuivis. Mais les sciences sociales peinent encore à se dégager des "humanités" qui ont longtemps constitué leur matrice commune. Dans un ouvrage de 1996, j'ai posé un diagnostic qui demeure pertinent à leur propos.¹⁰⁴ Les inhibitions des sciences sociales résultent de leur pêle-mêle universitaire et de la rareté des résultats qui s'imposent des unes aux autres. Fondamentalement, leurs déviations résultent de leurs vains efforts pour rapporter aux hommes – considérés individuellement, dans la plénitude de leurs facultés – des activités et des institutions sociales qui relèvent toujours d'un réseau de relations entre hommes, objectivant de longues chaînes d'interdépendance. Autrement dit, l'homme leur cache la société.

Néanmoins, dans un système mondial omniprésent, la complexité croissante des activités économiques, politiques ou culturelles de sociétés de plus en plus développées incite les gouvernements et leurs administrations, ainsi que beaucoup d'entreprises et d'associations de toute sorte à se tourner vers les sciences sociales, établies dans les universités et dans de multiples autres agences publiques ou privées, pour éclairer leurs démarches. Seules certaines des religions les plus répandues échappent totalement à cette tendance, quitte à tordre une nouvelle fois leurs "vérités révélées" pour qu'elles ne semblent pas trop étrangères au monde tel qu'il devient. Ainsi, la maturation de sciences sociales de plus en plus scientifiques est un besoin pressant. Elle pourrait devenir l'une des principales inventions du 21^è siècle.

Les piliers d'un savoir encore maigre

Pour juger des voies et moyens d'une telle progression, il faut revenir sur le cas des sciences sociales les plus sollicitées, afin d'identifier leurs entraves particulières et de cibler les efforts à privilégier, car le mouvement propre des disciplines universitaires (et connexes) qui s'intéressent de quelque façon à la marche des sociétés est loin d'être toujours orienté par le souci de rendre ces recherches utiles et de les soumettre aux appréciations critiques des institutions sociales qui en sont destinataires. L'histoire, l'économie et la sociologie vont être discutées sous cet angle.

L'histoire est un énorme faisceau d'investigations diversement organisées et orientées qui ne pourra jamais unifier dans une science pleinement constituée tous les travaux qui se réclament d'elle. Ses ancêtres sont des épopées, des récits glorieux, des vies de rois ou de

¹⁰⁴ Voir *L'avenir du socialisme*, ed. Stock, 1996, notamment les chap 5 et 6 (pp.70 à 97). Ce texte est disponible sur le présent site.

dynasties, tous éléments d'ancrage incertain, hors la mémoire des hommes qui en véhiculent un lointain écho. Elle prend un peu plus de consistance, lorsque des ruines, des monuments ou des documents, établis à des fins diverses, lui servent d'assise; mieux encore, lorsque des écrits archivés par des palais, des abbayes ou des églises lui offrent une matière moins discontinue, à laquelle les registres fiscaux et les mercuriales des marchés ajoutent d'éventuelles séries. Bientôt, les scribes et les chroniqueurs qui exploitent ces données sont rejoints par des mémorialistes qui élargissent parfois leurs curiosités et par des écrivains qui philosophent sur cette matière. Le temps des historiens approche et les disputes sur ce que doit être l'histoire peuvent commencer. Lorsqu'elles prennent de l'ampleur, une histoire au second degré prend naissance sous forme d'une historiographie critique, grâce à laquelle une histoire scientifique devient concevable. Qui voudrait pénétrer dans le fouillis des conceptions et des méthodes dont les historiens professionnels d'aujourd'hui sont les héritiers trouvera chez Jacques Le Goff un bon guide, attentif à toutes les nuances.¹⁰⁵ Hormis les Etats soumis à une rude orthodoxie religieuse ou politique, aucune autorité ne peut régenter le vrai domaine de l'histoire, car celle-ci n'a aucune limite objective qui soit irréfragable. Par contre, la discussion devient possible s'il faut repérer les travaux historiques utiles, choisir les plus urgents d'entre eux et discerner les obstacles qui bouchent l'horizon des historiens. En effet, l'utilité peut s'apprécier à l'usage qu'en font les autorités de tous ordres, celles du pouvoir d'Etat et des appareils administratifs, comme celles des institutions de toute sorte qui peuplent la société civile.¹⁰⁶ En outre, cette utilité peut être hiérarchisée selon les bénéfiques qu'en tirent lesdites autorités dans l'exercice de leurs responsabilités, étant bien entendu que ces bénéfiques sont toujours sujets à contestation, selon les intérêts propres des diverses forces sociales qui pèsent sur elles. Autrement dit, les œuvres historiques sont un enjeu des luttes sociales, un enjeu qui se précise lorsqu'on prête attention aux problèmes que les autorités politiques de tous ordres *ne voient pas ou ne veulent pas voir*, au grand dam de telles ou telles catégories sociales. Cette situation advient quand les historiens professionnels négligent la demande sociale, quand les autorités étatiques, universitaires et autres qui régissent et financent leurs recherches ignorent ou dédaignent cette demande et quand les institutions qui sont ou devraient être médiatrices de cette demande¹⁰⁷, manquent à leur mission. Je répète ces assertions en les éclairant d'autre manière : les historiens professionnels qui détournent leur attention de questions dont l'étude éclairerait les décisions politiques des divers niveaux n'exercent pas pleinement leurs responsabilités au regard de la demande sociale.

Encore faut-il que ces historiens puissent disposer des données nécessaires à leurs travaux. La discussion de ce point ne se réduit pas, comme on le pense trop souvent, à une bonne distribution des crédits et subventions pour les besoins de l'archéologie et de la muséographie, pour l'entretien et la disposition des archives, pour la collecte des fonds documentaires privés, pour l'équipement matériel des centres de recherche, des chaires universitaires, etc, pour le recrutement à bonne date de professionnels bien formés, pour les missions d'études, pour les colloques savants¹⁰⁸, etc. En s'intéressant plus loin, aux données démographiques, économiques et autres, on aura l'occasion de constater que divers agencements administratifs peuvent gêner – ou favoriser – la recherche historique, comme bien d'autres sciences sociales. Le fait que ces observations soient illustrées par des exemples français ne doit pas tromper : il en va souvent de même en d'autres pays.

¹⁰⁵ Voir son *Histoire et Mémoire*, ed. Gallimard, Paris, 1986

¹⁰⁶ Les Etats et les sociétés civiles sont examinés dans le tome 5 de *La Société*.

¹⁰⁷ C'est-à-dire les appareils politiques et idéologiques de toutes finalités (partis, syndicats, associations, sociétés savantes, organes d'information, etc.)

¹⁰⁸ A propos desquels on doit noter que de sévères précautions sont nécessaires pour éviter la transformation de ces colloques en un carrousel touristique international, étant bien entendu que des vigilances de même nature doivent s'appliquer à toutes les rubriques précitées, tant leurs dépenses sont d'une élasticité infinie.

Les économistes partagent parfois avec les historiens les gloires éphémères que leur procurent certaines philosophies de l'histoire érigées en normes du savoir. Ainsi l'URSS et ses émules ont bâti autour de Marx une sorte de culte qui a quasiment étouffé la voix de cet éminent savant : la redécouverte de Marx et, surtout, la prolongation de ses recherches pour tout ce qui advint de par le monde depuis 1883 pourrait être une des nouveautés majeures du 21^e siècle. Après des dithyrambes beaucoup plus modérés, la même réhabilitation pourrait revaloriser les travaux de Keynes. En revanche, aucun retour en grâce n'est à escompter pour les économistes néo-libéraux dont l'autorité, synthétisée par le "consensus de Washington" a fait du FMI et de la Banque Mondiale les bourreaux de l'Amérique latine et de l'Asie orientale durant les deux dernières décennies du 20^e siècle.¹⁰⁹ Ici, la question n'est pas de rappeler les raisons pour lesquelles le parti communiste, plusieurs des partis socialistes ou bon nombre d'entreprises financières de classe internationale ont soutenu tel ou tel de ces engouements, mais bien de comprendre de quelle façon et dans quelles limites des économistes aussi pertinents que Keynes ou Marx ont pu et pourront aider au progrès des sciences économiques.

Ces disciplines, longtemps perdues dans le tout venant des formations académiques n'ont recueilli une attention plus soutenue qu'après la crise économique générale, suivie par une guerre mondiale, puis par la reconstruction de l'Europe qui ont occupé l'ensemble des décennies 1930 et 1940, dans ce qui était le centre du système mondial capitaliste de l'époque, tandis que s'y affirmait la prééminence américaine. Les Etats et leurs administrations, ainsi que beaucoup d'organisations politiques, syndicales et autres ont alors découvert combien le fonctionnement des économies capitalistes était fragile et combien il importait de développer les recherches permettant de prévenir et de corriger leurs spasmes. Les efforts anciens et fragmentaires par lesquels avaient été bâties quelques représentations objectives des économies réelles (indices, cotations boursières, marchés organisés, administrations financières parfois modernisées, géographie des ressources naturelles et des échanges commerciaux, etc.) ont été stimulés. Les synthèses esquissées sur l'initiative de la Société des Nations, au cours des années 1930 ont été développées de façon plus méthodique, notamment en Grande-Bretagne, aux Etats-Unis et en France. Ainsi sont nées les "comptabilités économiques nationales" grâce auxquelles une image détaillée du fonctionnement de toute l'économie nationale a pu être établie chaque année. Ces efforts ont été coordonnés, pour les besoins du plan Marshall et de la reconstruction européenne, par une organisation internationale, ancêtre de l'actuelle OCDE.¹¹⁰ A partir de là, les recherches ont foisonné pour adjoindre aux données marchandes des données financières compatibles avec elles, pour assurer une représentation détaillée des échanges internationaux de biens et de services, puis pour étendre cette représentation aux crédits et transferts financiers de toute sorte. Parallèlement à cette prolifération internationale, les efforts se sont poursuivis pour analyser clairement, pays par pays, les activités industrielles, agricoles et de toutes autres branches, y compris le bâtiment et les travaux publics, après quoi les investigations ont pénétré dans les domaines couverts par les recettes et dépenses publiques, par les transferts sociaux, etc. Toutes ces recherches d'une extraordinaire complexité, sont devenues peu à peu des routines "comptables" pour les administrations, les entreprises (ou plutôt leurs organisations professionnelles), les instituts statistiques, les centres de recherche, etc. De proche en proche, l'objet d'étude des sciences sociales a été modélisé en une maquette chiffrée offrant une prise plus aisée à beaucoup d'investigations et une base globale de référence pour les enquêtes socio-économiques qui ont pu se multiplier en toutes directions. De même que les sciences naturelles d'ordre physique ou géographique peuvent travailler avec toutes sortes d'outils sur la matière réelle qu'elle veulent connaître de mieux en mieux, de même, cette modélisation

¹⁰⁹ Leurs contre-performances sont discutées dans "*Dompter le capital financier*", essai présenté sur le présent site.

¹¹⁰ L'OCDE est l'Organisation pour la Coopération et le Développement Economique.

des économies nationales et de leurs échanges a donné aux sciences économiques une prise de bonne qualité sur la matière réelle - toujours fluide, multiforme et sans cesse perfectionnable - sur laquelle elles travaillent. Si bien que diverses sciences sociales éloignées des recherches proprement économiques ont souvent adossé leurs recherches propres aux comptes globaux des économistes. Le PIB global ou par tête, référence diversement usitée (et pas toujours à bon escient) est ainsi entré dans le langage courant. A vrai dire, les modèles réduits des économies nationales et de leurs échanges sont aujourd'hui encore de grossières approximations. Leurs agrégats et leurs moyennes, aussi révélateurs soient-ils, masquent néanmoins des réalités essentielles, telles les luttes sociales régissant le niveau des revenus à l'intérieur d'un pays comme entre Etats, les transferts rentiers qui résultent des échanges internationaux inégaux¹¹¹ ou le pompage de profits qui accompagne sournoisement le fonctionnement des principales banques et bourses, américaines notamment. Même les agences financières internationales comme le FMI ou la Banque Mondiale n'échappent pas à cette opacité : qui dira, par exemple, comment et vers quoi se sont évaporés les crédits massifs octroyés à la Russie, jusqu'à son krach de 1998 ?

L'histoire s'affermirait en multipliant les repérages objectifs. Elle peint des tableaux de la vie sociale sous forme de mosaïques où les cailloux et les pierres bien réels l'emportent de plus en plus sur le ciment littéraire qui les assemble. Elle cherche ces matériaux en prêtant attention aux curiosités qui mûrissent dans la société. Au mieux de sa forme, elle dresse d'immenses fresques à la Braudel, ce qui rapproche son champ de vision du seul objet social réel qui est le système mondial en vigueur dans le temps considéré. L'espace-temps qui encadre les dynamismes qu'elle choisit d'observer se plie aux découpages des géographes, même si ses étapes temporelles relèvent trop souvent encore des aléas de périodisations subjectives. Bref, les sciences historiques se valorisent en respectant de mieux en mieux la plénitude du réel social. Les sciences économiques essaient de faire de même, en respectant ce que l'histoire et la géographie économiques peuvent leur apporter et en faisant grand usage des documentations sérielles que les entreprises, beaucoup d'administrations et bon nombre d'institutions marchandes ou financières produisent à foison. De ce côté-là, leur principal handicap tient au secret des affaires et aux discrétions des Etats, depuis que le chiffrage des choses sociales se multiplie de toutes parts. A cette abondante production de "petits cailloux", les sciences économiques adjoignent un bâti de modèles dont les plus vastes sont, pour le moment, de l'ordre des comptabilités nationales, bien que de premières esquisses de l'économie mondiale commencent à être élaborées. Toutefois cette façon – si j'ose dire – de cartographier le relief économique des sociétés et, potentiellement, du système mondial en son entier a eu une conséquence fâcheuse qui est loin d'être correctement corrigée; C'est que la modélisation et le chiffrage du n'importe quoi se répand dans diverses disciplines qui se disent sociologiques, sans faire progresser pour autant "la cartographie, la stratigraphie et la tectonique des plaques" du réel social, mais en favorisant l'importation d'un défaut méthodologique qui est apparu dans les sciences économiques – et qui y sévit encore – à savoir : le dérapage économétrique, la croyance aux vertus intrinsèques des équations, le remplacement par leurs soins des concepts dûment élaborés et des théories les rassemblant de façon cohérente.

En tout cas, "économétrisée" ou nourrie d'autres façons,¹¹² la recherche sociologique devient vite dérapante. Elle embourbe ces disciplines dans un marécage illimité : celui des

¹¹¹ Notamment quand ces deux formes centrales des luttes de classes sont noyées dans les brumes comptables des FMN (firmes multinationales) qui révèlent d'elles-mêmes ce qu'elles ne peuvent cacher.

¹¹² Notamment au moyen d'enquêtes et de sondages où l'on prête plus d'attention à la taille et à la sélection des échantillons qu'à l'élaboration théorique des questions à poser et de leurs assemblages.

études, d'allure scientifique, qui se mêlent aux bons vieux débats philosophiques des "humanités" de naguère. Seules les sociologies bordées par des méthodologies rigoureuses et bien fondées échappent à cette dérive. Les "pères fondateurs" que les sociologues professionnels, qualifiés et performants, reconnaissent comme tels – même s'ils trient ce panthéon selon des critères qui leur sont personnels – se sont tous efforcés d'abriter leurs travaux et leurs disciples de ce piège en élaborant des méthodologies effectivement attentives aux réalités sociales. Les "faits sociaux totaux" chers à Durkheim participaient de ce souci, tout comme les *Idealtypen* et la théorie des "groupements" formulée par Max Weber, mais le silence que chacun de ces deux-là a obstinément gardé sur les travaux de l'autre atteste que l'objectivation sociologique est une entreprise délicate. Parsons qui a construit un modèle AGIL qu'il croyait démonstratif autant que sophistiqué a eu son heure de gloire dans un temps où la pensée américaine était censée triompher en tous domaines, mais Raymond Aron, éminent professeur français ne l'a pas vraiment pris au sérieux, alors qu'il faisait grand cas des deux précédents. Et ainsi de suite : je n'entends pas détailler ici la longue liste des sociologues pertinents qui ont surmonté de quelque façon le risque de s'embourber et ont produit des travaux éclairants.¹¹³

L'obstacle insurmontable qu'il faut néanmoins surmonter pour faire progresser une science sociologique en prise sur le réel social tient évidemment à l'omniprésence de l'homme en société. L'une des échappatoires est de ne jamais perdre de vue que l'homme singulier est une abstraction vide de sens social, que toute société est faite de masses d'hommes diversement "groupés" (Weber) ou "reliés" (Elias). L'autre est de contrôler la "liberté des interprétations" que Max Weber juge inévitable, mais dont il s'émancipe lui-même – tout comme son disciple, Raymond Aron – en tirant argument, cas par cas, des particularités essentielles de l'objet social qu'il étudie : par exemple la religion chez Weber ou la guerre chez Aron. Il est sans doute d'autres voies utiles, telle l'attention centrée sur la naissance des mouvements sociaux, comme l'a fait Touraine. Pour ma part, je tiens que la façon la plus fructueuse d'objectiver le réel social pour le rendre intelligible est d'user d'une méthode qui a mûri dans la lignée de Marx, que ce soit chez les philosophes (rivaux) que furent Althusser et Lefebvre ou chez les historiens (convergents, mais de générations différentes) que furent Gramsci et Elias. Avec Althusser, je pense que le seul objet social réel, c'est le système mondial considéré dans sa totalité, c'est-à-dire dans les limites de l'espace terrestre qu'il occupe effectivement et dans la longue durée de son efficace présence. Mais je dois à Lefebvre – dont toutes les œuvres pourraient s'intituler *Introduction à (ceci ou à cela)* – de toujours prêter attention aux surgissements sociaux nouveaux, pour en reconstituer la genèse et en percevoir autant que possible la dynamique. Enfin, j'ai trouvé chez Gramsci, mieux qu'ailleurs, une façon d'expliciter (ou d'enrichir) ce que Marx appelle la superstructure, sans rien perdre des analyses fondamentales que ce dernier a consacrées à l'infrastructure; et chez Elias – autre témoin d'une césure historique majeure¹¹⁴ - un respect intellectuel illimité, pour l'évolution porteuse d'un devenir humain qui est une dimension du devenir terrestre.¹¹⁵ J'appelle *macrosociologie*¹¹⁶ la recherche qui prend comme point de départ la totalité sociale constituée par le système mondial en vigueur et qui s'emploie à donner de cette totalité une représentation systématique en utilisant tous les travaux pertinents des diverses sciences sociales (matures ou en devenir) qui permettent de comprendre tant la structure économique

¹¹³ Par amitié pour ces deux hommes fort dissemblables, envers qui je reconnais une dette intellectuelle, je citerai néanmoins Henri Lefebvre et Alain Touraine.

¹¹⁴ Pour Gramsci, la césure fut non pas la révolution russe qui l'enthousiasma, mais la dérive stalinienne dont il perçut vite, du fond de sa prison, la dramatique déchirure qu'elle provoquerait; pour Elias, la coupure fut, comme pour beaucoup d'autres "Juifs de savoir" (Milner), l'avènement du nazisme allemand.

¹¹⁵ Ce qui éloigne infiniment des naïvetés de la *Dialectique de la Nature* dûe au brave Engels.

¹¹⁶ Pour plus de précisions, voir sur le présent site, le volume intitulé *Macrosociologie* et surtout les six tomes de *La Société*

de cette totalité que sa structure politique et sa structure idéologique (ou culturelle) sans imaginer que les structures ainsi repérées soient des objets réellement distincts, alors que ce sont trois aspects d'une seule et même totalité, mais trois aspects qui sont les plus simples possibles, en ce sens que chacun d'eux peut condenser les apports d'un très grand nombre de sciences sociales, mais qu'on ne peut se dispenser d'aucun d'eux, car cela reviendrait à "voir" de biais et partiellement le réel social. Par itérations successives, cette soumission de la totalité sociale à trois instances – entendues au sens de procédures spécialisées – permet de dégager progressivement une série de types distincts pour caractériser les "chaines d'interdépendance entre les hommes" (Elias) qui structurent l'économique, le politique et l'idéologique, non sans d'intimes rapports entre elles. Elle permet également de comprendre la formation, la déformation et le remplacement de chacune des structures ainsi identifiées et des totalités qu'elles composent, au fil du développement social. Mais il devrait aller sans dire que l'immense programme qui vient d'être schématisé en peu de lignes ne peut être accompli par un individu isolé, ni même par une institution spécialisée, riche d'agents très qualifiés, parce qu'il dessine une perspective sur une matière sociale doublement mouvante : une matière qui ne cesse de se transformer, car telle est sa nature propre, mais aussi et surtout une matière que le lent travail des sciences sociales spécialisées (ou en voie de laborieuse spécialisation) tarde inévitablement à maîtriser. La science sociale court derrière un réel plus mobile qu'elle et d'une variété toujours supérieure à ce que les disciplines qui composent cette science arrivent à en concevoir. La société n'est pas inconnaissable, mais les conditions d'une connaissance totale sont à jamais hors de portée.¹¹⁷

Juger du savoir à son utilité

Cette épaisseur de l'ignorance sociale qui accompagne l'extension des connaissances sur les sociétés et leur devenir ne doit pas provoquer une sorte d'angoisse métaphysique – n'en déplaise aux prophètes, prêtres et autres diseurs de bonne aventure – car les progrès du savoir et de l'action ont été stimulés, d'étape en étape, par les progrès que les nouvelles connaissances, chèrement et laborieusement conquises ont permis de réaliser. Dans le devenir infini de la matière sociale, du progrès a pu s'insinuer, des avènements ont pu être projetés et parfois maîtrisés, la fatalité de l'ignorance et de l'errance a pu être canalisée. Imputer ces bénéfices à d'heureux hasards de l'évolution ou à d'obstinés efforts de recherche et d'action est un débat parfois obscur, mais de siècle en siècle, la part due à ces efforts n'a cessé de s'accroître. Or, en tous leurs aspects ces efforts sont la substance même de la politique, au sens le plus large du terme, politique d'apprentissage et de découverte, d'expérimentation et de théorisation, de rectification et d'innovation. Mais aussi politique guidée, bien ou mal – mais plutôt bien que mal, quand un certain cumul de progrès l'atteste –

¹¹⁷ L'observation des sciences de la nature qui ont, sur celles de la société, la triple supériorité de travailler sur une matière en évolution plus lente, d'avoir entrepris ce travail avec des siècles, voire des millénaires, d'avance et de pouvoir opérer sur et dans cette matière "en extériorité", c'est-à-dire en la piégeant de diverses façons, montre que ces sciences des choses de la nature, aussi fécondes soient elles, n'aboutissent jamais qu'à ouvrir des clairières dans une forêt touffue. Jamais les nouvelles clairières, nées de "grandes découvertes", jamais les élargissements immenses que la conjonction de clairières ouvertes séparément et que l'on croyait très distinctes, n'aboutissent à une limite absolue, à une connaissance complète d'une part quelconque du donné naturel. Bien au contraire, chaque "grande découverte" élargit notre ignorance, c'est-à-dire le soupçon que nous pouvons en avoir. Mais ce que l'on sait n'est pas peu, d'immenses applications peuvent en être tirées et "ce peu" ne cesse de s'étendre en ouvrant à l'humanité de nouvelles frontières et de nouvelles perspectives. Si, du moins, cette humanité- qui est la matière première du réel social - en sait suffisamment sur ce réel-là pour ne pas mettre en péril les sciences qui l'explorent et si elle réussit, *volens nolens*, à faire évoluer ses institutions d'une façon convenable.

par les autorités des Etats, c'est-à-dire de leurs appareils et par celles des appareils extra-étatiques, qui orientent toutes les sociétés civiles¹¹⁸, de la plus modeste des familles à la plus vaste des entreprises, comme des associations les plus menues et fugaces aux syndicats et partis les plus massifs et durables, etc. C'est pourquoi il importe de comprendre en quoi et pourquoi toute politique a besoin de véritables sciences sociales, lesquelles sont à juger selon leurs applications.

Au stade actuel de développement des sciences sociales, il faut jeter un regard bienveillant, mais critique, sur les meilleurs de leurs ancêtres. Pour ne prendre qu'un seul exemple, il faut favoriser la maturation scientifique des pseudo-sciences sociales qui prolifèrent dans les sociétés les plus riches. Marx et Engels ont jugé très sévèrement les *Kameralwissenschaften* de leur temps. C'était l'époque où l'Allemagne, en marche vers son unification et en pleine croissance capitaliste multipliait les *Wissenschaften* de toutes sortes. Ces savoirs étaient définis par leur objet, qu'il soit esprit (*Geist*), économie (*Wirtschaft*) ou de quelque autre variante qualifiée par un enseignement universitaire. Les savoirs requis par l'activité administrative, désignés comme *Kameralwissenschaften* relevaient de ce mouvement, un peu à la manière du fourre-tout que la France, envieuse de l'Allemagne, créera en 1871 à l'enseigne des *Sciences Politiques*, berceau de notre actuelle énarchie. Marx qui avait des exigences scientifiques plus strictes et Engels qui l'admirait et avait une plume plus caustique ont aisément dénoncé tout ce que ces dernières *Wissenschaften* avaient de superficiel et de traditionnel dans leur souci de répondre aux besoins d'une bureaucratie d'Etat qui prenait de l'ampleur et de la vigueur. Quelques décennies plus tard, Weber saura évaluer cette même bureaucratie à sa juste valeur qui tient au fonctionnement courant de l'appareil d'Etat et non au progrès intrinsèque de la connaissance scientifique. Nos sciences sociales d'aujourd'hui peuvent être évaluées de même, encore que les nourritures destinées aux bureaucraties publiques et à tous les autres appareils étatiques ou idéologiques aient été enrichies des progrès accomplis depuis bientôt deux siècles. Progrès réels ou imaginaires, tant il est vrai que les enseignements, aussi raffinés soient-ils, sont tributaires des sciences ou pseudo-sciences qui les façonnent. Ainsi, par exemple majeur, la mode néo-libérale qui a ravagé les sciences économiques par ricochet de l'anti-soviétisme de la guerre froide et par les mirages que la croissance des "trente glorieuses" a pu créer, a contaminé maints appareils d'Etat avant de s'épanouir dans le "consensus de Washington" déjà évoqué.¹¹⁹

Dans un temps où les transformations accélérées du système mondial modifient les rapports de force entre Etats, dispersent les firmes multinationales qui naissent de partout, bouleversent l'échelle des productions et des niveaux de vie des diverses régions du monde et jettent le trouble dans maintes idéologies traditionnelles ou récentes – y compris celles qui comportent un honnête degré de scientificité ou qui y aspirent – l'examen des moyens visant à rendre les sciences sociales de plus en plus utiles aux décideurs politiques de tous niveaux, doit être déployé dans plusieurs directions. Sa première préoccupation doit être de recueillir systématiquement les "faits sociaux" bien calibrés qui sont les sous-produits des appareils administratifs et idéologiques en voie d'informatisation. L'exemple de l'appareil judiciaire français est significatif à cet égard. Dans ce pays légaliste, chantre des droits de l'homme et volontiers donneur de leçons de démocratie, la Justice se remet difficilement de longues années de négligence : première informatisation ratée par sa bureaucratie centrale, retard des

¹¹⁸ Pour mémoire : Etats et sociétés civiles sont analysés par les tomes 5 et 6 de *La Société*.

¹¹⁹ Les "trente glorieuses" années d'expansion économique occidentale (1945-1975) sont imputables pour l'essentiel aux initiatives étatiques, du plan Marshall aux nationalisations européennes d'après-guerre, et aux politiques d'équipement public et d'intégration européenne qui en ont pris le relais, tout en diffusant largement les transferts sociaux, puissants soutiens de la consommation. Toutes orientations dûes, avant tout, à des politiques étatiques et à des actions administratives souvent pertinentes, mais modérément libérales. Puis vinrent Reagan, Thatcher, etc. et leurs cohortes de "savants" économistes et de puissants banquiers...

recrutements à tous niveaux, aggravé par de fréquentes réformes procédurières non assorties des moyens requis pour leur application, insuffisant développement quantitatif et qualitatif des professions connexes (police judiciaire, prisons, services sociaux de réinsertion, etc.). Elle opère selon une géographie des tribunaux qui partage avec la répartition des diocèses et paroisses catholiques le triste privilège d'avoir suivi de très loin l'évolution industrielle et urbaine des 19^e et 20^e siècles. Au jour le jour, elle agit selon les normes d'une hiérarchie centrale et locale où des magistrats sont censés maîtriser toutes les fonctions à remplir, fussent-elles aussi étrangères à leur savoir-faire que la gestion des immeubles, des budgets... ou de l'informatique. Les réorganisations radicales qui cheminent lentement dans ce corps offrent donc l'occasion d'accompagner une hausse des effectifs et une modernisation des méthodes par une informatisation attentive aux sous-produits documentaires et statistiques qu'elle pourrait procurer. Ainsi, dans un pays qui dispute volontiers de sa Justice pourrait-on enfin apprendre de façon précise quels sont les déséquilibres géographiques de l'institution, les désordres de sa gestion des personnels (magistrats compris), les raisons bien détaillées de ses lenteurs réelles ou supposées et de ses coûts inégaux d'un ressort à l'autre, en même temps que les défaillances exactes de ses prisons ou des professions annexes qui sont censées servir d'intermédiaires entre les juges et les justiciables. Une ou deux décennies d'un tel traitement transformerait une fonction sociale majeure, encore empêtrée dans des séquelles d'Ancien Régime, en un appareil moderne, apte à soigner autant qu'à punir et à prévenir plus qu'à sanctionner. J'ai quelque peu insisté sur cet exemple, parce qu'il ne peut sembler singulier que pour qui se perd dans son détail circonstanciel et national. Tous les appareils de tous les États un tant soit peu développés peuvent devenir producteurs de très abondants matériaux, affinés autant que de besoin, pour éclairer les décisions politiques réglant leurs moyens et leurs réformes et pour permettre aux assemblées délibératives de juger à bon escient des services et des gênes qu'en subissent les populations. La démocratie ne peut qu'y gagner.

Un autre exemple montrera que l'ankylose bureaucratique et le goût des méthodes surannées peuvent être envenimés par des préjugés politiques d'apparence fort louable. La France – encore elle – a placé en tête de ses lois des principes qui ont aidé de fait à révolutionner l'Europe du 19^e siècle. L'égalité devant la loi est de ceux-là. Elle prohibe les discriminations fondées sur la race, la religion, le sexe, etc. Les conséquences tirées de ces normes vertueuses sont parfois d'une profonde sottise. Ainsi, les débats de ce temps portant sur l'immigration (clandestine ou non), sur le statut des étrangers vivant en France et sur maintes questions connexes embrouillent les options politiques avec une vigueur qui tient certes à tout un remugle de préjugés et de rancœurs, mais qui est dramatiquement aggravé par une ignorance principielle. Quand de hauts fonctionnaires très qualifiés mènent bataille pour que l'ascendance des citoyens français d'origine étrangère et celle des autres étrangers vivant dans ce pays continuent d'être ignorées par les statistiques globales (recensement, état-civil, etc.) et soient traitées avec une extrême circonspection par les enquêtes statistiques aux fins plus spécialisées (criminalité, emploi, scolarité, etc.), ils commettent une erreur politique autant que professionnelle. La décision politique d'un ministre ou d'un maire, tout comme la réflexion d'un député ou d'un militant ont besoin d'être éclairées par des données fiables. Les vertueux principes constitutionnels finissent par se convertir en routines bureaucratiques quand le travail d'adaptation des principes aux réalités est durablement interrompu par une sacralisation mal comprise. Il est vrai que les concepts enveloppants dont les sciences sociales font usage (nation, ethnie, tribu, peuple, peuplade, etc.) ne sont pas délimités par des références communément acceptées et bordées de limites objectives formalisées par le droit, comme c'est le cas pour la nationalité.¹²⁰ Mais ces ensembles flous – qui varient très lentement, sauf accident majeur – ont néanmoins des caractéristiques objectivement

¹²⁰ Laquelle s'acquiert par une procédure administrative étroitement réglementée – et curieusement nommée *naturalisation*...

repérables. Ce devrait être une tâche majeure des sciences anthropologiques concernées de lister et de hiérarchiser ces caractéristiques afin que les enquêtes et les statistiques puissent en faire usage. En attendant un tel consensus, une enquête socio-démographique bien conduite et plusieurs fois recoupée permettrait de pallier à ce déficit scientifique afin que les décideurs politiques concernés puissent être éclairés par de bonnes statistiques proto-scientifiques et que les débats et les décisions soient davantage abrités des fluctuations d'humeur et d'opinion venant se surimposer aux inévitables fluctuations des caractéristiques d'un ensemble flou.

Un premier objectif doit être d'étendre et d'améliorer la production de faits sociaux, c'est-à-dire de données¹²¹ représentatives de chaînes d'interrelations dont une science sociale peut faire sa pâture, pour l'assembler avec d'autres chaînes, en séries temporelles ou en configurations spatiales ou, mieux encore, en structures sociales d'un plus grand degré de complexité. Cet objectif signifie concrètement qu'il convient de veiller à ce que tout appareil d'Etat se mette à produire de telles données, pour retracer sous le plus d'aspects possibles, les moyens et les effets de ses activités, sans être inhibé par ses défauts d'organisation ou par des normes de discrétion, voire de secret. De veiller également à ce que les appareils idéologiques – qu'ils aient la forme d'administrations, d'entreprises, d'associations, agissent de même ou soient incités à le faire. Autrement dit, le secret des affaires, la discrétion des administrations, le silence des autres institutions sociales sont à combattre ou, pour dire la même chose sous un autre angle, le domaine réservé (ou "privé", "confidentiel", etc.) des institutions sociales est à rogner par des normes légales ou coutumières donnant priorité au besoin qu'a la société de se connaître elle-même pour "naviguer" de façon moins hasardeuse. Comme l'absolue transparence ainsi posée comme objectif est inatteignable¹²², il faut déployer le maximum d'efforts pour contourner les obstacles, c'est-à-dire pour substituer aux données "non publiables" des catégories plus enveloppantes, à l'exemple des statisticiens et des enquêteurs qui ne peuvent rendre publiques que des données agglomérées à une certaine échelle. Mais ces subterfuges et les secrets qu'ils masquent méritent d'être réexaminés périodiquement pour réduire le champ toujours renaissant de l'occultation délibérée ou par ignorance. Le secret des archives – qu'elles soient d'hier, de l'an dernier ou "de la dernière guerre" – est une maladie du développement social.

Je le souligne, cette poussée vers l'explicitation des activités et de leurs résultats ne doit pas concerner les seuls Etats, mais doit s'étendre à toutes les institutions des sociétés civiles, sans s'arrêter respectueusement à l'approche des frontières politiques.¹²³ Elle implique donc que des appareils producteurs de statistiques voient le jour à l'échelle internationale, comme à l'échelles des Etats, sans jouir d'aucune exclusivité à l'une ou l'autre de ces échelles, afin d'éviter les normes univoques, les secrets d'Etat et autres opacifiants. A l'échelle des Etats, la préférence devrait aller à des agences autonomes plutôt qu'à des appareils d'Etat¹²⁴, tandis qu'à l'échelle internationale où cette autonomie est un peu plus facile à établir du fait de

¹²¹ Chiffrées ou organisées de quelque autre façon bien adaptée à son objet.

¹²² De par l'effet de contraintes traditionnelles qui semblent "naturelles", de précautions convenant aux pouvoirs établis et d'opacités dues au désordres des bureaucraties et autres modes d'organisation.

¹²³ Par exemple les ONG (organisations non gouvernementales) qui sont soit des associations transfrontières soit des excroissances "discrètes" d'Etats, d'entreprises et de divers types d'appareils idéologiques; ou les FMN (firmes multinationales) industrielles, financières ou autres qui sont des entreprises actives loin de leur pays d'origine; et tous autres acteurs "du grand large"

¹²⁴ Ainsi, en France, un Institut, de qualité technique internationalement reconnue – l'INSEE ou Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques – n'en présente pas moins trois défauts : c'est une administration dépendant du gouvernement d'où d'éventuels doutes sur la fiabilité de ses dires, c'est une administration qui ne peut fonctionner comme faiseur de statistiques à toutes fins utiles sans un aval étatique et c'est un institut qui use de la matière première qu'il produit pour se mêler d'études économiques ou autres qui "concurrentent" les universités et les autres entités scientifiquement qualifiées, mais techniquement dépourvues d'un même outillage.

la pluralité des Etats concernés (donc, des contributions financières décisives)¹²⁵ Mais il suffit qu'un Etat exerce une prépondérance manifeste dans une Agence internationale pour que les représentations du monde qui en émanent soient marquées par des biais parfois dramatique : à preuve, l'ère du "consensus de Washington" dont la Banque Mondiale et le FMI ne se sont pas encore remis. D'autres cas d'insuffisance – d'ailleurs très variés – s'observent dans les appareils internationaux qui se révèlent incapables de détailler un tant soit peu une représentation scientifique du système mondial qu'elles ont à observer, notamment sous l'angle du travail (OIT) ou du commerce (OMC), etc. En fait, la statistique est un combat contre l'ignorance, laquelle est entretenue par l'insuffisant effort de recherche des sociétés, par la "pudeur" égoïste où se complaisent les plus riches d'entre elles et par la persistance des croyances mythico-religieuses enracinées dans les sociétés les moins évoluées. Parmi les méthodes qui permettent d'orienter de nouvelles recherches de façon à faire reculer ces blocages, l'une est de tenter de bien finaliser les travaux scientifiques : de faire de l'histoire, mais en sachant de quoi et pourquoi ? de faire de l'économie, mais en sachant pour qui ? de faire de la sociologie, mais en sachant à quelle fin et pour quelle urgence ? et ainsi de suite. Sans oublier, le nouveau qui commence à pointer dans le développement social, par exemple relatif aux pays les plus développés d'aujourd'hui, en prêtant attention au recul du besoin social de travail (et de travailleurs), à la prochaine multiplication des Etats à population stagnante ou déclinante, aux effets familiaux et domestiques de l'allongement de la durée de vie humaine, aux effets multiples de la "rurbanisation"¹²⁶ Encore faut-il se garder de croire que ces mêmes questions se poseront avec le même poids dans les régions du monde les moins développées d'aujourd'hui où vivent cependant les quatre cinquièmes de l'humanité actuelle. Ici, par exemple, la "rurbanisation" peut apparaître comme une rêverie américaine ou européenne alors que la plus oppressante des questions est la formation de mégalo-pôles où sont assemblés des dizaines de millions d'habitants, formation qui dure déjà depuis un demi-siècle au moins et qui se prolongera longtemps encore, mais où les plus simples aménités de la vie urbaine (l'eau potable et courante, les transports, la police des rues et marchés, etc.) sont des luxes rares et où l'art d'organiser la vie de la cité doit souvent s'inventer dans des sociétés qui n'ont pas hérité d'une tradition urbaine.

Ainsi, en visant à élargir l'activité des sciences sociales (actuelles ou potentielles) afin de mieux éclairer la majeure partie des décisions politiques de toute sorte, doit-on se garder de croire qu'il s'agit simplement de produire partout des savoirs sociaux semblables à ceux que l'Europe et l'Amérique ont commencé de construire massivement depuis peu de siècles. On doit au contraire aider à exploiter les ressources d'autres civilisations qui, comme l'indienne ou la chinoise, ont longtemps su organiser (et développer plus ou moins) des populations parfois massives et favoriser l'établissement par toutes ces sociétés (dotées ou non de hautes civilisations traditionnelles) de savoirs utiles pour elles, selon des priorités fixées par elles et en usant de méthodologies ajustées à leurs ressources humaines et financières. Il est probable que les sciences de la nature élaborées ou enrichies par ces quatre cinquièmes de l'humanité ne différeront guère de celles dont l'Occident poursuivra la constitution, encore que soient possibles des surprises qui ne seront pas toutes de détail. Mais il est invraisemblable que le bon foisonnement des disciplines sociologiques ou anthropologiques doive s'effectuer sur les mêmes lignes qu'ici et il est hautement vraisemblable que les bonnes sciences économiques et politiques convenant à l'Asie et à l'Afrique ne seront pas toutes cousines de leurs homologues euro-américaines, car les pays qu'elles ont à analyser pour en orienter le développement sont

¹²⁵ D'où la qualité – parfois agaçante pour les Etats-Unis et d'autres Etats puissants – des travaux produits par certaines agences de l'ONU, telles le PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement) ou la CNUCED (Conférence des Nations Unies pour la Coopération et le Développement).

¹²⁶ C'est-à-dire de l'étalement des modes de vie sur des espaces où l'urbain et le rural (non ou peu agricole) s'entremêlent.

radicalement différents de ceux qui ont été le tuf des sciences occidentales : différents par l'effet de leur longue subordination marchande, politique et financière, différents par le poids relatif des masses humaines qu'elles ont à nourrir, instruire et occuper, différents, enfin, par les rythmes neufs qui, seuls, résorberont leurs décalages et par les mobilisations économiques et politiques requises à cette fin. Par conséquent, il importe de relativiser les sciences sociales de facture occidentale.

Chiffrer le social pour décrypter la société

Pour prolonger cette réflexion, je vais évoquer deux exemples tirés des sciences économiques euro-américaines, afin de montrer ce que pourrait signifier leur enracinement à de nouvelles profondeurs. Premier exemple : les débats fiscaux dont les compétitions électorales usent volontiers. Ces vaines confrontations sont lourdes de malentendus et de dissimulations, parce qu'elles portent généralement sur des impôts choisis à dessein dans la masse énorme et complexe des prélèvements obligatoires de toute sorte, en oubliant, par surcroît, les exemptions, rabais et tarifs spéciaux appliqués à des catégories particulières (l'agriculture, par exemple ou bien les acquéreurs d'un logement neuf), à des régions choisies (comme les DOM-TOM¹²⁷), etc. Sans compter les "niches fiscales" qui exonèrent d'impôt ou de droits de succession certains investissements sélectionnés pour des raisons qui ne sont pas toutes avouables, et aussi les retards de paiement non ou mal sanctionnés et les "transactions" administratives qui peuvent intervenir, à la discrétion d'un ministre des Finances, par exemple en cas "d'omission" des droits de douane. Un Conseil des Impôts est censé surveiller tout ce dispositif pour informer le Parlement, mais il faut être un lecteur averti de ses tardives observations pour découvrir, par exemple, que les citoyens les plus imposés sont généralement ceux "qui ne paient pas d'impôt" sur le revenu ou la fortune, mais qui supportent sur tous leurs achats une taxe à la valeur ajoutée et sur leurs approvisionnements en produits pétroliers¹²⁸ une autre taxe, cousine de la précédente, mais beaucoup plus élevée. Ce trait isolé qui annule pratiquement toutes les tentatives de progressivité de l'impôt selon les niveaux du revenu ou de la fortune pourrait devenir beaucoup plus significatif, s'il était publié, chaque année, un relevé ultra-détaillé des prélèvements de toute sorte ventilés par catégories sociales. Comme ces dernières qui évoquent fâcheusement les classes sociales de sulfureuse mémoire ne sont pas du goût des administrations, il suffirait que les revenus¹²⁹ par ménage ou par individu soient classés en tranches fines pour qu'une certaine idée des dites classes sociales se laisse entrevoir ainsi que leurs "lutttes fiscales" dont les barèmes globaux effectivement appliqués sont la résultante.

Un second indicateur économique pourrait être plus riche encore. *L'Inventaire du 21^e siècle* a consacré une grande place¹³⁰ aux efforts visant à rendre comparables, d'un pays à l'autre, les niveaux de la richesse produite annuellement, ladite richesse étant assimilée à ce que les comptabilités nationales appellent le PIB ou Produit Intérieur Brut. Des efforts complexes permettent d'éliminer une grande partie des distorsions de prix d'un pays à l'autre. En effet, ceux-ci s'écartent, en tous sens, du taux de change exprimant le rapport entre la monnaie nationale et le \$ américain pris pour étalon. L'objectif visé par les statisticiens est d'aboutir à un PIB-PPA qui mesure le PIB par tête du pays concerne en Parité de Pouvoir d'Achat avec le \$. Il établit, en substance, que le pouvoir d'achat moyen, par habitant du pays X atteint un certain % du pouvoir d'achat moyen d'un Américain. Dans l'Union Européenne (UE) où vingt-sept pays relèvent aujourd'hui d'une économie qui devient (plus ou moins vite)

¹²⁷ Départements (DOM) et Territoires d'Outre Mer (TOM).

¹²⁸ Pour l'auto qui souvent les conduit au travail et pour le chauffage domestique.

¹²⁹ Et, pour ce qu'on en sait, les fortunes.

¹³⁰ Voir , au tome 2, la seconde annexe du dossier n° 3.

commune, mais où la même monnaie (l'euro) ne sert que dans une partie de la zone, les calculs en PPA deviennent plus raffinés, car ils tentent de prendre pour étalon une monnaie composite significative de l'ensemble. De nouveaux raffinements visant à entremêler de mieux en mieux les fluctuations des prix nationaux et celles des taux de change, en se référant non pas au seul \$ ou au seul €, mais aux principales monnaies usitées dans le commerce international, sont en cours et seront sans doute productifs. Le socle d'un modèle international de très grande signification est donc en train de s'édifier. Déjà, avec l'aide de l'OCDE, la Chine, l'Inde, la Russie, le Brésil et quelques autres pays majeurs sont en voie de raccordement à ce modèle, comme le Japon, la Corée du sud et d'autres pays l'ont été depuis des années. Il est donc loisible de s'interroger sur les applications nouvelles qu'il serait souhaitable de préparer pour asseoir une meilleure représentation de l'économie mondiale : non plus une représentation centrée sur les seules données marchandes, mais sur une représentation assise au plus près des niveaux de vie et des autres tenseurs économiques des luttes de classes.

Les commentaires sur la signification potentielle de véritables statistiques fiscales, dans un pays comme la France et sur de solides interconnexions des comptabilités économiques des principales nations du monde peuvent, en effet, être prolongés par quelques observations fondamentales. Il est temps de faire droit aux critiques des écologistes qui jugent qu'une partie des richesses produites le sont par épuisement de ressources naturelles non renouvelables, sans que la production de ressources de remplacement soit engagée à bonne date. De faire droit également aux critiques des économistes qui refusent de considérer que les travaux de reconstruction et les primes d'assurance se compensent en réparation des dégâts dûs aux catastrophes naturelles, aux faits de guerre et aux accidents de toutes origines, car ce mélange de pertes en capital fixe et de pseudo gains en production courante obscurcissent dramatiquement les réalités économiques. Elles sont déformées comme les prises en compte de plus-values immobilières ou boursières qui attestent de dépréciations monétaires, d'anticipations hasardeuses sur des gains à venir et de jeux spéculatifs dont l'effet combiné est de déplacer la richesse des uns vers les autres, c'est-à-dire entre classes diversement armées. Ce premier paquet de questions qui mêle l'écologique, le financier, les risques naturels, les accidents industriels, urbains et domestiques et les jeux spéculatifs est à démêler par des comptes pertinents, en capital, en PIB et peut-être selon des catégories nouvelles, afin que les politiques économiques en soient éclairées, dans leurs évaluations comme dans leurs initiatives, le tout se jouant à l'échelle de chaque économie nationale. Mais un deuxième paquet, d'étude plus complexe, que l'on a pu entrevoir à propos des PIB-PPA tient aux échanges économiques internationaux et à tous les transferts de richesse financière, de ressources naturelles et de déchets qui occasionnent des dommages sur sites lointains ou à échéances décalées. Je ne prétends pas décrire en quelques phrases ce second paquet, car sa complexité dépasse de beaucoup celle du précédent, cependant que les activités-à-l'aveugle, les brumes délibérément provoquées, les manœuvres dolosives et les brutaux rapports de force conjuguent ici leurs effets. Raison de plus pour en organiser et en développer systématiquement l'inventaire, en apprenant à imputer à chaque société les évaluations actives et passives qui peuvent être établies, par approximations successives, pour chacun des éléments discernables dans ce second paquet. Ainsi les débats incertains et les surenchères douteuses qui encombrant les discussions sur l'échange inégal, le pillage des nations pauvres, l'impérialisme des pays riches ou – avec quelques bémols – les avantages comparatifs dans le commerce international, les rentes de situation, les "heureuses combinaisons de facteurs de production" et toutes les autres rubriques qui encombrant les négociations internationales, aux côtés des droits de douane supposés abusifs, des subventions budgétaires prétendument indues et de toutes autres interventions étatiques (y compris les belliqueux embargos) pourraient faire

l'objet de clarifications raisonnables, pour aider à la résorption de maints conflits internationaux latents ou déclarés.

De tels exercices, patiemment pilotés par des organisations internationales de bonne qualité – du genre de celles qui ont déjà été citées – mais aussi par des institutions universitaires ou des ONG fiables (comme *Transparency International*) – tendraient sans doute à souligner que la richesse des pays riches s'accroît pour partie aux dépens de pays moins développés, mais ils clarifieraient sans doute les formes et les degrés de ces distorsions avec des résultats de plus en plus nuancés où les privilèges que s'octroient les classes riches de maints pays pauvres ou très pauvres pourraient être jugés plus dangereux que les avantages acquis par certains pays riches ou très riches. Le soupçon qui pèse aujourd'hui, sans doute à bon droit, sur les pays dont la richesse résulte essentiellement de rentes naturelles (consolidées par des marchés spéculatifs) comme l'Arabie séoudite ou sur ceux dont la prééminence industrielle et financière semble bien avérée, comme les Etats-Unis ou la Suisse, serait enrichi, me semble-t-il, par de nouveaux soupçons parfois plus graves pouvant s'appliquer à des pays aux politiques internes particulièrement dommageables, par surexploitation des femmes et des enfants, par stérilisation guerrière, religieuse ou autre d'un trop grande part des ressources "nationales" ou par maladroites et défaillances majeures dans le fonctionnement des activités sanitaires, éducatives et autres. Le handicap exact, imputable à des pénuries ou à des accidents naturels (sécheresses, grands froids ou chaleurs excessives, accidents climatiques fréquents, etc.) pourrait, en étant correctement évalué, révéler des lacunes sociales cachées derrière la pseudo-évidence de ces alibis. A l'inverse, l'impéritie d'un Soudan incapable de mettre en valeur des terres hautement fertiles ou le racisme d'une immense Australie délibérément fermée à la plupart des immigrants asiatiques pourraient apparaître comme des causes majeures de sous-développement ou de mal-développement. Autrement dit, j'ai le sentiment qu'une exploration méticuleusement "chiffrée" des effets nationaux et internationaux de luttes de classes prises en compte dans toutes leurs déterminations économiques pourrait être de nature à expliciter maints conflits jugés de façon par trop schématique et à éclairer utilement maintes décisions politiques. Bref, l'échelle des dégâts imputables à l'exploitation économique, à la domination politique ou à l'hégémonie idéologique pourrait s'en trouver révisée et affinée.

En mettant l'accent sur le *chiffage* des faits sociaux pour mieux *décrypter* ce que les sciences sociales peuvent saisir (ou approcher) du réel social, j'entends attirer l'attention sur une novation qui n'a pas encore conquis toutes les sciences de la société, loin s'en faut : la riche utilisation des données *numérisées* que les techniques informatiques autorisent désormais. Cette *numérisation* peut s'appliquer à n'importe quel objet et conduire à des traitements informatiques infiniment variés, qui pour la plupart n'ont aucun rapport avec l'arithmétique, la comptabilité et les autres disciplines où le chiffre est roi. Le fait que les sciences économiques - déjà accoutumées aux manipulations statistiques - oublient trop souvent de conceptualiser clairement les données qu'elles économétrisent à tout va, ne doit pas faire illusion. *Bien chiffrer le réel social afin de mieux le déchiffrer* peut signifier dans ce cas qu'un reflux est sans doute nécessaire, pour penser avant de construire des équations. Le chiffage du réel social, c'est son appropriation par n'importe quelle technique permettant d'exploiter informatiquement les données ainsi acquises, suivant la théorisation aussi rigoureuse que possible qui convient à son objet particulier.

Au 18^e siècle, les beaux esprits d'Europe se mirent à *naturaliser*. Armés des optiques nouvelles que Huyghens et ses émules avaient appris à tailler et à polir, ils observèrent tout ce qui sollicitait leur regard. Linné, Buffon et d'autres dressèrent des nomenclatures des objets naturels, qu'ils soient animaux, végétaux ou minéraux. Quand, un siècle plus tard, Darwin esquaissa une théorie de l'évolution qui n'a pas encore fini de révolutionner la représentation

des espèces animales,¹³¹ il devint clair qu'une avancée décisive s'accomplissait dans les sciences de la nature où déjà la physique, la chimie et d'autres faisceaux de disciplines scientifiques avaient commencé de foisonner. Les sciences de la société n'ont pas encore passé ce cap, malgré de multiples progrès régionaux. Mais elles peuvent disposer maintenant d'outils informatiques qui leur en donnent virtuellement la capacité. Au 18^e siècle, les nouvelles découvertes ont souvent conduit à la construction de machines destinées à amuser les salons. Joseph Needham, historien éminent des sciences chinoises, si riches de savoirs et si pauvres d'applications "industrielles" jusqu'à l'intrusion massive des puissances européennes, donne à penser que l'enrichissement des connaissances n'a pas de débouchés pratiques s'il n'est pas entraîné par une demande sociale suffisamment forte, ce qui revient à dire qu'avant la révolution industrielle européenne, des découvertes comme celles des Chinois ne pouvaient déboucher tout au plus que sur des armements et des architectures, à quoi s'ajoutaient évidemment les emplois ludiques destinés aux théâtres et aux palais. La révolution informatique qui s'étale depuis un demi-siècle à peine a déjà fait accomplir des bonds à beaucoup de sciences de la nature, mais elle a à peine effleuré les sciences de la société.¹³² De Hollywood à Tokyo, les industries des spectacles et des jeux en font grand usage, mais les percées manifestes ne débordent pas encore de la statistique, de l'infographie (ou d'autres applications de la cartographie) et des disciplines d'observation satellitaire chères aux militaires américains. La raison principale de ce "retard à l'allumage" me paraît tenir à notre faible connaissance du réel social, dans ce qu'il a de plus structurel. J'ai déjà noté que des termes tels que nations, provinces, peuples, ethnies, tribus, etc.¹³³ n'ont pas de signification claire et "mesurable". Il en va de même pour la plupart des mots qui sont censés désigner les choses de la société, même lorsqu'ils sont aussi banals que "familles, villages ou villes", aussi chargés d'affects que "crises, guerres ou révolutions", aussi tristement riches d'avenir que "famines, massacres ou ethnocides", aussi chargés de sens fluctuants que "langue, dialecte ou patois", aussi riches d'espoirs et d'illusions que "liberté, démocratie ou socialisme", et je pourrais continuer à faire défiler quasiment l'entier dictionnaire des sciences sociales. Je doute que de sages colloques puissent signer les multiples traités de paix interdisciplinaires, qui fixeraient, pour les choses de la société, des nomenclatures scientifiques (périodiquement révisables et complétables), car ces méthodes de chimistes ou de biologistes ne peuvent s'appliquer loin des "sciences dures". Mais je souhaite que des disciplines de plus en plus nombreuses sachent élever le niveau de leurs exigences, par exemple en adossant leurs dires sociologiques sur Marx ou Weber (et autres savants aussi rigoureux), en réclamant des historiens des vues panoramiques détaillées à la Braudel, en incitant les économistes à tirer leurs "preuves" non de "théorèmes" économétriques aléatoires, mais de références multiples à ce que les autres sciences sociales ont pu établir quant à leur domaine d'étude, et ainsi de suite. Un discours d'une quelconque science sociale qui ne peut préciser en quelle période et sur quelle aire ce dont elle traite se situe, qui ne peut raccorder ce découpage spatio-temporel à des repérages bien établis en termes historiques et géographiques, qui ne peut expliciter les autres conditions et limites de validité s'appliquant à l'objet considéré, etc. devrait être considéré comme une recherche molle, un discours sans autorité. De proche en proche, ce genre d'exigences devrait s'enrichir et se préciser. Les autorités de toute sorte qui font usage des travaux des sciences sociales pour les besoins de leurs appareils, dans l'Etat comme dans la société civile, devraient réclamer le respect de telles normes, cependant qu'à l'inverse les disciplines scientifiques productrices de travaux mieux normés devraient distinguer entre les appareils qui font bon usage de leurs travaux et ceux qui font métier de leur ignorance. Les

¹³¹ Y compris l'espèce humaine qui répugne souvent encore à considérer sa dimension animale.

¹³² Du côté des sciences de l'homme; elle semble surtout se signaler jusqu'à présent par des appareillages, hormis les percées de la biochimie humaine.

¹³³ Termes aussi fréquents que : arbres, forêts, espèces animales, etc.

références politiques à une "démocratie" ou à une "nation" totalement indéfinies devraient être dénoncées comme des tromperies, et ainsi de suite. Autrement dit pour améliorer les performances des décideurs de toute sorte, il faudrait que les sciences sociales s'efforcent de prévenir leurs besoins réels et dénoncent leurs vaticinations arbitraires, cependant que lesdits décideurs devraient réclamer à corps et à cri des recherches répondant à leurs besoins, comme les ingénieurs d'études répondent aux demandes des industries. Le brouhaha des jugements contradictoires, des demandes insatisfaites et des décisions déclarées a-scientifiques s'enflerait pendant toute une période, mais des progrès manifestes naîtraient peu à peu dans ce magma. Lequel ne tuerait pas la décision que l'urgence impose de prendre à l'aveuglette, faute de recherches déjà éclairantes. Il ne supprimerait pas davantage la recherche fondamentale, c'est-à-dire sans finalités existantes ou repérables à courte vue, car celle-ci continuerait nécessairement d'accompagner l'enseignement des jeunes générations, le bouillonnement intellectuel des universités et des hautes écoles et les initiatives irrépressibles des novateurs réels ou imaginaires. Le temps aidant, ce qui serait mis en péril, c'est la professionnalisation de recherches du n'importe-quoi, concrétisée par des travaux ou l'à-peu-près le dispute à l'inanité.

Sans doute faut-il changer de perspective pour bien juger des rénovations scientifiques que j'appelle de mes vœux. Considérons la classe ouvrière d'Europe occidentale, au milieu du 19^e siècle. L'élite en était composée par des mécaniciens dégagés des métiers artisanaux, tels les conducteurs de locomotives et les manipulateurs des autres engins et machines-outils qui se multipliaient dans plusieurs industries. Un siècle plus tard, cette élite ouvrière contenait certes encore maints nouveaux mécaniciens, de l'automobile à l'avion, mais elle débordait en bon nombre vers des industries dérivées de la chimie et d'autres sciences naturelles riches d'applications : l'ouvrier d'excellence était désormais un technicien, sa culture de base s'enrichissait de savoirs débordant de diverses façons de ce que l'école primaire avait pu enseigner à son prédécesseur, cent ans plus tôt.. Un nouveau bond d'un siècle met aujourd'hui en lumière plusieurs changements majeurs : l'ouvrier d'excellence est devenu un ingénieur de par sa scolarité et son expérience; il commence à bien concevoir le positionnement social où le capitalisme moderne le range, en son propre pays comme dans les trajectoires que "sa" FMN lui fait parcourir; son savoir principal mêle l'informatique, à doses croissantes, avec des connaissances tirées des sciences de la nature, mais aussi de certaines des sciences de la société; ses liens avec les strates plus anciennes du salariat banal sont distendus, mais il les redécouvre en partie dans les contacts de travail que ses missions à l'étranger lui font nouer avec les main-d'œuvres locales. Hormis ceux de ses ex-compagnons d'études qui se sont liés à quelque clan proche de l'état-major local et mondial de sa FMN – ceux qu'il perd de vue, parce qu'ils "font carrière" – il est lui-même désarçonné, hors son milieu d'origine, loin des transformations qui se vivent, au pays, sur le mode d'un reflux vers le salariat banal, et dans une position étrangère sans doute assez confortable, mais dont la durabilité est plus que douteuse : son successeur ne sera pas de sa descendance, ni même de sa nationalité, mais a de fortes chances d'être promu sur place. Ne suffit-il pas de relire les lignes qui précèdent pour voir poindre, presque à chaque mot, des champs d'études rétrospectives ou actuelles (c'est-à-dire diversement historiques) qui relèvent de multiples sciences sociales existantes ou naissantes, mais souvent balbutiantes ? De sciences qui, toutes, gagneraient à s'enraciner profondément dans l'histoire des structures sociales, dans la géographie des civilisations plus encore que des courants d'échanges, dans l'économie de l'inégal développement, dans la sociologie des relations transnationales, dans les étrangetés filtrables par l'anthropologie culturelle la plus attentive aux mouvements à long terme des modes de vie, des mœurs, des langues et des arts, surtout lorsque ces mouvements se compliquent de multiples contacts étrangers (et étranges) ?

Il ne serait pas raisonnable de risquer, ici, des hypothèses quant aux rythmes des novations scientifiques qui naîtront de l'accélération historique des transformations sociales et de la mondialisation des champs de vie – et de visée – que cet exemple sommaire fait apercevoir. Mais il est légitime de supposer que le 21^e siècle a toutes chances d'être un temps de grandes mutations des savoirs, un temps où les vieilles sociétés développées et cultivées d'Europe et d'Amérique seront secouées par la perte de leur prépondérance et par la découverte de leur modeste poids relatif dans les affaires mondiales, cependant que les jeunes (et souvent très vieilles) sociétés d'Asie, profondément labourées depuis le 19^e siècle, verront monter d'étranges moissons nouvelles d'hommes et de savoirs. Ce n'est donc pas le moment de "s'abandonner aux douces espérances de l'avenir" comme le faisait Condorcet avant que sa Révolution le conduise à la mort, mais c'est plus que jamais le moment de renouveler la dialectique de Marx qui sut toujours marier un principe d'action transformatrice des choses sociales avec un principe d'intelligibilité de celle-ci : révolutionner la société, mais aussi s'employer à bien la comprendre sans céder à quelque impatience révolutionnaire infondée. Condorcet, puis Marx, furent suivis de bien d'autres révolutionnaires, impatients comme Lénine ou Mao, mais réfléchis comme Gramsci qui fit sien un adage aussi doux-amer que

celui de Condorcet.¹³⁴ La sagesse, aujourd'hui, n'est-elle pas – si j'ose dire – de rallumer les Lumières, contre le positivisme plat de disciplines sans ambitions, de scientifier de plus en plus les sciences du social, d'en faire bon et plein usage dans toute la mesure du possible, sans jamais s'enfermer dans le "possibilisme" frileux où la social-démocratie européenne s'est engourdie, ni non plus caresser l'illusion qu'en toutes circonstances, le savoir précèdera les grands spasmes de la société.

Ici s'achève la
première partie
de
L'Invention du 21^e siècle.

¹³⁴ Pessimisme de l'intelligence, optimisme de la volonté.